

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
PRESCRIPTION CONVENTIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 12 juillet 1905, à 1 heure 1/2.

PAR

René PÉQUIGNOT

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. BAILLY, doyen.

Suffragants : } MM. EUGÈNE GAUDEMET, *professeur.*
HÉMARD, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1905

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

- MM. BAILLY, *doyen*, professeur de droit commercial.
DE SUZE, professeur de procédure civile.
PAUL GAUDEMET, professeur de droit administratif.
DESSERTAUX, professeur de droit romain.
LOUIS LUCAS, professeur de droit civil.
DESLANDRES, professeur de droit constitutionnel et de droit public.
TISSIER, *professeur de droit civil*, chargé des fonctions d'agrégé à la Faculté de droit de Paris.
TRUCHY, professeur d'économie politique, délégué à la Faculté de droit de Paris.
ROUX, professeur d'histoire du droit.
MOULIN, professeur de droit international public.
PERCEROU, professeur de droit criminel.
EUGÈNE GAUDEMET, professeur de droit civil.
VIGNES, *professeur adjoint*, chargé des cours de législation française des finances et science financière.
CHAMPEAUX, *agrégé*, chargé d'un cours de droit romain.
MARTIN, *agrégé*, chargé des cours d'économie politique et de législation et économie industrielle.
HÉMARD, *agrégé*, chargé d'un cours de droit civil.
BATTUT, secrétaire.
-

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
PRESCRIPTION CONVENTIONNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 12 juillet 1905, à 1 heure 1/2.

PAR

René PÉQUIGNOT

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. BAILLY, doyen.

Suffragants : } MM. EUGÈNE GAUDEMET, *professeur.*
HÉMARD, *agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA PRESCRIPTION CONVENTIONNELLE

INTRODUCTION

La Prescription conventionnelle, au sens large du mot, est une prescription qui se trouve modifiée d'une façon quelconque par la convention des personnes entre lesquelles elle court. Suivant cette définition, tout changement apporté à la durée ou aux conditions d'application de la prescription suffira donc à transformer une prescription légale en une prescription conventionnelle.

Une définition, même aussi vague, était nécessaire, car l'expression « prescription conventionnelle, » n'est pas de celles qui sont si lumineuses et si claires par elles-mêmes, qu'il n'est point besoin d'en préciser le sens. Le rapprochement de ces mots « prescription » et « convention » ne laisse pas, en effet, de surprendre au point que, de prime abord, on ne se rend pas bien compte, de ce que peut être cette prescription conventionnelle. Convention, cela fait songer à un accord de volontés, à quelque chose par consé-

quent d'essentiellement variable et différent suivant les individus, et suivant leurs besoins ou leurs désirs. Prescription, au contraire, implique fatalement l'idée d'un mode légal d'acquérir ou de se libérer, d'une institution immuable en quelque sorte, mise par la loi au-dessus de la volonté des parties. Et cette impression d'opposition d'idées exprimées s'accroît encore si l'on recherche le véritable fondement de la prescription.

Bien des arguments ont été invoqués pour servir de base à cette institution, et tous sont applicables à la fois à la prescription acquisitive et à la prescription extinctive.

On a fait tout d'abord remarquer que la prescription se borne à transformer un état de fait en un état de droit, à sanctionner des situations acquises, à les rendre définitives. D'une simple possession, elle fait un droit de propriété et de ce fait qu'un débiteur est resté un certain temps en se comportant comme s'il n'était pas tenu d'une obligation envers son créancier, elle fait découler l'extinction de cette obligation.

Mais le plus souvent, surtout lorsqu'il s'agit d'une prescription extinctive, on fait reposer la prescription sur une présomption. Présomption d'acquisition par le possesseur de la chose prescrite au cas de prescription acquisitive, et au cas de prescription extinctive, présomption, soit de libération effective, le débiteur étant supposé s'être acquitté de sa dette, soit de renonciation du créancier à son droit.

Si la loi considère comme propriétaire un possesseur qui

est resté trente ans en possession d'un bien sans que celui à qui ce bien appartient, ait manifesté la moindre intention de se prévaloir de ses droits, c'est qu'elle pense que ce propriétaire a une raison valable pour rester si longtemps inactif et que cette raison est qu'il a dû faire cession de ses droits au possesseur. Si elle admet qu'une obligation est éteinte par la seule inaction du créancier pendant un temps fixé, c'est que cette inaction ne peut se concevoir durant tout ce délai que si le créancier n'a plus rien à réclamer, parce qu'il a été payé ou parce qu'il a renoncé à invoquer sa créance.

En poussant plus à fond cette théorie, qui certes est assez séduisante, on est conduit à admettre que la prescription n'est destinée qu'à suppléer aux titres d'acquisition ou de libération qui auraient pu être perdus par le propriétaire ou le débiteur libéré. C'est en partant de cette idée que certains auteurs arrivent à dire que la prescription n'est pas, à proprement parler, une cause d'acquisition ou de libération, mais une présomption d'acquisition ou de libération par un des modes ordinaires dont par le fait on se trouve dispensé de rapporter la preuve.

Enfin, on pourrait encore voir dans la prescription, une sorte de pénalité, un châtement infligé par la loi au propriétaire et au créancier négligents pour les punir de leur inaction prolongée et coupable.

Mais toutes ces raisons données comme fondement de la prescription, ne sont, au fond, croyons-nous, que des motifs secondaires et accessoires. Ce sont plutôt des expli-

cations du véritable fondement de la prescription, que ce fondement lui-même. La base essentielle de la prescription repose sur des considérations d'ordre public et d'utilité sociale. En créant cette institution, la loi a voulu mettre fin à l'incertitude des propriétés et assurer la stabilité des fortunes : elle a voulu que les actions judiciaires eussent un terme de façon à mettre fin aux procès qui troublent gravement la société.

Pourquoi la prescription consacrerait-elle un état de fait souvent manifestement contraire à l'équité, pourquoi présumerait-on une acquisition, une libération, ou une renonciation, dans quel but le législateur châtierait-il le propriétaire inactif et le créancier négligent, si les réclamations que ceux-ci pourraient faire, en l'absence de toute prescription, au bout d'un temps indéterminé, n'étaient pas de nature à bouleverser la paix sociale et l'ordre public ? On voit quelle situation serait faite aux possesseurs et aux débiteurs, s'il était loisible aux propriétaires et aux créanciers de rester de longues années sans invoquer leurs titres ou sans exiger le paiement de ce qui leur est dû, sans pour autant être déchus de leurs droits. Ce serait la perturbation dans les affaires et l'incertitude dans toutes les transactions.

Seulement, ce fondement même ne rend-il pas plus sensible encore l'antinomie entre la notion de prescription et l'idée de convention ? N'est-il pas en opposition flagrante avec l'idée d'une modification quelconque laissée au gré des parties ? Nous aurons à nous le demander à la

fin de cette étude quand nous aurons examiné les différentes modifications que l'on peut apporter, suivant la doctrine et la jurisprudence, à la durée de la prescription.

C'est qu'en effet, de toutes les modifications qui sont susceptibles d'affecter la prescription, nous ne nous proposons d'étudier que celles qui peuvent en changer la durée, et si bien souvent il nous arrivera de parler aussi de celles qui transforment les conditions ordinaires d'exercice de la prescription, ce ne sera qu'accessoirement, et parce que ces modifications sont susceptibles de se rencontrer très fréquemment en même temps que les premières.

Rationnellement, il semblerait que les modifications conventionnelles à la durée de la prescription dussent se rencontrer en matière de prescription acquisitive aussi bien qu'en matière de prescription extinctive, et qu'il soit possible à un possesseur comme à un débiteur de convenir que les délais de prescription seraient différents de ceux fixés par la loi. Il n'en est rien. Il ne s'agit ici et du reste il ne peut s'agir que d'une prescription extinctive : et voici pourquoi :

La prescription acquisitive est un moyen d'acquérir résultant de la possession légale prolongée pendant un certain temps, c'est-à-dire d'une possession réunissant les qualités énumérées par l'article 2229 du Code civil. « Pour pouvoir prescrire, dit cet article, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique,

non équivoque et à titre de propriétaire. » Mais de toutes ces qualités requises, la plus importante, la plus indispensable, c'est certainement l'absence de précarité. C'est même plus qu'une qualité de la possession, c'en est un élément, constitutif.

Toute personne qui détient en vertu d'un titre ou d'une qualité qui l'oblige à restituer, toute personne qui reconnaît le droit d'autrui, possède à titre précaire, et se trouve par suite dans l'impossibilité d'acquérir par prescription. Or tel serait, à n'en pas douter, le cas de quelqu'un qui, détenant un bien, viendrait à convenir avec le véritable propriétaire que la prescription, au lieu de s'accomplir à son profit par le délai de droit commun, par trente ans, serait acquise par l'expiration d'un délai différent, par cinq ans par exemple. Cette convention, en effet, impliquerait forcément reconnaissance par le possesseur des droits d'une autre personne : s'il songe à acquérir par un mode légal dont il voudrait rendre plus facile l'application, c'est qu'il reconnaît qu'il n'est pas propriétaire, qu'il avoue posséder à titre précaire. On ne parle pas de prescrire une chose qui vous appartient ! Par conséquent, par ce seul fait qu'un possesseur conviendrait avec le propriétaire d'un délai de prescription autre que celui de la loi, il s'interdirait d'une façon absolue et perpétuelle le droit de prescrire.

Que l'on n'objecte pas la possibilité pour ce possesseur d'intervertir son titre et d'en faire disparaître la précarité ! L'article 2238 dit bien, il est vrai, que les détenteurs

précaires peuvent prescrire si le titre de leur possession se trouve interverti. Cela est rigoureusement exact, mais cela ne veut pas dire qu'un possesseur qui, en convenant d'une prescription conventionnelle se serait rendu la prescription impossible, pourrait après interversion invoquer cette même prescription de durée convenue : cela signifie seulement que rien ne l'empêcherait plus de prescrire par les délais légaux. Intervertir le titre de sa possession, c'est le rendre utile pour la prescription en faisant disparaître le vice de précarité qui l'infectait : c'est posséder *animo domini* une chose sur laquelle on reconnaissait avant les droits d'autrui. Mais ici, en méconnaissant ouvertement le titre de sa possession, en agissant en contradiction avec lui, le possesseur renonce par le fait à invoquer la prescription conventionnelle, puisque l'aveu de sa précarité provenait justement de l'existence de cette clause. Il ne peut songer à bénéficier d'une convention dont il rejette par ailleurs une conséquence inéluctable. Il prétend qu'il a purgé le vice de sa possession : il ne peut pas dès lors invoquer la clause qui contient la reconnaissance même de la précarité de sa détention.

La pratique n'offre pas du reste d'exemple de clauses modificatives relatives à la durée de la prescription acquiescitive, modifications dont on concevrait du reste assez difficilement l'existence. On trouve seulement quelques cas de renonciations anticipées à cette même prescription, renonciation que prohibe d'une façon formelle l'article 2220. Il ne faudrait pourtant pas induire de la préci-

sion des termes de cet article : « On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription... », qu'une telle renonciation soit absolument dénuée d'effets : souvent, elle vaudra comme une reconnaissance faite par le possesseur de la précarité de sa possession, s'il est avéré, ainsi que cela a généralement lieu, que c'est ce qu'ont entendu dire les parties. Elle aura alors pour résultat, dans le passé, d'interrompre la prescription qui avait pu commencer à courir, pour l'avenir, de rendre impossible toute nouvelle prescription.

Au contraire, en matière de prescription extinctive, les modifications apportées à la durée de la prescription par convention intervenue entre créancier et débiteur, ne sont pas chose rare.

Ces modifications peuvent affecter deux formes différentes. On peut songer à augmenter le temps requis pour la prescription ou à le diminuer. Le créancier peut trouver dans certaines hypothèses que les délais légaux sont insuffisants à protéger ses droits et songer à stipuler que la prescription s'accomplira par un temps plus long que celui fixé par le législateur. Par contre, le débiteur peut parfois estimer que le délai de trente ans, qui est celui de droit commun, est beaucoup trop considérable et qu'une prescription aussi longue ne lui procure plus aucun des avantages qu'il était en droit d'en attendre. Il est tout simple que dans ce cas il songe à en abréger la durée. Nous verrons plus tard en détail l'utilité considérable que

de telles clauses peuvent offrir en permettant aux parties d'adapter la prescription à leurs besoins et aux circonstances dans lesquelles ils se trouvent.

Nous diviserons cette étude en deux parties :

La première sera consacrée aux clauses extensives de la durée de la prescription, c'est-à-dire aux clauses qui auraient pour résultat d'allonger le temps nécessaire à son accomplissement.

Dans la seconde, plus considérable, nous étudierons les clauses inverses, celles qui tendent au contraire à diminuer, à raccourcir les délais de la prescription. Nous aurons à nous demander si ces clauses sont valables et où on les rencontre, quelle en est la véritable nature et quelles règles leur sont applicables. Autant de questions qui formeront des chapitres distincts.

PREMIÈRE PARTIE

DES CLAUSES QUI ALLONGENT LA DURÉE DE LA PRESCRIPTION

I. — Le temps exigé par la loi pour l'accomplissement de la prescription peut, dans certains cas, paraître insuffisant aux parties. Il est tout naturel alors, que celles-ci songent à modifier par leurs conventions cet état de choses qu'elles estiment contraire à leurs intérêts ou même simplement incommode, et à retarder ainsi le moment où la prescription pourra être opposée. C'est cette convention, par laquelle on décide que la prescription s'accomplira par un temps plus long que celui fixé par la loi, qui constitue la clause extensive de prescription.

Que penser de la validité d'une telle clause ?

Bon nombre de législations étrangères n'hésitent pas à la déclarer nulle. Mais tandis qu'il en est, comme la législation danoise (1) et le Code fédéral suisse des obligations (2), qui prohibent d'une façon générale et absolue tous les changements quels qu'ils soient que les parties

(1) Le Code de Christian V, de 1683, déclare nulle : « Toute convention tendant à modifier les règles légales en matière de prescription ». — V. E. Lehr, *Eléments de droit civil scandinave*.

(2) Le Code fédéral suisse des obligations a un article 148, ainsi conçu : « Les délais de prescription fixés dans le présent chapitre ne peuvent être modifiés par convention. »

voudraient apporter à la durée de la prescription, il en est d'autres qui ne visent que notre hypothèse et qui se contentent de défendre de renoncer à la prescription et d'en allonger les délais. Ce sont le Code civil autrichien, la loi norvégienne du 27 juillet 1896 (1) ; c'est enfin le nouveau Code civil allemand, qui, dans l'article 225 (2), défend de renoncer d'avance à la prescription ou d'en aggraver les conditions, de la rendre plus lourde pour le débiteur. Or il est bien certain qu'en augmentant les délais au bout desquels le débiteur pourra invoquer la prescription qui le libère de son obligation envers son créancier, on aggrave la prescription et on tombe sous le coup de cet article 225.

Mais chez nous, la question n'a pas été prévue par le législateur et nous ne trouvons pas dans notre Code d'article pour autoriser ou prohiber formellement une telle clause, en un mot, pas de dispositions tranchant nettement la difficulté. Néanmoins, malgré ce silence du Code, tous les auteurs (3) s'accordent à considérer comme illi-

(1) Loi du 27 juillet 1896 (V. *Annuaire de Législation comparée*, 1896, p. 613), art. 20 : « Toute stipulation portant que la prescription n'aura pas lieu ou que le délai en sera prolongé au delà des termes de la loi, sera sans effet à l'égard du débiteur. Pourtant, un délai plus long pourra valablement être stipulé en ce qui concerne : 1° les titres au porteur...etc. »

(2) Code civil allemand. Traduction officielle du Comité de législation étrangère, 1904, art. 225 : « La prescription ne peut être conclue ou aggravée par acte juridique. Il est permis de la rendre plus facile et spécialement d'en abréger les délais. »

(3) V. Baudry-Lacantinerie et Tissier, *De la prescription*, nos 62 et s. ; Guillouard, *De la prescription*, t. I, nos 321 et s. ; Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. XIV, n° 322.

cites, et par conséquent comme prohibées, les clauses extensives de la durée de la prescription, auxquelles ils appliquent, par analogie, l'article 2220 du Code civil. Cet article consacre deux principes : l'interdiction de renoncer d'avance à la prescription non accomplie et la possibilité au contraire de renoncer à une prescription acquise. C'est la première règle que l'on applique, par voie d'analogie, pour les prohiber, aux clauses qui auraient pour but d'allonger les délais de la prescription.

Il est évident que s'il est interdit de renoncer d'avance à se prévaloir de la prescription, on ne peut pas non plus convenir que celle-ci s'accomplira par un temps plus long que celui indiqué dans la loi. Car c'est en effet renoncer en partie au bénéfice d'une prescription future que de s'interdire le droit d'invoquer, avant 40 ou 50 ans par exemple, cette prescription qui, aux termes de la loi, aurait dû s'accomplir par 30 ans. C'est pour dix ou vingt ans qu'on renonce au bénéfice de ce mode légal de libération, puisque pendant tout ce temps le débiteur pourra être poursuivi par son créancier et que, par conséquent, une obligation, qui devrait être éteinte, se trouvera encore produire ses effets.

Or, dit-on, l'article 2220 ne fait pas de distinction entre la renonciation totale et la renonciation partielle ; il défend à un débiteur de s'engager par avance envers son créancier à ne pas se prévaloir du bénéfice de la prescription et cela sans distinguer entre le cas où le débiteur renonce définitivement, pour toujours, à invoquer la prescription

et celui où il n'y renonce que pour un temps. Ces renonciations partielles présentent du reste les mêmes inconvénients que les renonciations totales, puisque, avec elles, les droits pourraient être invoqués pendant un laps de temps qui dépasserait peut-être de beaucoup celui que la loi a fixé comme nécessaire à l'accomplissement de la prescription. S'il était loisible de convenir que la prescription ne s'accomplira que par 35 ou 45 ans, et si une clause allongeant dans cette proportion la durée légale de la prescription était valable, il n'y aurait pas de raison pour que les parties ne puissent décider que cent ans, deux cents ans, davantage même, seraient nécessaires pour permettre à la prescription de se produire. Il n'y aurait aucune limite à l'extension de la durée de la prescription, puisque nulle part la loi n'en fixe. Autant dire qu'une prescription, dont les délais pourraient être ainsi augmentés d'une façon indéfinie, serait une prescription impossible, et que stipuler une telle clause d'extension serait renoncer par avance à la prescription. Or nous l'avons dit, cette renonciation est prohibée par l'article 2220 et Bigot-Préameneu dans son Exposé des motifs en a donné les raisons aux membres du Corps législatif (1). « Si cette convention était valable, dit-il, la prescription ne serait plus, pour maintenir la paix publique, qu'un moyen illusoire : tous ceux au profit desquels seraient pris des engagements ne manqueraient pas d'exiger cette renoncia-

(1) Fenet, t. XV, p. 577.

tion. » Et parlant de la prescription extinctive il ajoute : « La prescription est fondée sur la présomption d'une libération effective. Non seulement la loi intervient pour celui qui, ayant succédé au débiteur, peut présumer que ce dernier s'est acquitté, mais encore elle vient au secours du débiteur lui-même qui, s'étant effectivement acquitté, n'a plus le titre de sa libération. Comment croire que celui qui renoncerait à la prescription eût entendu s'exposer, lui et ses représentants, à payer plusieurs fois ? Ce serait un engagement irréfléchi et désavoué par la raison. »

« Bien mieux, ajoute M. Huc (1), ce serait un engagement nul pour défaut de cause ; en effet, s'obliger d'abord à payer à une époque déterminée et s'obliger, en outre, à payer une seconde fois, faute de pouvoir prouver directement le paiement, alors que la preuve de ce paiement existe au moyen de la présomption résultant d'une prescription à laquelle on renonce d'avance, c'est s'obliger à payer ce qu'on ne doit plus à aucun titre. »

Il est bien certain que cette clause de renonciation ou d'extinction de la durée de la prescription deviendrait vite de style et que la situation des débiteurs s'en trouverait singulièrement empirée. Il n'est guère de débiteurs qui eussent osé se refuser à l'insertion d'une clause, qui, de prime abord, paraît assez naturelle et assez équitable, mais en le faisant ils eussent porté échec au fondement d'une institution nécessaire au maintien de l'ordre social.

(1) Huc, t. XIV, n° 321, p. 392.

« Il n'appartient pas aux parties, a dit M. Huc, de modifier à l'avance l'économie des présomptions définies par la loi. »

II. — Cependant cette prohibition est-elle aussi absolue qu'elle semble le paraître et les parties vont-elles se trouver, en tous cas, dans l'impossibilité de modifier par leurs conventions, en l'allongeant, la durée des délais que la loi fixe pour l'accomplissement de la prescription.

Certains auteurs ne l'ont pas pensé, et M. Lyon-Caen dont la théorie a été reprise par M. Guillouard dans son *Traité sur la prescription*, estime que les parties peuvent directement allonger la prescription par une clause extensive.

Dans une note fort intéressante de Sirey (1), M. Lyon-Caen établit, en effet, entre les clauses extensives des distinctions. Il distingue entre le cas où la convention prolongeant la durée de la prescription est conclue, soit au moment où l'obligation est contractée, soit postérieurement, mais avant qu'elle ne soit exigible, et celui où cette convention allonge la durée d'une prescription qui a déjà commencé à courir, la prescription d'une dette déjà exigible par conséquent.

Il déclare nulles les premières clauses comme contraires à l'article 2220, comme contenant une renonciation anticipée à la prescription : il valide au contraire les secondes,

(1) Lyon-Caen, note sous Cass., 4 décembre 1896, S. 96.1.113. — V. aussi dans ce sens : Guillouard, *Traité de la prescription*, t. I, n° 321.

à la seule condition que la durée dont la prescription est prolongée n'excède pas celle de la prescription fixée par la loi. « Il serait singulier, dit-il, qu'il n'en fût pas ainsi alors que la loi admet l'interruption de la prescription, notamment par un acte de reconnaissance postérieur à l'échéance de la dette, et que l'interruption, en faisant réputer non avenu le temps déjà écoulé, conduit, en définitive, à une prolongation du délai après lequel le débiteur peut invoquer la prescription. »

C'est qu'en effet cette clause a un caractère interruptif très prononcé, et nous n'hésitons même pas à dire que si elle est susceptible de produire un effet quelconque, c'est justement parce qu'elle constitue une véritable interruption. Un débiteur était en train de prescrire l'obligation dont il était tenu envers son créancier : avant l'expiration du délai requis pour sa libération, quelques jours peut-être seulement avant cette date, il convient que la prescription qui courait à son profit ne saurait s'accomplir avant vingt ou vingt-cinq ans. Quelle est, en dernière analyse, la nature d'une semblable convention, si ce n'est un acte d'interruption résultant d'une reconnaissance ?

En s'engageant à ne pas invoquer avant un temps déterminé le bénéfice d'une prescription qui court à son profit, le débiteur reconnaît, implicitement il est vrai, mais néanmoins d'une façon absolument certaine l'existence d'une obligation à sa charge et par le fait d'un droit au profit du créancier. Aux termes de l'article 2248 : « La prescription est interrompue par la reconnaissance que le

débiteur (ou le possesseur) fait du droit de celui contre lequel il prescrivait », et la loi ne distingue pas entre la reconnaissance expresse et la reconnaissance tacite, celle qui, comme ici, résulte « d'actes ou de faits du débiteur qui impliqueront nécessairement de sa part l'aveu de l'existence du droit contre lequel court la prescription (1).

C'est donc bien en face d'une véritable interruption que nous nous trouvons, d'une interruption qui anéantira tout le temps de la prescription qui avait déjà couru, et qui va donner lieu à l'ouverture d'une nouvelle prescription. Et la clause extensive dont nous avons parlé ne sera valable qu'autant que la prolongation convenue ne serait pas supérieure à la durée du délai que la loi fixe pour l'accomplissement de la nouvelle prescription qui commence à courir après l'interruption. Autrement, il y aurait renonciation partielle à la prescription et la clause ne vaudrait plus que comme acte interruptif. La prolongation, dont les parties peuvent valablement convenir, sera donc au plus égale à la durée légale de la nouvelle prescription et souvent inférieure, et il est assez piquant de voir qu'une clause qui, au premier abord, semblait bien être une clause extensive, se résume à une reconnaissance interruptive à laquelle viendra s'adjoindre quelquefois une clause abrégative lorsque le temps dont les parties auront voulu prolonger la durée de la prescription sera moins long que celui fixé par la loi. La prescription ne se trouve

(1) Guillouard, t. I, n° 250.

donc pas prolongée directement par la clause extensive et par le seul effet de celle-ci, comme semble le croire M. Lyon-Caen : elle ne l'est qu'indirectement par l'interruption que contient celle-ci.

III. — Les parties ont du reste à leur disposition un autre moyen d'allonger indirectement la durée de la prescription : ce moyen qui leur est offert par la jurisprudence, c'est la suspension conventionnelle. A côté des causes de suspension légale indiquées par le Code civil, une jurisprudence constante, étayée sur de nombreux arrêts de la Cour de cassation (1), admet en effet que le cours de la prescription peut se trouver momentanément suspendu par la convention des parties, et que cette clause de suspension ne constitue pas une renonciation anticipée à la prescription. « Ce n'est pas non plus, dit M. Guillouard (2), renoncer à une prescription non acquise que de consentir à ce que le cours de la prescription soit suspendu pendant un certain temps : cette convention constitue si peu une renonciation à prescription qu'une fois le temps fixé par convention écoulé la prescription reprendra son cours, et après le délai légal accompli, elle produira ses effets ordinaires. La partie au profit de laquelle la prescription est édictée, conserve donc le droit de s'en prévaloir ; et

(1) Cass., 22 juin 1853, D. P. 53.1.302, S. 55.1.511 ; Cass., 28 novembre 1865, D. P. 67.1.228, S. 67.1.391 ; Toulouse, 14 mai 1868, D. P. 68.2.108, S. 71.2.156 ; Cass., 28 juin 1870, D. P. 70.1.309, S. 71.1.137 ; Cass. Belgique, 4 octobre 1894, D. P. 96.2.169, S. 96.4.19 ; Cass., 21 mai 1900, S. 1902.1.133.

(2) Guillouard, t. I, n° 323. — V. aussi Huc, t. XIV, n° 322.

comme il n'y a d'autre prohibition en cette matière que celle de la renonciation à une prescription non acquise, cette convention est licite, car elle n'est ni défendue par un texte, ni contraire aux principes. « Ce n'est pas là, répète ailleurs le même auteur (1), renoncer à une prescription non acquise, mais régler d'une façon autre que la loi ne l'a fait les conditions d'une prescription non encore accomplie, et aucun texte de loi, ni aucun principe ne s'oppose à une telle convention. »

La Cour suprême, en effet, guidée par des sentiments d'équité, n'a pu malgré les termes de l'article 2251, se résoudre à abandonner une maxime très en honneur dans notre ancien droit, la règle *Contra non valentem agere, non currit præscriptio*. Elle en a, au contraire, fait bien des fois l'application, pensant qu'il était contraire à l'idée même de la prescription de laisser celle-ci s'accomplir, lorsque celui contre lequel elle courait a été dans l'impossibilité absolue de faire un acte d'interruption. La prescription libératoire est fondée, dans son opinion, sur une présomption de libération résultant de l'inaction prolongée du créancier : pour que cette présomption ait toute sa force, il faut que cette inaction ait été volontaire ; il ne faut pas qu'elle ait été forcée et qu'elle résulte d'une impossibilité d'agir. La Cour de cassation a même donné de cette maxime une formule rajeunie en énumérant les causes d'impossibilité d'agir, qui donnent lieu, selon elle, à

(1) Guillouard, t. I, n° 170.

son application. Cette formule se trouve énoncée en termes rigoureusement identiques dans deux arrêts célèbres, ceux du 28 juin 1870 et du 21 mai 1900 (1)... « La prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité absolue d'agir par suite d'un empêchement quelconque résultant soit de la loi, soit de la convention, soit de la force majeure. » Dans ces deux arrêts on trouve évidemment la consécration formelle de la possibilité de suspendre conventionnellement le cours de la prescription, et cela aussi longtemps que le voudront les parties, puisqu'aucune disposition légale n'existe tendant à limiter la durée de cette suspension.

C'est ainsi que la Cour de Toulouse, par un arrêt en date du 18 mai 1868 (2), valide la convention d'après laquelle la prescription des droits des parties, et la péremption d'une instance entre elles engagée, seront suspendues depuis la signature du compromis jusqu'au jour assigné pour la fin de l'arbitrage. On a bien objecté (3) qu'il n'y avait là qu'une simple application au compromis des règles admises en matière d'instance ordinaire : mais comme cette application résulte de la volonté expresse des parties, et que sans cette volonté la prescription eût continué son cours, il semble bien que l'on se trouve en face d'une suspension conventionnelle. Voici du reste les motifs qu'in-

(1) Arrêts précités.

(2) Arrêt précité.

(3) Baudry et Tissier, n° 63, note 1, p. 47 ; Huc, t. XIV, n° 322 ; Troplong, *Droit civil expliqué : de la prescription*, t. II, n° 594.

voquait la Cour, à l'appui de sa décision : « Attendu qu'en effaçant par une stipulation formelle dans le calcul du temps utile à prescrire celui qui devait s'écouler depuis la signature du compromis jusqu'au jour assigné pour la fin de l'arbitrage et en attachant à une telle stipulation un effet suspensif, aucune des parties ne renonçait à une prescription ou à une péremption non encourue : — que par cette stipulation les parties convenaient seulement de retarder la marche de la prescription en vue d'un arrangement amiable : — qu'elles entendaient si peu renoncer à la prescription, que le cas où l'arbitrage n'aboutissant pas se réalisant, la prescription devait recommencer son cours... » La Cour de Nancy (1) ayant eu aussi à se prononcer sur la validité d'une clause de suspension conventionnelle, a repris les autres motifs invoqués par la Cour de Toulouse, en leur donnant seulement un caractère de plus grande généralité : « Attendu, dit-elle, qu'on peut enrayer la marche d'une prescription sans la mettre au néant et sans se priver éventuellement de son bénéfice : que sans doute si l'effet de la stipulation devait équivaloir à son abandon anticipé ou l'empêcher de s'accomplir, cette stipulation serait contraire à la loi ; mais que tel n'est pas l'effet d'une convention qui, comme dans l'espèce, suspend le cours de la prescription pendant un délai limité et pour une cause momentanée sauf à lui faire reprendre sa marche à l'expiration de ce délai. »

(1) Nancy, 16 novembre 1889, S. 91.2.161.

« Quoique cette distinction, dit fort justement M. Bourcart (1), ainsi présentée ait quelque chose de littéral et de subtil, et qu'on puisse dire que enrayer et retarder la marche de la prescription ressemble fort à renoncer pour une partie du temps au bénéfice de la prescription, il y a au moins là une nuance assez sensible et ce n'est pas tout à fait exclure la prescription d'une manière absolue que de la reculer pour un temps. »

La jurisprudence est même allée plus loin, en décidant que cette suspension conventionnelle n'aurait pas besoin d'être stipulée expressément et qu'elle pourrait résulter d'une convention la contenant implicitement. C'est ainsi que la Cour de cassation (2) a admis que si un créancier accorde un sursis à son débiteur sur la demande de ce dernier, la prescription se trouvera non seulement interrompue, mais encore suspendue pendant toute la durée du sursis. « La demande en sursis implique pour l'avenir la suspension du cours de la prescription : il serait contradictoire qu'une prescription pût courir au profit d'un débiteur pendant le sursis qu'il aurait sollicité et obtenu pour l'exécution de ses obligations. »

On voit par là combien est important le système créé de toutes pièces par la jurisprudence et quelles conséquences pratiques considérables il entraîne. C'est la création, à côté des causes légales de suspension, qui, aux termes de l'article 2251, seraient indiquées par la loi d'une façon absolu-

(1) En note sous Nancy, 16 novembre 1889, précité.

(2) Cass., 28 novembre 1865, précité, D. P. 67.1.224, S. 67.1.391.

ment limitative, de causes nombreuses tirant leur origine de ce principe d'équité que l'on ne peut prescrire contre celui qui ne peut agir, contre celui qui serait dans l'impossibilité d'interrompre cette prescription. Ce qui est assez curieux, c'est de voir les critiques que font à ce système jurisprudentiel la plupart des auteurs qui admettent eux-mêmes la validité des clauses de suspension conventionnelle. Il semblerait pourtant bien que les arguments qu'ils invoquent contre les tribunaux lorsque ceux-ci admettent que la prescription sera suspendue, parce qu'il a été impossible au créancier d'agir, à raison d'un empêchement provenant de la force majeure, dussent conserver toute leur valeur quand l'empêchement résulte de la convention des parties. Si l'on admet qu'il ne doit pas y avoir de cause de suspension en dehors de ceux prévus par la loi, l'on doit être logique jusqu'au bout et refuser aux parties le droit de suspendre conventionnellement la prescription. Il est vrai de dire que parmi ces auteurs, il en est qui admettent aussi avec la jurisprudence que la prescription est suspendue quand le créancier ne peut agir par suite d'un obstacle légal (1).

C'est pour cela, croyons-nous, qu'il serait beaucoup plus exact de ne pas désigner les clauses dont il s'agit sous le nom de clauses suspensives de la prescription. En analysant ces clauses, on voit que fatalement elles se ramènent à quelque chose de tout différent de la suspension. Si la

(1) V. Guillouard, t. I, n° 165 ; Huc, t. XIV.

clause appelée suspensive a été faite au moment de la convention donnant naissance à l'obligation dont la prescription est en cause, ne peut-on pas prétendre que les parties en la stipulant, ont tout simplement voulu dire que l'action du créancier au lieu de naître immédiatement, c'est-à-dire d'être pure et simple, serait affectée d'un terme, qu'elle ne pourrait être exercée qu'au jour que les parties avaient désigné comme celui où la prescription recommencerait à courir. C'est donc l'article 2257 qui est en jeu ici, et non l'article 2251. C'est une question de point de départ de la prescription et non pas de suspension.

Si au contraire, la clause suspensive a été faite dans le but de suspendre une prescription qui a déjà commencé à courir, et c'est là le cas de beaucoup le plus fréquent, les éléments auxquels elle se ramène sont plus complexes. Cette clause constitue d'abord une interruption de la prescription en cours comme contenant implicitement la reconnaissance des droits du créancier, et une convention de laquelle il résulte que la nouvelle prescription qui commence à courir après toute interruption, ne saurait courir avant la date assignée. Encore une fois, c'est le point de départ de la prescription qui est retardé : la prescription, au lieu de recommencer immédiatement après la reconnaissance interruptive, ne partira que du jour assigné comme terme de la suspension par les parties.

En fait, le but que se proposaient les parties sera atteint de la même façon : la durée de la prescription sera prolongée absolument comme si elle avait été suspendue

pendant le délai convenu, puisque la nouvelle prescription ne pourra commencer qu'au jour où la suspension stipulée aurait cessé ses effets. Mais les conséquences peuvent être bien différentes, au moins quand il s'agit d'une prescription qui a déjà commencé à courir. Ce n'est plus la même prescription, dont la marche aurait été enrayée pendant un certain temps, qui recommence. C'est une prescription nouvelle, dont la durée, généralement égale à celle de la prescription qui a été interrompue, sera presque toujours bien supérieure au délai qui aurait été nécessaire à la perfection du temps requis pour l'accomplissement de cette prescription au cas où elle aurait été simplement suspendue. Il peut enfin se faire que la reconnaissance emporte novation et que le temps exigé pour la nouvelle prescription soit différent de celui que la loi exigeait pour celle qui a été interrompue.

C'est du reste ce système qu'a exposé d'une façon très ingénieuse, M. l'avocat général Bosch devant la Cour de cassation de Belgique (1). Adoptant la théorie de Laurent qui n'admet d'autres causes de suspension que celles établies formellement par la loi (2), ce magistrat ne reconnaît d'effet à la clause de suspension conventionnelle que parce qu'elle équivaut à la stipulation d'un terme pour une obligation qui préalablement était pure et simple et partant immédiatement exigible. « Il dépend évidemment des parties, dit-il, de transformer une créance immédia-

(1) Cass. Belgique, 4 octobre 1894, D. P. 96.2.169, S. 95.4.19.

(2) Laurent, t. XXXII, n° 39.

tement exigible en créance à jour fixe, c'est-à-dire en créance à terme. Or suspendre la prescription jusqu'à l'expiration du terme, c'est exactement la même chose : l'une des conventions implique l'autre. Convenir d'un terme, c'est se mettre dans l'impossibilité d'agir jusqu'à ce que ce terme soit arrivé, c'est donc suspendre la prescription jusque là. »

Seulement nous ne saurions adopter jusqu'au bout la théorie de M. l'avocat général. La créance dont la prescription était en voie de s'accomplir, étant devenue à terme, l'article 2257, alinéa 3 lui devient applicable et M. Bosch, veut voir dans cette disposition : « La prescription ne court point... à l'égard d'une créance à jour fixe jusqu'à ce que ce jour soit arrivé », une cause de suspension légale. La convention de suspension, d'après ce magistrat, ne serait pas par elle-même suspensive de la prescription. Elle produirait seulement cet effet parce qu'équivalant à la stipulation d'un terme, elle permettrait d'invoquer une cause de suspension légale contenue dans l'article 2257.

C'est sur ce dernier point qu'il nous est impossible de nous ranger à l'avis de M. Bosch. L'article 2257, bien que placé dans une section consacrée aux causes qui suspendent le cours de la prescription, ne règle qu'une question de point de départ et non de suspension (1). On ne saurait parler de suspension lorsqu'il s'agit d'une prescription qui n'a pu encore courir : la prescription éteint l'action

(1) V. Baudry et Tissier, n° 385 ; Aubry et Rau, t. II, 5^e édit., § 213, p. 481 et 484, notes 1 et 14 ; Laurent, t. XXXII, n° 20.

du créancier : tant que cette action n'est pas née, il y a impossibilité de prescrire et il ne saurait être question d'arrêter pour un temps, le cours de la prescription.

La situation n'est pas modifiée dans notre hypothèse. L'interruption, résultant de la reconnaissance des droits du créancier contenue dans la convention de suspension, a anéanti la prescription qui avait commencé et dès lors les parties se trouvent dans la même situation que si l'obligation venait simplement de naître. Comme elle renaît différente de ce qu'elle était avant l'acte d'interruption, c'est-à-dire affectée d'un terme, le point de départ de la nouvelle prescription se trouvera retardé jusqu'à l'arrivée de celui-ci.

Voilà comment des clauses, qui à première vue semblent bien porter échec au principe que nous avons formulé tout au début, celui de l'impossibilité d'augmenter la durée de la prescription, ne produisent pas cet effet par elles-mêmes. Le temps requis pour l'accomplissement de la prescription se trouve bien allongé, mais d'une façon indirecte, par le simple jeu des règles ordinaires de l'interruption. Les clauses extensives dont nous avons parlé ne valent que parce que les parties en les stipulant reconnaissent par là même l'existence du droit dont elles veulent modifier la prescription et qu'aux termes de l'article 2248, une reconnaissance expresse ou tacite (la loi ne distingue pas) est interruptive de prescription.

IV. — Mais malgré tout, on est tenté de se demander encore, si la prohibition indirecte des clauses allongeant

la prescription, est véritablement absolue et si elle est commandée par des raisons assez sérieuses pour faire échec, en tous points, au grand principe de la liberté des conventions. Sans doute possible, la prohibition de l'article 2220 s'applique à toute renonciation à une prescription non acquise, mais vise-t-elle aussi toutes les clauses qui allongent la durée de la prescription lorsqu'elles ne portent que sur le délai et non point d'une façon précise sur la renonciation elle-même ? Nous croyons que la réponse exacte à cette question si délicate a été donnée par M. Laurent (1). « L'article 2220, dit-il, ne fait qu'appliquer une règle de droit commun écrite dans l'article 6. C'est ce principe qui décide de la validité de la convention. Si les parties ont dérogé aux lois qui concernent l'ordre public, ou en termes plus généraux, si leurs conventions sont contraires à l'intérêt public, elles sont par là même frappées de nullité tandis qu'elles sont valables si l'intérêt général n'est pas en jeu. » Il ne faut jamais perdre de vue que la convention des parties fait la loi et que cette puissance de la convention n'a d'autre limite que le respect dû à l'ordre public.

Mais alors, quand l'ordre public sera-t-il intéressé, dans quel cas au contraire ne le sera-t-il pas, et quand par conséquent l'article 1134 pourra-t-il reprendre tout son empire ? C'est ce que M. Laurent n'a pas dit, et c'est ce qu'il est, croyons-nous, absolument impossible de décider d'une

(1) Laurent, t. XXXII, n° 184.

façon générale et précise. C'est cette difficulté, théoriquement presque insoluble, qui a fait dire à M. Huc que cette distinction était arbitraire puisqu'on peut voir l'ordre social partout ou ne le voir nulle part. Faudra-t-il, en l'absence d'un critérium certain permettant de reconnaître le caractère d'ordre public d'une disposition légale, laisser ce point soumis à l'appréciation des tribunaux et les juges seront-ils chargés de décider si la clause modificative qui leur est soumise est contraire ou non à l'ordre public ? Cela semble inévitable, mais c'est ouvrir toute grande la porte à l'arbitraire : s'inspirant des circonstances de fait de la cause, les tribunaux pourraient voir dans la même clause extensive, tantôt une clause ne contrevenant pas à l'article 6, tantôt au contraire une clause portant atteinte à l'ordre public, et la notion d'intérêt public serait donc susceptible de varier avec les circonstances et les époques.

Néanmoins, la distinction établie par M. Laurent semble si exacte, que quelques auteurs (1) ont cherché si, en dehors de la prescription trentenaire, qui étant toujours fondée sur des considérations d'ordre public ne peut être abrégée, il n'est pas d'autres hypothèses où elle puisse recevoir son application.

A côté de la prescription de droit commun, le Code a établi toute une série de prescriptions plus courtes s'accomplissant par des délais de longueur différente. Ce sont

(1) V. Baudry et Tissier, n° 65 ; Guillouard, t. I, n° 322.

ces courtes prescriptions dont on pourrait par convention augmenter la durée toutes les fois qu'une telle clause ne contreviendrait pas à des raisons d'ordre public. Il est évident que si l'on ne saurait convenir que des arrérages se prescriront par dix ans, au lieu du laps de temps de cinq années prescrit par l'article 2277, parce que cette prescription a pour fondement une raison d'ordre public, le législateur n'ayant pas voulu que les débiteurs fussent ruinés par l'accumulation des arrérages, on ne voit pas pourquoi, au contraire, en ce qui concerne les courtes prescriptions établies par les articles 2271 à 2273, prescriptions fondées uniquement sur une présomption de paiement résultant de la nature des obligations qu'elles éteignent et qui sont de celles qu'on a coutume d'acquitter rapidement, il ne serait pas loisible aux parties de convenir que ces prescriptions s'accompliront par un temps plus long que celui fixé par la loi. A la différence de ce qui a lieu pour la prescription ordinaire, la présomption de paiement qui sert de base à ces prescriptions est susceptible de tomber devant l'aveu du débiteur ou son refus de prêter le serment que l'article 2275 permet au créancier de lui déférer ; bien plus même, la reconnaissance faite par le débiteur de sa dette a pour effet d'interrompre la courte prescription, de l'intervertir, de lui substituer la prescription trentenaire. Ne semble-t-il pas logique dès lors d'accorder à la convention tout l'effet qu'elle est capable de produire et de décider, par conséquent, que les parties pourront convenir lors de la naissance de l'obligation, que

celle-ci qui, légalement se trouverait prescrite après un laps de temps déterminé par la loi ne le sera qu'après un temps plus long ? Il n'y aurait, croyons-nous, qu'une restriction à apporter à la liberté des conventions des parties : elle consisterait en ce qu'il ne serait pas permis de stipuler un délai plus long que celui de la prescription de droit commun, car il est de l'intérêt public que toutes les actions soient éteintes au bout de 30 ans.

Mais si la clause extensive avait été convenue alors que la prescription avait déjà commencé son cours, elle se resoudrait, ainsi que nous l'avons dit précédemment, soit à une simple interruption, si le délai convenu était le même que celui résultant de l'application de l'article 2274, c'est à dire un délai de 30 ans, soit à une interruption suivie d'une clause abrégative, si l'allongement stipulé est inférieur à ce temps.

Il en serait de même, à notre sens, des courtes prescriptions édictées par le Code en dehors du titre même de la prescription : toutes les fois que ces délais n'auraient pas été fixés par des considérations d'ordre public, les parties pourraient par leurs conventions en augmenter la durée, sous la seule restriction indiquée. Par exemple, en matière de garantie des vices d'une chose vendue, l'article 1648 dit que l'action doit être intentée dans un bref délai suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage des lieux, et cela parce que les vices de la chose vendue peuvent être très rapidement découverts par l'acheteur. Qu'y aurait-il de contraire à l'intérêt public de permettre

en ce cas aux parties, de convenir d'un temps d'épreuve plus long que celui fixé par la loi ? Dans le temps accordé aux particuliers pour découvrir les vices de la chose vendue, la loi renferme aussi le temps pour agir, et, en allongeant le temps d'épreuve, on allonge du même coup le délai de la prescription.

Enfin, il serait parfaitement licite aussi d'augmenter les délais de la prescription établie par les articles 1792 et 2270 fixant à dix ans la durée de la garantie des entrepreneurs et architectes. Pour ce cas particulier, on peut citer une décision judiciaire, rendue le 3 janvier 1881 par le Conseil d'Etat (1) et aux termes de laquelle était validée la clause portant la durée de la responsabilité de l'entrepreneur à vingt ans au lieu de dix.

L'utilité d'une telle clause est évidente. A l'heure actuelle, avec le progrès de la science et le perfectionnement de l'outillage, on entreprend des travaux qui eussent paru fantastiques et impossibles à mener à bien il y a quelques dizaines d'années. Pour de tels travaux, la prescription de 10 ans est notoirement insuffisante, car les vices de construction ne se révèlent guère dans un laps de temps aussi court, et c'est pour cela qu'il est de la première importance de pouvoir augmenter le délai pendant lequel il est possible d'agir en garantie contre les architectes et entrepreneurs.

Dans ces cas, la durée de la prescription a été fixée dans

(1) D. P. 82.3.119, S. 82.3.37.

un intérêt exclusivement privé, dans l'intérêt de celui au profit de qui court la prescription. Il n'y a rien dès lors qui soit susceptible de troubler l'ordre public dans la clause qui allongerait ces délais (1).

Mais la théorie que nous venons d'exposer a toujours le même inconvénient : c'est de donner lieu fatalement à

(1) Il est vrai que ces deux derniers cas sont contestés. Nombreux sont, en effet, les auteurs qui, dans la plupart des courtes prescriptions édictées par le législateur en dehors du titre de la prescription, ne veulent voir que des déchéances légales. Spécialement en ce qui concerne l'article 1648 : V. Planiol, t. II, n° 704 ; Aubry et Rau, t. VIII, 4^e éd., § 771, p. 427.— On verra plus loin, p. 74 et s., ce que nous pensons sur ce point. Mais, à supposer qu'il y ait ici une déchéance et non une prescription, il n'en est pas moins vrai, croyons-nous, que les principes que nous avons posés conservent leur valeur, car on s'accorde généralement à appliquer aux déchéances les règles de la prescription quand elles ne sont pas inconciliables et l'article 2220 est certainement de ceux qui régissent les déchéances comme les prescriptions.

Pour le cas des articles 1792 et 2278, on est allé plus loin encore. « Dans le cas envisagé, dit M. Huc (t. XIV, n° 302), il n'y a pas prescription. Quand le délai est expiré, l'entrepreneur a fini d'accomplir une certaine prestation à laquelle il était tenu, et il ne doit rien parce qu'il a fourni ce qu'il a promis. » D'autres auteurs : V. Duranton, t. XVII, n° 255 ; Laurent, t. XXVI, n° 61 ; Zachariæ, éd. Massé et Vergé, t. V, n° 859, n'ont vu dans ce délai de 10 ans qu'un temps d'épreuve, pendant lequel le vice de construction devra se révéler pour que la responsabilité de l'architecte soit mise en jeu ; une fois le vice connu du propriétaire, celui-ci aurait, conformément au droit commun, un délai de 30 ans pour faire exercer son action en garantie. — La jurisprudence admet, au contraire, que ce délai de 10 ans sert à la fois de temps d'épreuve et de délai utile pour l'action, et ce système, s'il est peut-être moins juridique que le précédent, a l'avantage de répondre beaucoup mieux à la pensée du législateur qui a voulu, comme l'a fort bien fait remarquer M. Labbé, sous Cassation, chambres réunies, 2 avril 1882 (S. 83.1.5), que l'architecte ne soit responsable que d'un vice qui apparaîtra dans la construction, de telle sorte qu'il puisse être actionné dans les dix ans de la réception des travaux.

l'arbitraire des tribunaux qui seront appelés à se prononcer sur la validité de ces clauses et à décider si les délais dont la longueur a été augmentée par les parties étaient fondés ou non sur des considérations d'ordre public.

Aussi ne peut-on que regretter que le législateur n'ait pas songé à prohiber d'une façon plus nette les clauses extensives de prescription.

Les délais tels qu'ils ont été fixés par la loi sont très suffisamment longs pour protéger les droits des créanciers et les mettre à l'abri de toute surprise, et à supposer que la durée de ces délais dût recevoir une modification quelconque ce ne serait certes pas dans le sens de son allongement.

Si malgré la durée déjà trop grande de nos prescriptions extinctives, les parties voulaient pourtant absolument en augmenter encore la durée, elles auront toujours à leur disposition le moyen indirect, mais absolument légal, de l'interruption. Par une citation, un commandement ou une saisie le créancier pourra interrompre une prescription à la veille de s'accomplir, et il arrivera encore au même résultat en obtenant une reconnaissance de son débiteur. Tout le temps de la prescription qui était déjà écoulé se trouvera anéanti et une prescription nouvelle recommencera à courir. Par le simple jeu de ces interruptions répétées à intervalles convenables, on peut, en fait, arriver à prolonger d'une façon indéfinie la durée d'une prescription.

N'est-ce pas suffisant, et n'est-ce pas surtout plus conforme à la nature même de la prescription que ces clauses extensives, dont la légalité, même dans les hypothèses exceptionnelles où nous avons cru qu'il était possible de les stipuler, est rationnellement très contestable ?

DEUXIÈME PARTIE

DES CLAUSES QUI ABRÈGENT LA DURÉE
DE LA PRESCRIPTION

CHAPITRE PREMIER

VALIDITÉ ET CHAMP D'APPLICATION DES CLAUSES
ABRÉVIATIVES DE PRESCRIPTION.

SECTION I. — Validité des clauses restrictives.

Il n'est pas possible en principe, avons-nous dit, d'augmenter, au moins d'une façon directe, la durée de la prescription. Est-il au contraire loisible d'en abréger les délais, de la rendre plus courte et par le fait plus facile ? D'après le droit commun, l'action qu'un créancier a contre son débiteur n'est prescrite qu'au bout de trente ans ; ce n'est que si le créancier reste ce laps de temps tout entier, sans exiger de son débiteur le paiement de son obligation que ce dernier se trouve libéré. Ce délai est bien long, et on comprend facilement qu'un débiteur qui, pendant tout ce temps pourra se trouver exposé à payer une seconde

fois, parce qu'il aura perdu la preuve de sa libération, cherche à diminuer le temps nécessaire à l'accomplissement de cette prescription extinctive. Est-ce qu'une convention intervenant entre un créancier et un débiteur et ayant pour but d'abrégier la durée de la prescription serait valable et permise par la loi ?

La validité de ces clauses abrégatives de prescription est au moins contestable. Aucun texte, il est vrai, ne défend d'une façon formelle de diminuer la durée de la prescription, et il n'y a point non plus, comme lorsqu'il s'agit des clauses extensives, de prohibitions implicites contenues dans la loi. Si l'article 2220, en défendant les renonciations anticipées, condamne les clauses allongeant la prescription, parce que celles-ci contiennent des renonciations partielles, on ne saurait dire qu'il prohibe aussi les clauses abrégatives. Et pourtant, nous le répétons, la question nous paraît très discutable.

La notion même de la prescription semblerait plutôt conduire à croire que ces modifications à la durée de la prescription ne sont pas possibles. Qu'est-ce au fond, en effet, que la prescription ? C'est, dit l'article 2219, « *un moyen... de se libérer par un certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi.* » Si l'on cherche à savoir quelles sont ces conditions dont parle l'article 2219, on voit qu'elles se réduisent tout simplement à une seule, à l'inaction du créancier. Tandis que pour la prescription acquisitive il faut que celui qui prescrit possède et que sa possession réunisse un certain nombre de qualités énu-

mérées par la loi, que, parfois même, il ait juste titre et bonne foi, pour la prescription libératoire, au contraire, il faut et il suffit que le créancier n'agisse pas, ne demande pas à son débiteur la prestation de ce que celui-ci lui doit. Cette inaction du créancier entraîne l'extinction de son action sur le fondement d'une présomption légale qui, d'après Bigot-Préameneu, est une prescription de libération effective : le législateur a pensé que le créancier qui était resté, pendant le temps fixé par la loi, sans exercer son droit avait une raison pour ne pas agir, et le motif de cette inaction prolongée c'était que son débiteur l'avait payé. Mais pour que cette présomption de libération conserve toute sa force, il faut que les faits sur lesquels elle repose restent toujours les mêmes. S'il est, en effet, impossible de donner à l'inaction d'un créancier qui a duré trente ans un autre fondement qu'une libération ou une négligence absolument impardonnable, il n'en est plus de même lorsque cette inaction n'a duré qu'un an ou six mois. Si au bout de ce temps restreint on fait produire à l'inaction du créancier le même effet extinctif que celui qu'on lui accordait au bout de trente ans, ce doit être nécessairement pour une raison différente. Ce ne sera plus parce que le créancier est censé avoir été payé, mais bien parce qu'on pensera qu'il a renoncé à se prévaloir de son droit. La prescription au lieu d'avoir pour fondement une présomption de paiement se trouvera avoir pour base une présomption de renonciation, d'abandon de droit. Et maintenant il est permis de se demander s'il est ainsi

loisible aux parties de modifier le fondement d'une institution qui, comme la prescription, ne peut se justifier que par des considérations d'ordre public et qui a été fondée avant tout, dans un intérêt social.

Ces considérations semblent d'ailleurs avoir paru justement suffisantes à certains législateurs étrangers pour leur faire prohiber toutes espèces de clauses modifiant les délais légaux de la prescription. Pour eux, la prescription est une institution d'ordre public, et il ne doit pas être permis de créer ainsi des prescriptions particulières. Tel est le Code fédéral suisse des obligations (1), qui prohibe

(1) Code fédéral suisse des obligations : Art. 148. — « Les délais de la prescription dans le présent chapitre ne peuvent être modifiés par convention. » Cet article a pourtant au fond une portée beaucoup moins absolue qu'on ne pourrait le croire à première vue : ce qui est défendu, c'est d'abrégier ou d'allonger la durée des prescriptions mentionnées au chapitre de la prescription, c'est-à-dire celles fixées par les articles 146, 147 et 156, alinéa 2. C'est la prescription de droit commun de dix ans, c'est aussi la prescription de cinq ans, qu'on peut, à raison du grand nombre de cas auxquels elle s'applique, considérer comme une prescription de droit commun, qui ne peuvent être modifiées conventionnellement. En ce qui concerne les autres prescriptions, soit celles établies par des lois spéciales, soit celles édictées par le Code des obligations, mais ailleurs qu'au titre de la prescription, rien ne s'oppose à ce qu'on ne puisse les abréger. Il est bien vrai, comme le fait remarquer fort justement M. Rossel (*Manuel du droit fédéral des obligations*, 1892) que la « Commission du Conseil des Etats disait dans son rapport : « Le droit de prescrire devrait, dans notre opinion, être tout à fait indépendant des conventions privées des parties, et l'article 155 (du projet) serait alors remplacé par la disposition suivante : « *Les termes généraux de prescription ne peuvent être modifiés par les conventions particulières* ». Le principe de la prescription a essentiellement un caractère de droit public et ne peut par conséquent être abandonné aux convenances des parties. » On remarque que la Commission du Conseil des Etats n'entendait viser ici que les termes généraux de prescription, et si l'on

d'une façon absolue toute espèce de modifications quelles qu'elles soient à la prescription légale de droit commun. Telle est encore la disposition du Code danois (1), qui déclare nulle toute convention tendant à modifier les règles générales de la prescription.

Mais ce système qui semble si fort en harmonie avec la notion même et le fondement de la prescription, n'est pourtant pas admis. Bien rares sont en effet les auteurs qui ont voulu lui donner l'appui de leur nom (2), et la doctrine presque tout entière incline vers l'opinion adverse, celle qui considère comme absolument valables les clauses qui restreignent la durée de la prescription (3). La base de cette seconde opinion, c'est l'article 1134 du Code civil, qui permet aux parties de faire toutes les conventions qui leur plaisent, à cette seule condition, que ces conventions

rapproche ses propositions du texte de l'article 148, on doit se convaincre que le législateur n'a pas entendu restreindre de la manière prévue à cet article, le droit des parties de modifier les délais de prescription non déterminés dans le chapitre qui nous arrête. » Ces prescriptions ne sont soumises qu'à la règle analogue à celle formulée dans notre article 2220 qui défend la renonciation anticipée à la prescription. Or cette règle défend d'allonger le délai des prescriptions, mais non de l'abrégé. C'est ainsi que M. Rossel trouve qu'il est licite de fixer à six mois le délai par lequel on peut actionner en vertu d'une police d'assurances (*Revue de jurisprudence fédérale*, VIII, 115).

(1) Code de Christian V, du 23 avril 1683 (5.14.4). — V. E. Lehr, *Eléments de droit civil scandinave*.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e édit., t. II, n^o 648 ; Huc, t. XIV, n^o 323.

(3) Baudry et Tissier, n^o 96 et suiv. ; Guillouard, n^o 323 ; Le Roux de Bretagne, *De la Prescription*, t. I, n^o 52 ; Laurent, t. XXXII, n^o 184 ; Troplong, *Traité de la prescription*, n^o 44 ; Merlin, *Prescription*, sect. 1, § VII, art. 2, quest. 1, n^o 3, *Répertoire de jurisprudence*.

ne soient pas contraires à l'ordre public. Les parties peuvent déterminer à leur gré, à leur convenance, l'étendue de leurs obligations : on ne voit pas pourquoi elles ne pourraient pas aussi en déterminer la durée en abrégant le délai de la loi, pourquoi la durée d'un droit ne serait pas susceptible d'être réglée par la convention même qui leur a donné naissance. « Il est d'intérêt public, dit M. Labbé (1), que les actions ne durent pas plus longtemps que le délai de la prescription légale, mais il n'est pas contraire à l'ordre public qu'elles durent moins et s'éteignent plutôt. » — La prescription extinctive, a en effet pour but de ne pas laisser un débiteur exposé indéfiniment à une action de son créancier, de le libérer au bout d'un certain temps, afin d'éviter qu'il ne soit contraint, après l'expiration de ce délai, d'acquitter à nouveau son obligation au cas où il se trouverait, pour une raison quelconque, dans l'impossibilité de rapporter une preuve du paiement qu'il aurait effectué. S'il est donc contraire à l'intérêt social d'augmenter ce temps d'épreuve et d'empêcher ainsi la situation du débiteur, il est certain au contraire qu'en abrégant ce temps, en réduisant le délai après lequel l'action du créancier sera prescrite, on ne fait qu'entrer dans les vues du législateur puisqu'on améliore la situation du débiteur en faveur de qui la prescription libératoire a été établie.

Dès lors, du moment que la clause restrictive de la du-

(1) Note de M. Labbé sous Paris, 30 octobre 1885 (S. 86.2.49).

rée de la prescription n'est pas par elle-même contraire à l'ordre public, on pourra la stipuler toutes les fois qu'un texte formel ne viendra pas s'y opposer, et qu'il ne s'agira pas de délais dont la durée aurait été déterminée par des motifs d'utilité sociale. La doctrine est absolument fixée dans le sens de la validité de la prescription conventionnelle, et nous verrons bientôt que la jurisprudence est depuis de longues années d'accord avec elle.

Dans les législations étrangères, s'il est des Codes, comme le Code portugais, le Code espagnol et le Code italien, qui se bornent en quelque sorte à reproduire notre article 2220, sans trancher la question de savoir s'il est possible de stipuler une clause abrégative de prescription, il en est d'autres qui ont eu la précaution de la résoudre. Le Code civil allemand (1), dans ce même article 225 qui défend de renoncer par avance à la prescription ou d'en allonger les délais, déclare expressément qu'il est licite de la rendre plus facile et spécialement d'en abréger la durée. La validité des clauses restrictives est reconnue aussi, mais d'une manière implicite par le Code autrichien, qui en interdisant seulement les clauses extensives, permet par là même d'abréger la prescription. C'est encore de la même façon qu'elle est consacrée dans la loi norvégienne du 27 juillet 1896 (2).

(1) Code civil allemand, traduit par les soins de la Société de législation étrangère, 1904. « La prescription ne peut être exclue ni aggravée par acte juridique. Il est permis de la rendre plus facile et spécialement d'en abréger le délai. »

(2) V. *Annuaire de législation étrangère*, t. XXVI, p. 613. — En

SECTION II. — Champ d'application des clauses restrictives.

La question de la validité des clauses restrictives est infiniment plus importante que celle que nous nous étions posée dans la première partie, celle de savoir s'il était possible de stipuler des délais plus longs que le temps légal. C'est qu'en effet, tandis que, bien qu'en principe il soit défendu de stipuler une prescription allongée, il est toujours pratiquement possible aux parties d'augmenter la durée des délais nécessaires à l'accomplissement de la prescription — et cela d'une façon très notable — par le simple jeu de l'interruption, il ne serait pas possible, au contraire, en cas de non-validité des clauses abrégatives de diminuer la longueur de ces mêmes délais. D'ailleurs, alors que les clauses allongeant la prescription sont extrêmement rares en pratique, les clauses restrictives sont excessivement fréquentes, et très nombreuses sont les décisions judiciaires qui ont consacré leur validité.

Cette fréquence s'explique aisément : dans notre légis-

Ecosse il y a, comme du reste en Angleterre, deux modes d'extinction des obligations : la *prescription négative* qui n'est qu'une présomption légale que la créance est éteinte pour avoir été, soit abandonnée, soit réglée... présomption qui résulte de l'expiration d'un certain délai, et la *limitation* qui a pour effet de faire refuser l'action qui résulterait d'un titre de créance au bout d'un certain laps de temps. Cette limitation est ou *légale*, lorsqu'elle est fixée par la loi, ou *conventionnelle* lorsque ce sont les parties qui décident au bout de quel temps l'obligation sera éteinte. Il y a évidemment une très grande analogie entre cette institution et notre prescription conventionnelle.

lation, les délais ordinaires de la prescription libératoire sont très longs. Il faut trente ans d'inaction du créancier à dater du jour où la créance est devenue exigible, pour que le débiteur soit assuré de ne plus être inquiété : l'on comprend que les contractants, dans certains cas, cherchent à réduire ce temps vraiment excessif (1). Seulement il est remarquable que dans les conventions qui n'interviennent qu'entre particuliers, que dans les contrats qui ne font naître de rapports obligatoires qu'entre individus considérés isolément, de pareilles clauses sont fort rares, et la jurisprudence n'a pas eu encore, à notre connaissance tout au moins, à se prononcer sur leur validité. La raison est fort simple.

Quand on fait valoir en faveur de la validité des clauses abrégatives de la prescription ce fait qu'elles ont l'avantage de faciliter et d'activer la libération du débiteur en réduisant le temps exigé par la loi, on oublie complètement une chose : c'est que si la prescription libératoire a été incontestablement établie dans l'intérêt du débiteur, un des éléments nécessaires à l'accomplissement de cette prescription, le temps, a été au contraire fixé dans l'intérêt exclusif du créancier, dont c'est du reste la seule garantie. Il est facile de s'apercevoir que la même clause qui constitue une amélioration sensible de la situation du débi-

(1) Dans beaucoup de législations étrangères et particulièrement dans les lois de dates récentes, les délais de prescription libératoire sont bien inférieurs à ceux établis par notre Code civil. En Suisse, en Suède et en Norvège notamment, la durée de la prescription normale est de dix ans.

teur, aggrave singulièrement celle du créancier et rend pour lui la prescription beaucoup plus rigoureuse. En acceptant une stipulation de clause abrégative, un créancier renonce en partie, par le fait, à la garantie que lui offrait l'organisation légale de la prescription (1), et on ne comprend guère comment, dans les conditions ordinaires, il pourrait consentir à rendre plus courte la période à l'expiration de laquelle il sera réputé désintéressé. On n'accepte pas de gaieté de cœur, et en toute liberté, une clause aussi contraire à ses intérêts quand l'on est sur un pied d'égalité avec la personne avec qui l'on contracte.

Toutes les hypothèses dans lesquelles la jurisprudence a été appelée à se prononcer sont en effet des contrats qui mettent en rapport un client isolé avec de grandes compagnies financières, jouissant d'un monopole de fait et assez puissantes pour pouvoir imposer leur volonté au public. Ces compagnies stipulent, pour leurs propres engagements, des prescriptions rapides, qu'elles imposent à l'autre partie, sans lui accorder le bénéfice de la réciprocité. « On partait autrefois, dit M. Thaller (2), de l'idée que dans le contrat, c'est le créancier qui est le plus fort : on estimait

(1) C'est en se plaçant à ce point de vue que l'on arrive à comprendre les quelques rares décisions judiciaires qui ont déclaré nulles des clauses abrégatives de prescription parce qu'elles constituaient des renonciations anticipées à la prescription, renonciations prohibées par l'article 2220..., — V. Paris, 19 décembre 1849 (D. P. 50.2.40) ; Dijon, 11 mai 1863, arrêt cassé le 16 janvier 1865, et rapporté sous l'arrêt de cassation (D. P. 63.1.12, S. 65.1.80).

(2) Thaller, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., n° 1692, p. 830.

que les stipulations par lesquelles il limite son droit détendent la rigueur de la dette et sont de bon aloi. Le développement de la société par actions a renversé les rôles : elle a une clientèle de *créanciers* qui sont désarmés contre ses entreprises. C'est le débiteur qui fait la loi du contrat... » Les clauses en doivent être acceptées sans modification et sans discussion. C'est un véritable contrat d'adhésion.

I. — On trouve un premier exemple de clauses abrégatives en matière de *sociétés financières*. Très souvent, ces sociétés insèrent dans leurs statuts une clause aux termes de laquelle les porteurs d'obligations devenues remboursables par tirage au sort ne pourront en exiger le remboursement s'ils restent dix ans, à dater de ce tirage, sans en réclamer le montant à la société. Cette clause imposée aux créanciers a pour effet de réduire à dix ans le laps de temps nécessaire à l'accomplissement de la prescription, et constitue bien par conséquent une clause abrégative.

La Cour de cassation dans un arrêt du 14 janvier 1890, et la Cour de Nancy, la même année (1), n'ont pas hésité à consacrer la validité d'une telle stipulation, et ont montré en même temps avec quelle facilité la jurisprudence reconnaît qu'une clause d'abréviation de délai ne porte pas atteinte à l'ordre public. La Société financière, qui en l'espèce était le Crédit Foncier russe, avait en effet sti-

(1) Cass., ch. civ., 14 janvier 1890 (S. 91.1.17). — Voir la note très intéressante de M. Chavegrin sous Nancy, 28 octobre 1890 (S. 91.2.11). Mais ces deux arrêts qualifient expressément la clause de prescription conventionnelle de déchéance.

pulé (1) non seulement que cette prescription conventionnelle s'accomplirait alors même que pendant les dix ans la société aurait continué le service des coupons, mais encore que les sommes ainsi indûment payées seraient sujettes à restitution. Ainsi donc, comme l'a fait si justement remarquer M. Tissier (2), « un porteur peut n'avoir pas connu le tirage au sort de son titre, avoir continué à toucher ses coupons, et après dix ans être déchu du droit de remboursement et tenu de restituer les coupons touchés. Une pareille clause n'est-elle pas contraire à l'ordre public ? Ne peut-elle pas conduire à de véritables injustices ? Ne crée-t-elle pas un avantage choquant au profit de la Société financière, vis-à-vis le porteur de titres, inégalité dont celui-ci n'a guère pu se rendre un compte exact ? » Cela paraît bien incontestable, et pourtant la Cour de cassation en a jugé autrement (3).

(1) La clause 21 des dispositions statutaires du Crédit Foncier russe, reproduite au dos des certificats d'obligations était ainsi conçue : « Les obligations foncières désignées au remboursement conformément aux conditions de leur émission, ainsi que les coupons échus dont le paiement n'aurait pas été réclamé dans le courant des dix ans après l'échéance des obligations et des coupons... seront prescrites au profit de la Banque. La Banque ne paie pas d'intérêts sur les sommes qui n'auraient pas été réclamées en temps opportun. »

(2) Baudry et Tissier, n° 97.

(3) La loi du 1^{er} avril 1893 est venue modifier fort heureusement cet état de choses, en ajoutant à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés un article 70 ainsi conçu : « Dans les cas où les sociétés ont continué à payer les intérêts ou les dividendes des actions obligations, ou tous autres titres remboursables par suite d'un tirage au sort, elles ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement. » Cette disposition est cependant encore insuffisante. Le législateur a, en effet, oublié de déclarer nulles toutes stipulations contraires, et, en

II. — Les contrats de transport, et spécialement les contrats de transport par chemins de fer, offrent aussi assez souvent des exemples de prescription libératoire dont le délai a été abrégé par la convention. Là encore, il a été admis par la jurisprudence (3) qu'il est parfaitement loisible aux voituriers en général et aux compagnies de chemins de fer en particulier, d'insérer dans le contrat de transport ou dans les tarifs homologués, une clause fixant pour l'exercice de l'action un délai plus court que celui de l'article 108 du Code de commerce : « Attendu, dit la Cour de cassation dans un arrêt du 4 décembre 1895, que la disposition de l'article 2220 qui défend de renoncer à la prescription et de rendre ainsi les actions perpétuelles se concilie, loin d'en recevoir aucune atteinte, avec les stipulations qui tendent à renfermer l'exercice de certaines actions dans des limites plus étroites que celles fixées par la loi ; qu'à cet égard la liberté des parties ne saurait être qu'exceptionnellement restreinte par un texte formel ou par des motifs d'ordre public.... ; que ni l'article 108 du Code de commerce, ni les lois, ordonnances et cahiers des charges régissant l'exploitation des chemins de fer ne s'y opposent... ; qu'au point de vue de l'ordre public, aucune considération n'empêche les voituriers en général de stipuler dans leurs contrats l'abréviation des délais de pres-

fait, les sociétés ont bien soin d'insérer une clause qui rend cet article 70 lettre morte.

(3) Cass. belge, 19 juin 1890 (*Pasicrisie*, 90.1.231) ; Cass., 4 décembre 1895 (S. 96.1.113, D. P. 90.1.241), et la note de M. Sarrut.

cription, ni aux compagnies de chemins de fer d'insérer une clause de ce genre dans leurs tarifs, sous le contrôle de l'administration, et avec l'acceptation des expéditeurs qui les requièrent. »

On avait objecté, et c'est cela même qui avait servi de base au pourvoi, que les travaux préparatoires de la loi du 11 avril 1888 qui avait modifié l'article 108 du Code de commerce, démontraient la volonté très ferme du législateur de prohiber dans les tarifs de chemin de fer l'insertion de clauses abrégeant la durée de la prescription établie par cet article. Si l'on examine d'un peu près ces travaux préparatoires, cette objection semble bien sérieuse et l'on se demande vraiment si en stipulant une abréviation de cette courte prescription on ne va pas à l'encontre de la volonté très nette, quoique non exprimée dans la loi, du législateur. Au projet déposé dès 1886 par le gouvernement, et qui portait simplement modification des articles 105 et 108 du Code de commerce, la Chambre des députés ajoutait en deuxième délibération un paragraphe *in fine* ainsi conçu : « Toute stipulation contraire aux dispositions de la présente loi est nulle et de nul effet. » Quand le 10 décembre 1887, ce projet de loi fut présenté au Sénat, le rapporteur M. Demôle demanda à ses collègues de ne pas adopter cette disposition finale, qui n'existait ni dans le projet primitif du gouvernement, ni dans celui de la Commission de la Chambre, et qui, disait-il, était absolument inutile (1). « ... Quant au nouvel article 108, il est

(1) *Journal officiel* : Sénat, *Doc. parl.* Session extraordinaire de 1887, séance du 10 décembre 1887, annexe n° 76, p. 44, 45 et 46.

sans doute suffisamment protégé par la règle générale édictée en l'article 2220 du Code civil : On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription. »

Lorsque le projet de loi revint devant la Chambre des députés, il avait été profondément remanié et la disposition, dont nous parlons, ne s'appliquait plus qu'à l'article 105 et avec cette restriction encore, que les transports internationaux n'y seraient pas soumis. Ces modifications furent critiquées, et avec quelque justice, il faut bien le reconnaître, par le rapporteur M. Gaillard (1). « La Chambre, dit-il, avait voulu par l'adoption de cette disposition, interdire l'introduction dans les observations imprimées sur les lettres de voiture, récépissés, etc... de clauses auxquelles les particuliers ne pourraient guère se soustraire en présence du monopole constitué en fait aux chemins de fer, et qui du reste échapperaient le plus souvent à l'examen toujours rapide fait au moment d'une expédition. Elle avait voulu que les délais fixés par la loi fussent obligatoires pour et contre tout le monde et qu'il ne fût permis à personne de les diminuer. » Néanmoins, en présence de l'assurance donnée par le rapporteur du Sénat, que ces délais ne sauraient être abrégés parce qu'une telle clause serait prohibée par l'article 2220, M. Gaillard conclut à l'adoption du projet en ajoutant une dernière fois : « Il restera acquis par la discussion de notre loi au Sénat que le législateur a voulu formellement interdire

(1) *Journal officiel* : Chambre des députés, *Doc. parl.* Session extraordinaire de 1888, séance du 24 mai 1888, annexe n° 2577, p. 454 et s.

ces dérogations et que, s'il a transporté à l'article 105 ce paragraphe protecteur, c'est qu'il comptait sur l'application rigoureuse de l'article 2220 pour empêcher toute violation de la loi. » Enfin, au Sénat, lors du vote définitif, M. Demôle (1) tint à affirmer une fois encore que la prohibition des renonciations anticipées suffirait à interdire toutes clauses abrégatives et que la disposition supprimée n'avait aucune espèce d'utilité.

Cependant la Cour suprême ne s'est pas laissée arrêter par ces considérations. Quand les rapporteurs de la Chambre et du Sénat ont soutenu qu'il était inutile, après avoir indiqué les délais par lesquels s'accomplirait la prescription en matière de contrats de transport, de dire qu'il serait impossible d'en raccourcir la durée, parce que cette abréviation était déjà interdite par l'article 2220, ils ont commis une erreur de droit manifeste, qui ne doit pas engager les tribunaux.

Lorsque le législateur a prohibé les renonciations anticipées à prescription, il a simplement voulu que les débiteurs, dans l'intérêt exclusif desquels il avait édicté un mode spécial de libération, ne puissent s'engager à ne point s'en prévaloir, parce qu'une telle renonciation aurait pour résultat de faire renaître tous les inconvénients que la prescription devait faire disparaître. Les clauses restricti-

(1) *Journal officiel* : Sénat, *déb. parl.*, séance du 20 février 1888, p. 168 et 169. — Voir aussi : Guillaume Poulle, *Commentaire théorique et pratique de la loi du 11 avril 1888*, n° 168 ; et Féraud-Giraud, *Code de transport des marchandises et voyageurs par chemins de fer*, 2^e éd., t. II, n° 953.

ves, au contraire, ont pour but de faciliter la prescription en la rendant plus rapide et entrent par conséquent tout à fait dans l'esprit de l'article 2220, bien loin de lui faire échec. Il aurait donc fallu que le législateur maintînt la clause déclarant nulles et de nul effet toutes les stipulations contraires à l'article 108, pour qu'il ne fût pas possible aux Compagnies de chemins de fer de convenir d'une prescription plus courte. Et du reste, une telle abréviation semble bien justifiée ici, et par la multiplicité des transports, et par le contrôle exercé sur les tarifs par le ministre des travaux publics ; mais, malgré cela, elle n'en est pas moins plutôt subie qu'acceptée par les expéditeurs.

III. — Mais le contrat de transport n'est pas encore celui où l'on rencontre le plus souvent les clauses abrégées : leur véritable champ d'application, leur vrai domaine, c'est le contrat d'assurances. C'est dans ce contrat là seulement que les modifications conventionnelles de la durée de la prescription ont trouvé réunies toutes les conditions qui étaient nécessaires à leur entier développement et c'est grâce à lui qu'elles ont pu se multiplier et prendre l'extension considérable qu'elles ont aujourd'hui. Alors que dans tous les autres contrats, la stipulation d'une prescription plus courte que la prescription légale est un fait très rare, pour ne pas dire absolument anormal, en matière d'assurance, c'est chose habituelle, courante, devenue même de style dans certains de ces contrats.

Toute la jurisprudence que nous avons sur la prescription conventionnelle est relative, à quelques décisions

près, aux clauses d'abréviation que l'on rencontre dans les polices et c'est pourquoi, lorsque abandonnant la question de la validité de cette prescription, nous essaierons de démêler les règles qui lui sont applicables, nous prendrons comme type de prescription conventionnelle celle que l'on trouve en matière d'assurances, la seule vraiment pratique et vraiment fréquente.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que l'on retrouve ces clauses restrictives dans toutes les espèces d'assurances, dans les assurances sur la vie, comme dans les assurances proprement dites. Quelquefois, en effet, les conditions générales des polices d'assurances sur la vie déterminent le délai pendant lequel les ayants droit de l'assuré, ou encore les bénéficiaires du contrat peuvent exercer contre la Compagnie l'action en paiement du capital assuré qui leur est dû par suite de la réalisation de l'événement prévu. Les polices fixent alors généralement la durée de ce délai à un ou trois ans (1) ; mais comme ce délai est, somme toute, assez considérable, et que d'un autre côté l'événement dont la réalisation a pour effet de rendre ce capital exigible, est un fait bien précis dont les conséquences sont nettement déterminées à l'avance, et qui est peu susceptible de donner naissance par lui-même à des contestations, il est rare qu'il s'élève de difficultés entre la Compagnie et les ayants droit de l'assuré ou le

(1) V. Lefort, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie*, t. III, p. 96 et note 4.

bénéficiaire, relativement au règlement du contrat, et que ceux-ci se trouvent forclos avant d'avoir pu agir.

Mais on rencontre aussi dans ces polices, et cela de plus en plus, une clause connue sous le nom de clause d'*incontestabilité* et qui n'est qu'une prescription abrégée. Le contrat d'assurance sur la vie est basé sur les déclarations faites par le contractant. Si ces déclarations sont inexactes et incomplètes, le contrat est nul et la Compagnie ne peut être privée du droit d'invoquer la nullité que pour la prescription de dix ans de l'article 1304, prescription qui courra du jour où la fausseté des déclarations sera découverte. Néanmoins, pour ne pas détourner du contrat d'assurances sur la vie les personnes qui craindraient de se voir opposer un jour cette nullité du contrat, malgré les sacrifices pécuniaires qu'elles se seraient imposés en payant, pendant de longues années peut-être, leurs primes, certaines Compagnies ont inséré dans leurs polices une clause aux termes de laquelle elles renoncent à invoquer la nullité du contrat pour réticences ou fausses déclarations après un délai « de cinq années entières depuis la souscription de l'assurance » (1). Il y a dans cette clause non seulement une abréviation du délai ordinaire de la prescription des actions en nullité, mais aussi une modification de son point de départ.

La jurisprudence n'a pas eu encore, que nous sachions, l'occasion de se prononcer sur la validité des clauses res-

(1) Lefort, *op. cit.*, t. III, p. 99.

trictives en matière d'assurances sur la vie ; mais il n'y aurait aucune espèce de raison pour que cette solution fût différente de celles qu'elle a admises pour les autres contrats d'assurances.

Dans les assurances proprement dites, en effet, les clauses abrégatives de prescription sont extrêmement fréquentes, et leur validité d'abord, leur interprétation et leur application ensuite, ont donné lieu à bien des contestations.

Il n'y a pas de police qui ne contienne une clause réduisant la durée de la prescription ordinaire et déclarant l'assuré forclos de son droit à l'indemnité, s'il n'a pas exercé son action dans un temps déterminé : mais il n'y en a guère non plus où cette clause soit rédigée en termes identiques. De là, toutes les difficultés que nous aurons à élucider plus tard.

Quelle est la raison de cette fréquence des clauses d'abréviation de prescription ? Comment se fait-il qu'elles soient devenues de style en matière d'assurances ?

Sans contredit, la raison primordiale, c'est l'absence de toute disposition législative sur les assurances terrestres. Le Code civil est absolument muet sur la matière, et si ce n'était la loi du 19 février 1889 sur l'attribution de l'indemnité d'assurances et la réglementation spéciale qu'a nécessitée l'établissement du risque professionnel par la loi du 9 avril 1898 (1), il n'y aurait aucune disposition

(1) V. les trois décrets du 28 février 1899 (D. P. 99.4.10).

faisant allusion à un contrat aujourd'hui si répandu et devenu indispensable dans notre organisation sociale. C'est dans les principes généraux du droit, particulièrement dans ceux des obligations, et dans les décisions de la jurisprudence qu'il faut chercher les règles régissant les assurances, au moins les assurances terrestres.

Ce silence du législateur n'a rien qui doive étonner : quand en 1804 on a promulgué le Code civil, l'assurance terrestre était encore totalement inconnue en France : l'assurance maritime seule, qui depuis longtemps déjà existait, fit l'objet lors de la rédaction du Code de commerce, en 1807, d'un titre spécial, et au titre des prescriptions on trouve un article, l'article 432 qui dit que : « Toute action dérivant d'un contrat à la grosse, ou d'une police d'assurance, est prescrite après cinq ans, à compter de la date du contrat. » — On s'est posé autrefois la question de savoir si, du moment que l'on admettait généralement que les règles de l'assurance maritime sont applicables aux assurances terrestres, lorsqu'il n'y a pas incompatibilité, on ne devait pas leur appliquer aussi cet article 432, et soumettre les actions dérivant d'un contrat d'assurance contre l'incendie ou contre les accidents, à cette prescription de cinq ans.

Depuis longtemps on a tranché cette question par la négative.

L'article 432 constitue en effet une dérogation importante au droit commun, en faisant partir la prescription du jour du contrat et non de l'événement qui donne lieu à

l'indemnité : or les dérogations ne doivent pas être étendues en dehors des cas exceptionnels pour lesquels elles ont été édictées. Cette raison serait déjà suffisante à elle seule pour empêcher d'appliquer aux assurances terrestres cette prescription de cinq ans, si l'extension de l'article 432 n'était pas condamnée bien davantage encore par le bon sens. L'assurance maritime est destinée à garantir l'armateur contre les risques d'un voyage désigné, d'un transport par mer nettement déterminé, et par suite ce délai de cinq ans, qui court du contrat, est largement suffisant pour sauvegarder les droits de l'assuré, puisque l'événement qui a pour effet de rendre l'indemnité exigible, doit fatalement se produire dans ce délai, et même à son début, un voyage en mer ne durant jamais que quelques mois. En matière d'assurances terrestres au contraire, si l'on avait admis cette prescription, avec son point de départ fixé au jour du contrat, il aurait été très fréquent de voir la prescription acquise avant même que le sinistre se soit produit, résultat évidemment contraire à la volonté des parties et aux principes formulés expressément dans l'article 2257 : une action ne peut être prescrite avant d'être née.

La seule prescription qui soit donc applicable à l'action en indemnité de l'assuré contre la Compagnie est la prescription trentenaire indiquée par l'article 2262 comme éteignant toutes les actions (1). Or il est incontestable que

(1) Grün et Soliat, *Assurances terrestres*, n° 357 ; Boudousquié, *Traité de l'assurance contre l'incendie*, nos 402 et 403 ; Alauzet, *Traité général*

la durée d'une telle prescription est inconciliable avec les principes mêmes du fonctionnement de l'assurance, et, dès lors, il est tout naturel que les Compagnies aient cherché à abrégé conventionnellement cette prescription pour la rendre pratique et suppléer ainsi à l'absence d'une prescription légale, dont la courte durée aurait cadré avec les raisons économiques et pratiques pour lesquelles il faut que l'assureur ne soit pas exposé trop longtemps à l'action des assurés. Ces raisons, ou plus exactement les plus importantes d'entre elles, ont été indiquées par M. Cauvin (1) :

« Les Compagnies d'assurances, dit-il, dont les comptes se règlent chaque année, sont obligées, à la fin de chaque exercice, de constituer des provisions destinées à l'extinction, pendant les exercices ultérieurs, des indemnités restées en souffrance. Les comptes qu'elles ouvrent à cet effet ne peuvent aller grossissant sans cesse : il s'établirait ainsi un passif sans limite formé des indemnités qui, pour des raisons quelconques ne sont pas réclamées dans les premiers mois qui suivent l'incendie. » Il est indispensable pour les Compagnies de connaître promptement leur situation, de se rendre compte ainsi de leurs forces, et pour cela il importe qu'elles soient fixées très rapidement sur le montant exact de leur passif définitif. Cela est d'autant plus utile que toutes les Compagnies à primes sont des so-

des assurances, nos 530 et 531, t. II ; Agnel, *Manuel général des assurances*, n° 256.

(1) M. Cauvin, « La prescription en matière d'assurances terrestres, *Journal des Assurances*, 1895, p. 51.

ciétés commerciales et doivent comme telles faire un inventaire annuel et rendre des comptes à leurs actionnaires. Il serait inadmissible au point de vue financier qu'une Compagnie fut obligée de mettre ainsi en réserve, d'immobilier par conséquent, les fonds considérables nécessaires pour régler toutes les indemnités devenues exigibles dans les trente dernières années et qui, pour une raison ou pour une autre, n'auraient pas été réclamées. Dans les grandes Compagnies, ces sommes atteindraient des chiffres fantastiques, et voilà pourquoi celles-ci ont été amenées à réduire singulièrement le délai après lequel elles ne sauraient être inquiétées et ne seraient plus, par suite, astreintes à consigner de provisions.

« D'un autre côté, continue M. Cauvin, c'est au moment où un accident se produit que l'on peut valablement faire les enquêtes et les expertises nécessaires pour déterminer exactement les dommages : reculer indéfiniment les opérations serait les rendre absolument illusoires. » Ainsi, au cas d'assurance contre l'incendie, l'immeuble que le client avait fait assurer est détruit par le feu : l'assuré doit réclamer l'indemnité à laquelle il a droit dans le délai déterminé. S'il lui était loisible de n'agir qu'après de longues années, comment la Compagnie pourrait-elle, à ce moment-là, se rendre compte de l'importance exacte des dégâts au cas de contestation entre elle et l'assuré ? On ne doit pas oublier, que le contrat d'assurance a pour but d'indemniser d'un dommage et non de procurer un enrichissement à l'assuré. Ce dernier ne doit toucher

que l'équivalent, la compensation stricte du préjudice que lui a causé le sinistre, et par suite la Compagnie ne saurait être responsable des dégradations ou détériorations survenues postérieurement à l'immeuble incendié, et provenant d'une autre cause que l'incendie. De même, en matière d'assurances contre les accidents, la victime n'a droit qu'à être indemnisée des conséquences directes de l'accident, conséquences dont la gravité ne peut être appréciée que s'il ne s'est pas écoulé un trop long temps. D'ailleurs, après un certain laps de temps, les Compagnies auraient une difficulté très grande à se renseigner sur les causes et les circonstances de l'événement qui a donné lieu à indemnité, à exercer un recours contre l'auteur du sinistre ou de l'accident : il serait aussi très difficile de savoir et d'apprécier si l'assuré ne s'est pas rendu passible d'aucune des déchéances prévues par la police. »

Enfin, une dernière raison, toute pratique encore, est donnée par M. Cauvin : « En troisième lieu, dit-il, le règlement des dommages et le paiement des indemnités ne peuvent se faire que sur le vu de pièces et à l'aide de documents que l'on ne peut conserver indéfiniment. » On ne voit pas bien une de ces puissantes Compagnies d'assurances qui font annuellement pour des millions d'affaires, et qui chaque année ont de nombreux sinistres, se trouvant dans l'obligation de conserver toutes ces pièces pendant trente ans après chaque sinistre.

Ce sont toutes ces raisons qui ont amené fatalement les Compagnies d'assurances à stipuler dans leurs polices des

clauses de prescription abrégée, dont la durée est généralement, suivant les Compagnies, de un an ou de six mois. On rencontre quelquefois, il est vrai, des prescriptions plus courtes encore, des prescriptions de quatre mois (1), de trois mois (2), on en trouve qui sont réduites jusqu'à soixante jours (3), à un mois même (4), mais ce sont des exceptions. De plus en plus ces délais tendent à s'unifier et les Compagnies à adopter le délai de six mois comme celui dont la durée convient le mieux à leurs intérêts, tout en laissant suffisamment de temps aux assurés pour leur permettre de réclamer les indemnités qui leur sont dues.

Ces abréviations que l'on retrouve même en matière d'assurances maritimes (5) où pourtant l'article 432 du Code de commerce établit une prescription de cinq ans, ne portent, il convient bien de le remarquer, que sur la prescription qui éteint l'obligation de l'assureur, sur la prescription du droit de l'assuré à l'indemnité. Les obligations de l'assuré, au contraire, obligations qui consistent dans le paiement des primes restent soumises à la

(1) V. Paris, 30 octobre 1885 (D. P. 88.2.25, S. 86.2.49) ; Paris, 26 février 1894 (D. P. 94.2.507) ; Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98.2.73).

(2) V. Cass., 16 janvier 1865 (D. P. 65.1.12).

(3) V. Trib. civ. Lyon, 13 juin 1893 (*J. des Ass.*, 1894, p. 132).

(4) V. Orléans, 2 février 1899 (*J. des Ass.*, 1899, p. 480).

(5) V. Cass., 16 janvier 1865 (D. P. 65.1.12, S. 65.1.80). — Cet arrêt, cassant une décision de la Cour de Dijon du 11 mai 1863, consacre la possibilité de stipuler une prescription conventionnelle de trois mois en matière d'assurances fluviales. — V. aussi Orléans, 2 février 1899 (*J. des Ass.*, 1899, p. 480).

prescription de droit commun, prescription de trente ans, pour le cas, bien rare du reste, où la prime serait unique et payable en une seule fois, et de cinq ans, au contraire, lorsque les primes devraient être acquittées annuellement, ce qui est le cas normal (1).

Cette dualité de prescription, l'une très rapide en faveur des Compagnies, l'autre, relativement longue et laissée soumise au droit commun, en ce qui concerne les obligations de l'assuré, montre une fois de plus que la prescription conventionnelle est rarement le résultat d'une acceptation absolument volontaire de la part de celui de qui les droits se trouvent ainsi restreints. C'est toujours le plus fort des contractants qui impose sa volonté à l'autre, et qui fait la loi du contrat : tout naturellement il la fait en sa faveur.

Toutes les législations étrangères n'ont pas gardé sur les assurances le même silence que le législateur français (2). La Belgique, en particulier, dont la législation

(1) V. Agnel, n° 257 ; Grün et Joliat, n° 357 ; Boudousquie, n° 403 ; Persil, *Traité des assurances terrestres*, n° 253 ; Alauzet, n° 531, *art. 2277, C. civ.*

(2) Dans beaucoup de législations, le contrat d'assurances fait l'objet de dispositions du Code de commerce, c'est ce qui a lieu aux Pays-Bas (C. com. de 1838) ; en Hongrie (C. com. de 1875) ; en Italie (C. com. de 1882) ; en Espagne (C. com. de 1875) ; en Roumanie (C. com. de 1887) ; en Portugal (C. com. de 1888) ; Luxembourg (loi du 16 mai 1891 remplaçant le titre X du livre II du Code de commerce), etc... Mais il y a pourtant des pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis et la Suisse où il n'y a point encore de législation sur le contrat d'assurances. Un projet de loi Fédérale sur les assurances a pourtant été déposé tout dernièrement en Suisse.

est pourtant aussi ancienne que la nôtre, à su régler par une loi du 11 juin 1874, destinée à remplacer les titres X et XI du Code de commerce, cette difficile matière. La prescription y a fait l'objet d'une disposition spéciale, l'article 32 : cet article déclare que « toute action dérivant d'un contrat d'assurances est prescrite, après trois ans, à compter de l'événement qui y donne ouverture ». A ce sujet, il convient de remarquer que toutes les fois que le législateur intervient pour fixer la durée de la prescription dont il juge convenable d'abréger les délais, il désigne un laps de temps unique par lequel se prescrivent, à la fois, et l'action de l'assuré contre l'assureur en paiement de l'indemnité, et celle de la Compagnie contre le client pour le paiement des primes. Il fait ainsi cesser, à ce point de vue tout au moins, toute inégalité entre les Compagnies et les assurés. — Cependant en Belgique, la fixation légale d'une courte prescription n'a pas fait disparaître pour autant les clauses de prescription conventionnelle ; toutes les Compagnies continuent à insérer dans leurs polices des clauses de prescription encore plus abrégée que les délais légaux, clauses qui sont forcément valables, du moment que la loi n'a pas défendu de déroger à ses dispositions.

Chez nous, la validité de ces clauses de prescription restreinte en matière d'assurances n'est plus contestée à l'heure actuelle, ni en doctrine, ni en jurisprudence, et si, dans la pratique ces clauses continuent à donner lieu à de nombreux procès, les tribunaux n'ont alors à statuer que sur les règles qui leur sont applicables.

Tous les auteurs (1) qui ont écrit sur le contrat d'assurances, en constatant l'existence de ces stipulations de prescriptions abrégées, les considèrent comme parfaitement valables. La jurisprudence, elle, a fait quelques difficultés au début, et il fallut l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} février 1853 pour la fixer d'une façon définitive dans le même sens. Il est possible pourtant de citer des décisions judiciaires antérieures favorables à la validité de ces clauses (2) : c'est ainsi qu'une Cour d'appel, la Cour de Nancy avait été appelée à se prononcer sur cette question, et avait déclaré dans son arrêt du 25 juillet 1851 (3) : « Que cette déchéance conventionnelle n'a rien de contraire à l'ordre public, que la durée d'un droit est susceptible d'être réglée par la même convention qui lui a donné l'existence. »

Mais on trouve aussi, bien qu'en nombre moins considérable, des décisions condamnant ces clauses. La Cour

(1) V. notamment : Alauzet, t. II, n° 531 ; Agnel, *Manuel général des assurances*, 4^e éd., n°s 175, 256 et *Suppl.*, n° 858 ; Boudousquié, n°s 402 et 403 ; Grün et Joliat, n° 357 ; Persil, n° 254 ; Pouget, *Dictionnaire des assurances*, V^e *Prescription*, t. I ; Quenault, *Traité des ass. terrestres*, n° 252 ; De Lalande et Couturier, *Traité théorique et pratique du contrat d'ass. contre l'incendie*, n° 922 ; Tarbouriech, *De l'ass. contre les accidents*, n° 95 ; Dubail, *De l'ass. contre l'incendie*, Thèse Paris, 1883, n° 217 ; Le Roux de Bretagne, *De la prescription*, n° 52 ; etc., etc.

(2) Trib. civ. Embrun, 20 janvier 1841 (*J. des Ass.*, 1850, p. 336) ; Trib. civ. Lyon, 20 avril 1841 (Dubroca, *Revue de l'assurance*, VI, 103) ; Trib. com. Seine, 24 juin 1848 (Dubroca, *Rev. de l'ass.*, V, 56, 2^e p.) ; Trib. com. St-Quentin, 19 décembre 1850 (*J. des Ass.*, 1850, p. 334) ; Trib. com. Oléron, 4 janvier 1851 (*J. des Ass.*, 1851, p. 186) ; Nancy, 25 juillet 1851 (D. P. 52.2.67 et S. 51.2.567).

(3) Voir note précédente.

de Paris, dans un arrêt du 14 décembre 1849 (1), confirmant du reste un jugement du tribunal de la Seine, en date du 7 juin 1848, avait déclaré qu'une telle clause était nulle par ces motifs « que la prescription est une disposition d'ordre public, qu'elle repose sur ce principe que le débiteur s'est libéré, mais a perdu la preuve de sa libération, qu'il ne peut être permis d'y renoncer d'avance, que comme conséquence il ne peut être permis d'en avancer l'époque et reconnaître que le débiteur sera présumé s'être libéré et avoir perdu la preuve de sa libération ». Comme conséquence, la Cour déclarait illicite la clause de la police d'assurances, qui, dans l'espèce, portait que toute action en paiement d'une indemnité due à raison d'une perte ou d'un dommage serait prescrite par un an à dater de l'incendie ou des dernières poursuites.

C'est justement cet arrêt, contre lequel s'était pourvue la Compagnie d'assurances, qui a donné à la Cour suprême l'occasion de se prononcer sur la question et de fixer définitivement la jurisprudence. « Attendu, disait l'arrêt du 1^{er} février 1853 (2), qu'une telle condition (nécessité d'intenter l'action en paiement de l'indemnité dans l'année à partir de l'incendie ou des dernières poursuites) mise à l'exercice des droits des assurés ne blesse en rien l'ordre public et les bonnes mœurs : qu'elle n'offre rien de contraire à l'essence des contrats synallagmatiques... » Le 30 mai

(1) Paris, 14 décembre 1849 (D. P. 50.2.40). — V. aussi : Trib. com. Seine, 4 mars 1851 (*J. des Ass.*, 1851, p. 15).

(2) Cass., ch. civ., 1^{er} février 1853 (D. P. 53.1.77, S. 56.1.892).

1856 (1), la Cour de Nancy rendait encore un arrêt confirmant la possibilité d'abrégé conventionnellement la durée de la prescription. Mais le 11 mai 1863, la Cour de Dijon imitant celle de Paris déclarait illicite la clause d'une police d'assurances fluviales fixant la durée de la prescription à trois mois, sur ces motifs : «... que l'abréviation de ce délai au delà duquel la Compagnie devait être considérée comme libérée de ses obligations envers l'assuré, mettrait, si elle était validée par les tribunaux, à la discrétion des parties contractantes les règles édictées, dans un intérêt d'ordre public, par la loi sur le terme de la prescription libératoire, laquelle abréviation pourrait devenir de style dans les actes, ce que le législateur a défendu sagement en décidant qu'on ne pouvait renoncer d'avance à la prescription... ; que d'ailleurs il s'agit dans la clause d'une véritable prescription libératoire puisqu'elle est opposée par une fin de non-recevoir à la demande en paiement de l'indemnité elle-même formée par Romanet contre la Compagnie l'Abeille. » La Cour de cassation fidèle à son premier système, qu'elle n'a jamais abandonné du reste, cassait cet arrêt le 16 janvier 1865 (2) : « Attendu que la condition mise à l'exercice des droits de l'assuré ne blesse en rien l'ordre public : qu'en effet, la disposition de l'article 2220 du Code civil qui défend de renoncer à la prescription et de rendre ainsi les actions perpétuelles, loin d'en recevoir aucune atteinte, se conci-

(1) Nancy, 30 mai 1856 (D. P. 56.2.252, S. 56.2.617).

(2) Cass., ch. civ., 16 janvier 1865 (D. P. 65.1.12, S. 65.1.80).

lié parfaitement avec la stipulation qui tend à renfermer l'exercice de certaines actions dans des limites plus étroites que celles de la prescription ordinaire ; que notamment lorsqu'on a stipulé, comme dans l'espèce, que les actions dérivant d'un contrat d'assurance contre les risques de la navigation fluviale à l'intérieur de la France, devront être exercées dans un délai plus court que celui qui est fixé par l'article 432 du Code de commerce pour les actions dérivant d'un contrat d'assurances maritimes, une pareille clause qui s'explique et se justifie par la rapidité des communications à l'intérieur, est licite en elle-même, et que si elle a été librement consentie, comme le constate, dans l'espèce, l'arrêt attaqué, elle rentre sous l'application de l'article 1134 qui veut que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi aux parties... »

Ce sont ces deux arrêts du 1^{er} février 1853 et du 16 janvier 1865 qui ont fixé la jurisprudence, et si fréquentes sont encore les décisions des Cours et des tribunaux (1) qui déclarent expressément que les clauses abrégatives sont licites, on ne trouve plus d'arrêts de cassation en posant le principe d'une façon formelle. Toutes les décisions pos-

(1) V. notamment : Toulouse, 4 juin 1888 (D. P. 89.2.269, S. 90.2.77) ; Paris, 28 novembre 1889 (D. P. 90.2.191, S. 91.2.77) ; Douai, 4 décembre 1893 (D. P. 94.2.554, S. 94.2.142) ; Paris, 26 février 1894 (D. P. 94.2.507) ; Paris, 22 décembre 1894 (D. P. 95.2.502) ; Alger, 18 mars 1895, sous Cass. req., 1^{er} mai 1897 (D. P. 97.1.513, S. 98.1.219) ; Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98.2.73) ; Paris, 2 décembre 1898 (D. P. 1900.2.299) ; Orléans, 2 février 1899, *J. des Ass.*, 99, p. 480) ; Nîmes, 8 décembre 1901, sous Cass. req., 9 décembre 1903 (D. P. 1904.1.525) ; Dijon, 25 juillet 1902 (D. P. 1903.2.103).

térieures de la Cour suprême (1) considèrent la question comme vidée et se bornent, encore une fois, à consacrer implicitement la validité de ces clauses en tranchant les difficultés auxquelles peut donner lieu leur application.

Il est remarquable du reste que les motifs, allégués par la Cour en faveur de la validité des clauses restrictives des polices d'assurances, sont extrêmement simples ; ces clauses sont permises tout simplement parce qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public, ni à la nature des contrats synallagmatiques ; et c'est là l'argument repris par tous les jugements et tous les arrêts rendus en la matière. Seulement la jurisprudence se montre extrêmement large dans ses appréciations et reconnaît bien difficilement le caractère de stipulation prohibée à une clause de prescription abrégée, si rigoureuse et si léonine soit-elle.

Plus loin, en étudiant le point de départ de ces prescriptions, nous verrons que la Cour de cassation a validé une clause de police d'assurance contre la responsabilité du patron, à raison des accidents survenus à ses ouvriers, et aux termes de laquelle l'action de l'assuré s'éteignait par le délai d'un an, à compter de l'accident, alors même que

(1) Cass. req., 26 avril 1892 (D. P. 92.1.548, S. 92.1.304) ; Cass. civ., 25 octobre 1893 et Cass. req., 26 octobre 1896 (D. P. 97.1.5 et S. 94.1.351 et 98.1.330) ; Cass. req., 2 février 1897 (D. P. 98.1.561) ; Cass. req., 1^{er} mai 1897 (D. P. 97.1.513, S. 98.1.219) ; Cass. civ., 22 février 1899 (D. P. 1902.1.153 et S. 1901.1.265) ; Cass. req., 14 novembre 1899 (S. 1901.1.289) ; Cass. req., 26 mars 1902 (D. P. 1902.1.248) ; Cass. req., 9 décembre 1903 (D. P. 1904.1.525).

l'action en responsabilité n'aurait été intentée que postérieurement et qu'il eût été impossible à l'assuré d'agir en garantie tant que lui-même n'aurait pas été actionné directement par la victime (Cass., ch. civ., 25 octobre 1893 et Cass. req., 26 octobre 1896) (1). Nous croyons aussi qu'elle n'eût pas manqué non plus de valider la clause réduisant la prescription du droit de l'assuré à six mois à dater du sinistre ou des dernières poursuites, alors même qu'une autre clause de la police interdisait à l'assuré d'intenter toute action en justice avant que l'expertise amiable prévue ait été terminée, si l'absence de motifs suffisants d'un arrêt de la Cour de Paris n'eût permis à la Chambre des Requêtes de rendre un arrêt de rejet, et ne l'eût dispensée de trancher la question (2).

Il semble bien pourtant que de telles stipulations en rompant d'une façon aussi rigoureuse pour l'assuré, l'égalité de situation qui devrait normalement exister entre lui et la Compagnie, en le mettant en quelque sorte à la merci de cette dernière, soient contraires à l'ordre public. Dans l'opinion généralement admise, une clause d'abréviation de la prescription n'est pas, en soi, contraire à l'intérêt social ; mais, si à côté de cette clause, il y en a d'autres qui viennent, comme dans les exemples cités, diminuer encore plus ou moins le temps déjà si restreint que l'assuré a pour faire valoir ses droits, et qui, dans certaines circonstances, pourront même réduire ce temps à

(1) Arrêts cités dans la note précédente.

(2) Cass. req., 2 février 1897, précité.

néant, ce résultat n'est plus acceptable. Il est inadmissible qu'un créancier puisse ne pas avoir un instant pour faire valoir ses droits. Quelle pourrait bien être l'utilité d'un contrat d'assurances, si, lorsque l'événement contre les risques duquel on a voulu se garantir, étant venu à se produire, il n'est pas possible à l'assuré de demander à la Compagnie l'indemnité dont l'obtention était justement le but poursuivi du contrat et sa seule raison d'être ? Est-ce que vraiment, en pareil cas, on aurait tout à fait tort de dire qu'il y a atteinte portée à la nature du contrat synallagmatique ?

Voilà qui prouve une fois de plus combien cette question de la prescription conventionnelle est délicate. On n'hésite pas, en général, à admettre la validité de ces conventions qui ont pour effet de rendre plus rapide la prescription, parce que, dit-on, on ne fait qu'entrer dans les vues du législateur : mais les inconvénients d'un tel système apparaissent bientôt. Quelle est la limite au-dessous de laquelle il ne sera plus permis de réduire le délai nécessaire à la prescription ? Sera-ce six mois, trois mois même ? C'est ce qu'il est impossible de dire, puisque la loi n'ayant pas prévu l'abréviation des délais qu'elle assignait à l'accomplissement de la prescription, n'a pu évidemment fixer de temps minimum. On en sera réduit à s'en rapporter à l'appréciation, mais aussi à l'arbitraire des tribunaux. Ce seront eux qui décideront, en s'inspirant le plus souvent uniquement des circonstances de la cause, si la clause est ou non contraire à l'ordre public, et par

le fait si la nullité doit ou non être prononcée. La Cour d'Orléans (1) est allée jusqu'à valider une clause de prescription abrégée fixant à un mois les délais de prescription. Il convient pourtant de remarquer que les Compagnies d'assurances, conscientes de leurs véritables intérêts, ont rarement abusé de leur monopole de fait, et de leur puissance, au point de stipuler des prescriptions tellement réduites que la justice ait eu à se demander si un délai aussi restreint était suffisant pour permettre à l'assuré d'agir, ou s'il était contraire à l'ordre public : les plus courtes prescriptions un peu fréquentes sont celles de trois mois. Mais, encore une fois, la prescription normale, courante, celle que l'on trouve dans l'immense majorité des polices, et sur la validité de laquelle la plupart des décisions judiciaires ont eu à statuer, c'est la prescription de six mois, et cette durée semble à la fois assez longue pour sauvegarder les droits des assurés, et suffisamment abrégée pour satisfaire aux besoins qui poussent les Compagnies à stipuler des prescriptions conventionnelles.

(1) Arrêt du 2 février 1899, précité.

CHAPITRE II

NATURE DES CLAUSES ABRÉVIATIVES. — DÉCHÉANCE CONVENTIONNELLE OU PRESCRIPTION ABRÉGÉE ?

Lorsque deux personnes conviennent entre elles que l'action qui appartient au créancier et que normalement celui-ci aurait le droit d'exercer pendant trente ans, ne saurait plus l'être après un délai, fixé par elles, bien inférieur à ce laps de temps, on en arrive fatalement à rechercher si dans cette clause il y a une *prescription abrégée*, ou si plutôt, on ne se trouve pas en face d'une *déchéance conventionnelle*. Cette question, bon nombre de tribunaux, et après eux quantité d'auteurs se la sont posée : nous verrons dans la suite quelle incertitude règne toujours sur la question, et combien celle-ci est loin d'être tranchée définitivement.

Mais avant d'exposer la jurisprudence sur ce point, avant d'essayer de démêler, au milieu de la foule de ses décisions souvent contradictoires, sa tendance générale, et même de se demander quel intérêt il peut y avoir à résoudre la question dans un sens ou dans l'autre, il faut évidemment avoir pris parti sur une question préalable beaucoup plus générale, extrêmement délicate du reste, et sur laquelle on ne trouve, tant en doctrine qu'en jurispru-

dence, que des renseignements très vagues, des théories souvent indécises.

Cette question est celle-ci : Y a-t-il des différences entre la déchéance et la prescription ; et, s'il y en a, quelles sont-elles ? Il est certain que si déchéance et prescription sont une seule et même chose, la difficulté signalée plus haut ne saurait se présenter.

SECTION I. — Y a-t-il d'abord des différences entre la prescription et la déchéance ?

La distinction de la prescription extinctive et des déchéances a fait l'objet d'études nombreuses. Du reste, tous les auteurs modernes qui ont étudié la question, ou presque tous, s'entendent à déclarer que cette distinction doit être faite, qu'il y a entre la prescription et la déchéance des différences telles que toute confusion entre l'une et l'autre doit être évitée (1). Mais c'est à peu près sur ce point seul que l'accord des auteurs existe. Savoir en quoi consistent au juste ces différences, savoir s'il y a un critérium certain permettant de reconnaître sûrement la déchéance ou la prescription, connaître les règles qu'il faut appliquer à la déchéance lorsqu'on l'a reconnue, voilà autant de points sur lesquels on ne trouve que confusion, lorsqu'on ne se heurte pas à des opinions nettement contradictoires.

Nous pensons que cette confusion tient surtout à la

(1) Troplong, n° 27 ; Leroux de Bretagne, n° 25 ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, § 771, texte et note 9, p. 426 ; Laurent, t. XXXII, n° 40.

difficulté que l'on éprouve à poser convenablement la question, difficulté provenant de la diversité très grande des cas dans lesquels on veut voir des déchéances. Alors que la prescription n'est qu'un mode *légal* d'extinction des obligations et des actions par lesquelles on en exige le paiement, la déchéance au contraire est une cause *légale, conventionnelle ou judiciaire*, d'extinction d'action, de perte de droit, ou de simple faculté, ou encore d'impossibilité de faire certain acte. On voit donc que par leur origine, par leur source même, les déchéances diffèrent des prescriptions, et c'est pour cela que nous croyons utile d'envisager d'abord celles qui, comme la prescription, sont établies par la loi ; puis ensuite seulement les déchéances conventionnelles.

I. — *Déchéances légales et prescription.*

Tout d'abord, parmi les déchéances légales, il y en a toute une catégorie entre lesquelles et la prescription aucune confusion n'est possible, de l'avis unanime des auteurs (1). Ce sont les déchéances en matière de procédure : déchéances qui constituent une classe complètement à part, soumise à des règles spéciales, fondées sur des principes différents et dont les délais n'ont pour but que d'activer la procédure alors que la prescription est basée sur un intérêt social.

Il convient aussi d'écarter les déchéances ayant un caractère pénal, celles qui sont la conséquence de certaines

(1) Guillouard, t. I, n° 44 ; Laurent, t. XXXII, n° 10 ; Baudry et Tissier, n° 37 ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, note 10, p. 426.

condamnations, qui consistent dans la privation de certains droits, de certaines prérogatives et qui n'offrent, par le fait, aucune analogie avec la prescription, puisqu'elles sont indépendantes de toute idée d'expiration d'un certain temps.

Même parmi celles qui ont avec la prescription ce point commun qu'elles nécessitent l'expiration d'un certain délai, il faut évidemment écarter encore celles qui ont pour effet de rendre impossible l'accomplissement d'un fait, l'exercice d'une faculté, d'un droit d'option. Dans tous ces cas où le législateur a établi un délai préfix pour faire un acte déterminé, exécuter une prestation quelconque, dans ceux, où, ouvrant un droit ou permettant une option, il a fixé un temps pendant lequel celui au profit de qui ce droit a été ouvert, ou cette option permise doit fatalement prendre parti sous peine de ne pouvoir le faire utilement après, il est absolument impossible de voir une prescription. La prescription en effet éteint des obligations : les déchéances dont nous parlons éteignent seulement des facultés, des possibilités de faire quelque chose. Il n'y a, au fond, dans la nécessité de procéder à l'acte dans le délai fixé, ou de prendre parti dans le temps voulu, qu'une condition de la perfection de cet acte, de la naissance et de l'ouverture de ce droit.

Mais où la difficulté se présente vraiment, c'est lorsque la loi enferme l'exercice d'une action dans un certain délai, passé lequel il est impossible d'agir. Tel est par exemple le cas des actions en nullité de mariage (art. 181 et

183, C. civ.), des actions en désaveu (art. 316, 317, 318), de l'action en révocation d'une donation pour cause d'ingratitude (art. 957), des actions en supplément ou en diminution de prix (art. 1622), des actions rédhibitoires et *quantum minoris* (art. 1648), de celles en rescision de vente d'immeubles pour cause de lésion (art. 1674), etc., etc.

Dans ces hypothèses, il est vraiment bien difficile de savoir si l'on se trouve en face d'une déchéance ou d'une prescription. Il y a extinction d'une action par l'expiration d'un certain délai et il semble bien que la définition de la prescription libératoire, donnée par l'article 2219 « un moyen... de se libérer par un certain laps de temps... » se trouve applicable : que, par conséquent, l'on ait affaire à une prescription. C'était du reste l'avis de nos anciens auteurs (1), et l'un d'eux parlant de la prescription d'une manière générale, disait que par prescription on entend les exceptions que l'on oppose au demandeur qui n'a pas agi dans le temps à lui imparti par la loi. C'était encore l'opinion de Merlin.

Cette opinion n'est plus guère admise et on voit, dans les cas que nous venons de citer, des déchéances. Malheureusement il n'est pas très facile de préciser les raisons qu'on invoque pour leur reconnaître ce caractère.

MM. Aubry et Rau (2) prétendent bien que ce qui différencie la prescription de la déchéance, c'est que cette dernière se réalise par la seule expiration du délai préfix in-

(1) Voet, Dunod.

(2) Aubry et Rau, t. VIII, 4^e éd., § 771, note 9, p. 426.

dépendamment de toute idée de négligence ou de renonciation de la part de celui à qui l'action était accordée. Cette raison est-elle bien suffisante ? Si peut-être dans l'inaction d'un créancier qui reste trente ans sans exiger de son débiteur la prestation, dont celui-ci est tenu envers lui, on ne peut voir, à défaut d'une présomption de paiement, qu'une négligence impardonnable ou une renonciation, il semble bien impossible de reconnaître ce fondement aux courtes prescriptions. Quand la loi déclare prescrite l'action de l'ouvrier qui est resté six mois sans réclamer ses salaires, du domestique qui a laissé s'écouler un an sans exiger le paiement de ses gages, du médecin qui n'a pas réclamé ses honoraires au bout de deux ans, peut-on dire qu'elle a entendu punir leur négligence ? Est-ce que le père qui est resté plus d'un ou de deux mois avant d'intenter l'action en désaveu n'a pas fait preuve d'une incurie plus inexcusable encore ? Est-ce qu'on ne peut même pas taxer de négligence l'acheteur d'un immeuble qui est resté plus de deux ans sans exercer son action en rescision pour cause de lésion ? La meilleure preuve enfin que la considération de négligence et l'idée de renonciation ne sont pas suffisantes pour différencier la prescription et la déchéance, c'est que le législateur n'a pas accordé au cas de courte prescription, au créancier dont l'inaction était excusable, le secours de la suspension.

M. Guillouard (1), tout en reconnaissant que le temps

(1) Guillouard, t. I, n° 43.

joue un rôle dans la déchéance comme dans la prescription, croit trouver l'élément de différence de ces deux institutions, dans la présomption de libération que l'on rencontrerait dans toute prescription libératoire : « Dans la prescription, dit-il, il y a, autre chose que le temps écoulé..... dans la prescription extinctive une présomption de libération résulterait de l'inaction prolongée du créancier. Dans la déchéance rien de tout cela : le législateur considérant que l'exercice de certains droits est de nature à jeter le trouble dans l'administration des fortunes, impose à ceux, au profit desquels ils existent, l'obligation de les exercer dans un délai qui varie suivant la nature des intérêts en jeu, et faute d'agir dans le délai à eux imparti, ils sont forclos de leurs droits. Là, c'est le temps seul qui produit un effet et qui prive de son droit le titulaire négligent. » — Ce système ne nous satisfait point encore. Pour qu'un élément puisse servir de base à une distinction entre deux institutions, il faut, que dans tous les cas on retrouve cet élément : il faudrait par conséquent que dans toute espèce de prescription on trouve l'idée d'une présomption de paiement, et que, d'une autre part, il soit impossible de retrouver cette idée dans aucun des cas que l'on qualifie de déchéance. Or la prescription des actions en nullité, prescription que l'article 1304 du Code civil fixe à dix ans, ne repose pas certainement sur une présomption de paiement : elle est basée au contraire sur une présomption de renonciation, de confirmation tacite (1).

(1) « Un laps de temps, sans réclamation, doit faire présumer la ratification. » Jaubert, *Rapport* ; Loqué, t. VI, p. 249.

Le législateur a pensé qu'un débiteur, qui a laissé passer dix années depuis le jour où il a découvert le vice pouvant donner lieu à l'annulation du contrat, avait confirmé tacitement celui-ci, avait renoncé à se prévaloir de l'action en nullité que la loi avait mise à son service. Et pourtant personne ne méconnaît plus que l'article 1304 ne contient une véritable prescription (1).

Il semble dès lors que nous soyons amené à partager l'opinion des auteurs qui prétendent qu'il n'y a pas de différence entre les déchéances entraînant la perte d'une action par la seule expiration du temps accordé par la loi pour son exercice et la prescription extinctive (2). « A notre avis, dit M. Tissier, tous les cas où un droit ou une action s'éteint faute d'exercice dans un certain délai sont des cas de prescription extinctive ; mais ces cas peuvent être soumis à des règles particulières par suite d'une disposition expresse de la loi, ou d'une disposition tacite résultant du but que la loi a pu se proposer d'atteindre. »

Mais nous ne saurions admettre sans réserve ce système auquel nous avouons cependant que vont nos préférences. Il convient, selon nous, de faire une division parmi les déchéances dont nous nous occupons. Les unes se rattachent à l'état des personnes, les autres au droit des obligations. Ce sont les premières seules qui nous paraissent

(1) Baudry et Tissier, n° 701 ; Laurent, t. XIX, n° 2 ; Aubry et Rau, t. IV, 5^e éd., § 339, p. 270, t. II, 5^e éd., § 214, texte et note 9, p. 492 ; Colmet de Santerre, t. V, 265 *bis*, 3 à 5 ; Planiol, 2^e éd., t. II, n° 1282.

(2) Baudry et Tissier, n° 40 ; Colmet de Santerre, t. VIII, 359 *bis* et s.

ne pas se confondre avec la prescription, et pour cette raison bien simple que les actions concernant l'état des personnes sont en dehors de son champ d'application. La prescription ne concerne, comme l'a fort bien fait remarquer M. Huc (1) que « les éléments du patrimoine, c'est-à-dire les éléments à l'égard ou à l'occasion desquels on peut concevoir soit l'existence d'un droit de propriété, soit l'existence d'un droit d'obligation ». Par conséquent, tout ce qui est relatif à l'état des personnes se trouve échapper à son application. L'article 328 du Code civil formule le principe à propos de l'action en recherche de la filiation, mais tout le monde s'accorde à lui reconnaître une portée beaucoup plus générale. Les actions en réclamation ou en contestation d'état sont donc imprescriptibles puisqu'elles ne sont que les actions par lesquelles on réclame un état, on conteste celui dont jouit quelqu'un : tout ce qui touche à la filiation ou à l'existence du lien conjugal doit rester en dehors de la prescription, et si la loi vient à restreindre le temps pendant lequel il est possible d'exercer les actions qui peuvent en résulter, comme cela a lieu par exemple au cas des articles 181 et 183 sur les nullités du mariage et 316 et 317 sur l'action en désaveu, on se trouve en face d'une déchéance légale et non d'une prescription.

En ce qui concerne les secondes déchéances, celles qui ne se rattachent pas à l'état des personnes, nous ne voyons

(1) Huc, t. XIV, n° 316.

vraiment pas ce qui empêcherait de les confondre avec des prescriptions extinctives. Nous ne voulons certes pas prétendre que l'on doit voir dans ces déchéances le type ordinaire de la prescription, comme le dit M. Tissier : ce sont des prescriptions soumises à des règles particulières, mais cela ne les empêche pas d'être des prescriptions. Tous les auteurs par exemple, qui veulent absolument distinguer la prescription des déchéances, reconnaissent le caractère de déchéance à l'article 1674 du Code civil qui limite à deux ans la durée de l'action en rescision d'une vente d'immeubles pour cause de lésion (1). Ces mêmes auteurs voient cependant une prescription dans le cas de l'article 1304 (2), qui limite à une durée de dix ans l'action en nullité ou en rescision des conventions « dans tous les cas où l'action.... n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière. » Or, justement le seul cas où la durée de l'action soit réduite, où la prescription par conséquent s'accomplisse par un temps moins long, est celui de l'article 1674, celui qu'ils qualifient de déchéance. Il serait franchement étrange que de deux actions en rescision de convention basées, sans doute possible, sur un fondement identique, s'éteignent l'une par prescription et l'autre par déchéance, pour cette seule raison que le délai fixé pour leur exercice est dans un cas de dix ans et dans l'autre de deux ans.

(1) Aubry et Rau, t. VIII, 4^e éd., § 771, p. 427 ; Huc, t. XIV, n^o 317 ; Planiol, t. II, § 706.

(2) Aubry et Rau, t. IV, 5^e éd., § 339, p. 270 ; Huc, t. VIII, n^o 189 ; Planiol, 2^e éd., t. II, n^o 282.

Donc pour nous, toutes les fois qu'une action qui par sa nature seule n'échapperait pas à la prescription, se trouvera éteinte par l'expiration d'un certain temps, que ce soit en vertu de textes du Code civil, du Code de commerce ou de lois particulières (1), il s'agit d'une prescription et non d'une déchéance.

Le système que nous venons d'exposer a été consacré, du reste, par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} février 1842 (2) : « Quand la loi circonscrit dans un délai déterminé, à peine de déchéance, l'exercice d'un droit, c'est une prescription qu'elle établit au profit de celui contre lequel ce droit peut être exercé : en effet, l'article 2219 définit la prescription un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain temps..... » La seule objection sérieuse que l'on puisse faire à ce système, est l'impossibilité de fonder ces déchéances, que nous qualifions de prescription, sur une présomption de libération quelconque comme on le fait pour la prescription elle-même. La réponse est facile. Est-il si certain que cela que toutes les prescriptions soient fondées sur une présomption de libération ? On a vu que celles des actions en nullité reposaient sur une présomption de confirmation, d'acquiescement. Pourquoi serait-ce les seules ? Le véritable fondement de la prescription, croyons-nous, c'est l'intérêt social : il ne faut pas que la société puisse être troublée éternellement par des procès, et qu'il soit permis à des créanciers d'intenter,

(1) V. par ex. dans les lois récentes : art. 18, loi du 1^{er} juillet 1901.

(2) Cass., 1^{er} février 1842 (S. 42.2.228).

après de nombreuses années, des actions que leur long silence avait pu permettre de considérer comme éteintes. Seul ce fondement est susceptible de s'appliquer à toutes les prescriptions extinctives créées par le législateur : et, à côté de ce fondement général, il est des motifs accessoires, de seconde ligne, variables suivant les prescriptions et qui sont, tantôt une libération présumée, tantôt une présomption de renonciation ou de confirmation.

On est du reste bien obligé de reconnaître que cette distinction entre déchéances et prescriptions est surtout une question de mot et n'offre pas grand intérêt pratique. Ceux-là même qui veulent à toute force la maintenir, s'accordent à appliquer aux déchéances, par analogie, la plupart des règles de la prescription, notamment en ce qui concerne le calcul des délais, les causes d'interruption, le principe que la prescription ne peut être invoquée d'office, qu'on ne peut y renoncer d'avance, etc... en tant tout au moins qu'il s'agit d'une règle susceptible de recevoir son application à la déchéance envisagée. Mais il est impossible sur ce point de formuler une règle générale absolue. Du reste, en disant que ces cas d'extinction d'action par un certain délai sont non des déchéances mais des prescriptions, nous n'entendons pas dire que toutes les règles de la prescription leur soient applicables : n'oublions pas que ce sont des prescriptions spéciales et de courtes prescriptions ; on ne saurait, par exemple, admettre pour elles, et personne du reste ne le fait (1), des causes

(1) V. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, § 771, p. 427 ; Huc, t. XIV,

de suspension. L'article 1676 ne le dit-il pas formellement pour un cas particulier ?

II. — *Déchéances conventionnelles et prescription abrégée.*

Nous avons dit précédemment qu'à côté des déchéances légales il y a aussi des déchéances judiciaires et des déchéances conventionnelles, c'est-à-dire des déchéances résultant des délais fixés par le juge ou par la convention des parties. Nous ne parlerons pas des premières, qui sont, somme toute, assez rares (1) et qui ne diffèrent du reste des déchéances conventionnelles qu'en ce que leurs délais sont fixés par le juge au lieu de l'être par les parties. Ce sont les dernières seules qui nous intéressent particulièrement, puisque ce sont à elles que l'on a voulu ramener les clauses abréviatives de prescription. Ici encore, une définition des déchéances conventionnelles est bien difficile à raison de leur extrême variété ; on peut seulement les ramener à un certain nombre de types.

Il y a d'abord les déchéances qui consistent dans l'impossibilité de faire un certain acte, d'exercer une faculté déterminée, de faire valoir un droit, si cet acte n'a pas été accompli, cette faculté ou ce droit exercé dans le délai assigné ; elles se rapprochent beaucoup des déchéances analogues établies par la loi. La seule différence est que le délai dont l'expiration a pour résultat la prohibition

n° 318 ; Le Roux de Bretagne, t. I, n° 25 ; Laurent, t. XXXII, n° 10 ; Troplong, t. II, n° 1038.

(1) V. par ex. : art. 1184, 1244, 1655, 1900.

de procéder à un acte, ou l'impossibilité d'user d'une faculté est fixé par la volonté des parties, au lieu de l'être par une disposition du législateur. A notre avis, ces déchéances doivent être ramenées aussi à l'idée d'une condition mise à la réalisation de ce fait, à l'exercice de ce droit ou de cette faculté.

Mais il y en a d'autres où ce caractère conditionnel se trouve beaucoup plus accentué encore : ce sont toutes les déchéances qui éteignent un droit, non parce que ce droit n'a pas été exercé, qu'on ne l'a pas fait valoir dans le temps convenu, mais parce que, dans ce délai, tel acte n'a pas été fait, telle formalité n'a pas été remplie. Cette catégorie de déchéances est très fréquente, particulièrement en matière d'assurances. Toutes les polices contiennent par exemple une clause aux termes de laquelle si dans un délai de..... l'assuré n'a pas fait la déclaration du sinistre, il perd tout droit à l'indemnité.

Il y a enfin des déchéances qui ont un caractère de pénalité plus marqué, qui sont la sanction, la punition d'actes frauduleux : telles sont, encore en matière d'assurances, celles qui privent l'assuré de toute indemnité lorsqu'il a augmenté sciemment le montant des dommages, causé volontairement le sinistre, ou dissimulé des objets sauvés, etc... Dans tous ces cas, il n'y a évidemment pas de confusion possible avec la prescription conventionnelle.

Mais quand, et c'est le cas qui nous intéresse, les parties conviennent qu'une action, au lieu de s'éteindre par le délai ordinaire de la prescription, s'éteindra par un

temps plus court, y a-t-il encore déchéance conventionnelle ou bien prescription abrégée ? Ne peut-on pas prétendre que dans cette clause d'une police d'assurances qui exige que l'indemnité soit réclamée dans un délai déterminé, il n'y a, comme en ce qui concerne la nécessité, dont nous avons parlé plus haut, de déclarer le sinistre, qu'une condition de la naissance du droit de l'assuré à l'indemnité ? Cela nous paraît absolument inadmissible. Toutes les actions, du moins toutes celles qui font partie du patrimoine ont, aux termes de l'article 2262, un mode d'extinction légale qui résulte de l'accomplissement d'un certain laps de temps et qui est la prescription. Ce n'est évidemment pas parce que les parties auront convenu de réduire la durée de ce laps de temps, qu'elles auront changé la nature de ce mode d'extinction. Dès qu'un droit s'éteint parce qu'on ne l'a pas fait valoir pendant un certain temps, il y a prescription.

Encore une fois il ne faut reconnaître, croyons-nous, le caractère de déchéance à un délai dont l'expiration a pour résultat l'extinction d'une action, que lorsque cette action aurait, sans une disposition formelle du législateur, échappé, à raison de la nature du droit qu'elle sanctionne, à la prescription. Et il n'y a que les droits relatifs à l'état des personnes qui soient vraiment dans ce cas. En dehors de cette hypothèse, toutes les fois qu'une action se trouvera éteinte *lapsu temporis* on aura affaire à une prescription, soit à la prescription ordinaire, soit à une prescription spéciale.

SECTION II. — Opinion de la jurisprudence sur
la nature des clauses abrégatives.

La jurisprudence est loin d'avoir pris parti sur cette question d'une façon catégorique. Ce n'est certes pas que la question de savoir si la clause qui restreignait le temps pendant lequel un créancier pouvait exercer son action était une prescription abrégée ou une déchéance conventionnelle, ne soit point posée devant les tribunaux. Cette clause est, en effet, trop fréquente, en matière d'assurances où elle est devenue de style, pour n'avoir pas donné lieu à des difficultés en ce qui concerne les règles à lui appliquer, et pour que les magistrats n'aient pas essayé d'en démêler la nature exacte. Longtemps les tribunaux et les Cours se contentèrent de valider les clauses obligeant les assurés à réclamer leurs indemnités dans un laps de temps très restreint, sans se prononcer sur leur caractère ; et il semble bien que la cour de Toulouse ait été la première à poser la question qu'elle n'a du reste pas résolue : « Attendu, dit-elle, dans son arrêt du 4 juin 1888 (1), que sans examiner s'il s'agit dans cette clause d'une prescription ou d'une véritable déchéance, il est certain que l'assuré a encouru la forclusion édictée. » La troisième chambre du tribunal civil de la Seine n'a pas montré la même réserve et s'est prononcée catégoriquement dans un jugement du 22 janvier 1895 (2), en faveur de la déchéance :

(1) Toulouse, 4 juin 1888 (D. P. 89.2.269, S. 90.2.77).

(2) Trib. civ. Seine, 22 janvier 1895, *Recueil pér. des Ass.*, 1895, p. 277.

« Mais attendu, déclare-t-elle, que la forclusion édictée par la police n'a de la prescription que le nom dont il a plu à l'assureur de la qualifier ; qu'en réalité il ne s'agit dans l'article que d'une déchéance pour inobservation d'une clause de contrat. » — C'était très net ; malgré cela, le 6 mars de la même année, dans une espèce analogue, la sixième chambre du même tribunal (1) posait à nouveau la question en laissant entendre qu'une controverse pouvait s'élever sur la nature de la clause dont il s'agit, et que la police qualifiait de prescription, en disant : « Attendu que cette prescription conventionnelle, si tant est qu'il ne s'agisse pas d'une simple déchéance... » — Mais elle ne tardait pas à la résoudre dans le même sens que la troisième chambre, le 4 avril 1895 (2). Le jugement rendu par elle portait : « En ce qui touche la prescription : Attendu que la clause de l'article 20 de la police, pour valable qu'elle soit, ne constitue pas une prescription mais une déchéance fondée non pas évidemment sur une présomption de paiement par la Compagnie, mais sur une présomption d'abandon de son droit par l'assuré. » Ce jugement fixe l'opinion de la sixième chambre qui dès lors solutionne de la même façon toutes les espèces analogues et ne veut voir qu'une déchéance dans la clause que la plupart des polices qualifient de prescription (3).

(1) Trib. civ. Seine, 6 mars 1895, *Recueil pér. des Ass.*, 1895, p. 274.

(2) Trib. civ. Seine, 4 avril 1895, *Recueil pér. des Ass.*, 1895, p. 499.

(3) Trib. civ. Seine, 19 décembre 1895, *Recueil pér. des Ass.*, 1896, p. 89 ; Trib. civ. Seine, 28 avril 1895, *id.*, 1896, p. 331 ; Trib. civ. Seine, 11 juin 1896, *id.*, 1896, p. 420 ; Trib. civ. Seine, 3 novembre

Dans un jugement du 29 mars 1897 la chambre donne clairement les motifs de sa jurisprudence : « Attendu que c'est par un véritable abus de langage juridique que la Compagnie « La Nation » a inséré, dans l'article 25 de la police, le mot *prescrite* : qu'en effet il ne peut y avoir de prescription en l'espèce ; — attendu que la prescription, par les résultats graves et souvent regrettables qu'elle peut avoir, est une disposition de la loi qui ne peut s'expliquer et même se justifier que par un intérêt supérieur d'ordre public ; qu'il suit de là que les particuliers ne peuvent, de leur propre autorité, établir des prescriptions proprement dites..... »

Cependant cette jurisprudence n'avait pas trouvé grâce devant la Cour d'appel de Paris, ni devant la Cour suprême, pour qui la clause, d'après laquelle toute action en paiement d'une indemnité est prescrite par six mois ou un an, constitue une prescription (1). Il convient du reste de dire que le tribunal de la Seine n'avait pas suivi tout entier la sixième chambre dans son système : dans un jugement du 16 décembre 1896 (2), rendu par la quatrième

1896, *id.*, 1897, p. 125 ; Trib. civ. Seine, 29 mars 1897, *id.*, 1897, p. 325.

(1) Cass., 4 décembre 1895 (D. P. 96.1.245, S. 96.1.113) ; Cass., ch. des req., 26 octobre 1896, *Recueil pér. des Ass.*, 1896, p. 531 ; D. P. 97.1.5, S. 98.1.331 ; Paris, 19 novembre 1896 (arrêt infirmant le jugement du 6 mars 1895), *id.*, 1897, p. 28, D. P. 97.2.70 ; Paris, 18 février 1897 (arrêt infirmant le jugement du 22 janvier 1895), *id.*, 1897, p. 197 ; Paris, 8 juillet 1897, *id.*, 1897, p. 467 ; Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98.2.173).

(2) Trib. civ. Paris (4^e ch.), 16 décembre 1896, *Rec. pér. des Ass.*, 1897, p. 129.

chambre, la clause dont il s'agit est considérée comme constituant une véritable prescription. Devant la jurisprudence si nette de la Cour, la théorie de la sixième chambre semblait définitivement condamnée et la question vidée. Il n'en était rien. Le 13 juin 1898 (1), cette même chambre, reproduisant textuellement les considérants de son jugement du 29 mars 1897, déclarait que c'était par un véritable abus de langage juridique que l'on qualifiait de prescription une clause de police restreignant à six mois le temps pendant lequel l'assuré pouvait faire valoir son droit à l'indemnité. C'est déjà ce système que semble bien avoir repris le 1^{er} mars 1898 (2) la septième chambre du tribunal de la Seine et, en tous cas, c'est lui qui se trouve formulé très nettement dans les jugements du 6 décembre 1899 (3) et du 12 février 1900 (4). Mais la jurisprudence de la Cour n'a pas changé et la Cour de cassation est, elle aussi, restée fidèle aux principes qu'elle avait admis. Le 14 novembre 1899 (5), la Chambre des requêtes a encore rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 18 février 1897 qui cassait le jugement du 22 janvier

(1) Trib. civ. Seine, 13 juin 1898, *Rec. pér. des Ass.*, 1898, p. 444.

(2) Trib. civ. Seine, 1^{er} mars 1898, *Rec. pér. des Ass.*, 1898, p. 483.

(3) Trib. civ. Seine, 6 décembre 1899, *Rec. pér. des Ass.*, 1900, p. 123.

(4) Trib. civ. Seine, 12 février 1900, *Rec. pér. des Ass.*, 1900, p. 118.
— V. aussi dans ce sens : Trib. civ. Lille, 24 juillet 1903, *Rec. pér. des Ass.*, 1903, p. 35.

(5) Cass. req., 14 novembre 1899, *Rec. pér. des Ass.*, 1900, p. 350, et S. 1901.1.289 avec la note de M. Tissier. — V. aussi : Grenoble, 18 février 1904, *J. des Ass.*, 1905, p. 163.

1895, celui-là même qui consacrait le premier la théorie de la déchéance conventionnelle.

La question de savoir si la clause qui assigne un bref délai au créancier pour exercer son action, doit être considérée comme une prescription ou comme une déchéance, n'est donc pas encore tranchée d'une façon définitive par la jurisprudence. Cours et tribunaux sont encore divisés sur ce point ; mais il convient pourtant de remarquer que les décisions judiciaires qui admettent qu'il y a là une prescription sont de beaucoup les plus nombreuses et constituent l'immense majorité. On peut seulement leur reprocher d'avoir une terminologie souvent peu précise et d'employer un peu indifféremment les expressions prescription et déchéance. Cette absence de précision dans le choix des termes employés par nos juridictions d'instance et d'appel a l'inconvénient de prêter parfois à équivoque et de faire hésiter sur le système consacré ; mais il est facile d'expliquer cette terminologie vicieuse en apparence. Presque toujours, lorsqu'un jugement ou un arrêt emploie le mot déchéance, c'est pour qualifier l'effet produit par l'expiration du *lapsus temporis* et non pour désigner ce mode d'extinction de l'action : les rédacteurs ont voulu dire simplement que le créancier, l'assuré dans l'espèce, dont l'action est prescrite, se trouve déchu de son droit d'exiger l'indemnité qui lui était due. Il est impossible évidemment de contester qu'il y ait bien là une déchéance, au sens ordinaire et courant du mot ; seulement, encore une fois, cette déchéance est le résultat de la prescription et c'est

parce que son droit d'action est prescrit, que le créancier est déchu de son droit à l'indemnité. Il convient du reste de remarquer que ce résultat n'est pas spécial à la prescription conventionnelle : chaque fois qu'il y a une prescription quelconque, celle-ci entraîne une déchéance.

Il ne faut donc pas attribuer à ce manque de propriété des termes employés par les juges dans la rédaction de leurs décisions une portée qu'il ne mérite pas. Nous sommes convaincu que cette discussion sur la nature même des clauses de prescription conventionnelle, dans lesquelles, pour notre part, nous n'hésitons pas à voir des prescriptions abrégées, n'est au fond qu'une simple question de mot.

Les tribunaux, et spécialement celui de la Seine, qui ont soutenu qu'il ne s'agissait point de prescription mais de déchéance conventionnelle, étaient poussés avant tout par des considérations pratiques. Ils voulaient purement et simplement soustraire ces soi-disant déchéances à la rigueur des règles de la prescription, rigueur qui, compréhensible dans la prescription légale, à raison de la longueur du temps requis pour son accomplissement, sont excessives, exorbitantes avec les délais si courts stipulés dans les polices. C'est surtout en ce qui concerne les modes d'interruption que les inconvénients se présentaient, et on peut dire que ce sont eux qui sont la pierre d'achoppement de toute la discussion. Appliquera-t-on uniquement les principes contenus dans les articles 2244 et suivants du Code civil, ou, au contraire, admettra-t-on, à

côté, d'autres modes plus simples et plus en harmonie avec ces courtes prescriptions? C'est une question que nous aurons à voir plus loin en détail, mais que les tribunaux dont nous parlons avaient cru résoudre en considérant les clauses de prescription conventionnelle comme de simples déchéances.

A notre sens, c'est une grave erreur : ce n'est pas, en effet, parce que ce serait une déchéance au lieu d'être une prescription, que les moyens d'interrompre cette déchéance seraient différents de ceux consacrés par la loi au titre de la Prescription. Tous les auteurs qui ont voulu distinguer prescriptions et déchéances sont d'accord pour reconnaître qu'on doit appliquer, aux secondes, toutes les règles des premières, en tant évidemment que la chose est possible ; et, en tous cas, personne ne le conteste en ce qui concerne les causes d'interruption (1).

Ce n'est donc pas, à notre avis, résoudre la difficulté que d'opter pour la prescription ou pour la déchéance. Nous ne croyons pas que la prescription conventionnelle se différencie de la prescription légale seulement par la durée différente du temps requis pour son accomplissement. La différence est beaucoup plus profonde : l'abréviation du délai de prescription en changeant son fondement même, entraîne fatalement des modifications aux règles qui la régissent. Ce n'est plus une présomption de libération effective qui sert de base immédiate à la prescription conven-

(1) V. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, § 771, texte et note 19, p. 428 ; Guillouard, t. I, n^o 46.

tionnelle, mais bien une présomption de renonciation, d'abandon de son droit par le créancier. Quand une Compagnie d'assurances oppose la prescription à un assuré qui est resté plus de six mois ou d'un an sans réclamer son indemnité, elle ne peut évidemment pas soutenir que si l'assuré ne peut plus exiger le paiement de la somme qui lui est due, à raison du sinistre, c'est parce qu'il est présumé avoir été payé par elle. Une seule interprétation est possible : c'est que cette inaction suppose que l'assuré a renoncé à se prévaloir du droit ouvert à son profit.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'APPLICATION DE LA PRESCRIPTION ABRÉGÉE.

On vient de voir combien la convention, qui semblait au premier abord ne devoir modifier que le temps voulu pour prescrire, se trouve changer profondément la nature de la prescription. Il convient dès lors de se demander si les autres principes, édictés par la loi pour la prescription légale, se trouveront cadrer encore avec notre prescription conventionnelle et pourront se concilier avec son fondement différent, ou si l'on aura besoin de recourir à des règles spéciales.

C'est une question extrêmement délicate, sur laquelle il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de donner une réponse suffisamment précise, en même temps qu'assez générale pour embrasser toutes les espèces qui se présentent dans la pratique. La seule source, en effet, où l'on puisse puiser, c'est la jurisprudence : malheureusement elle est aussi peu fixée que possible, et si les décisions sont nombreuses, elles sont le plus souvent contradictoires et confuses. C'est de ce chaos de jugements et d'arrêts, qui ne s'inspirent guère que de considérations de fait, que nous allons pourtant essayer de dégager les règles applicables à la prescription conventionnelle.

Un seul point semble bien certain : c'est que l'on doit avant tout se conformer à l'intention des parties. En stipulant une prescription conventionnelle, celles-ci ont entendu échapper à la durée ordinaire de la prescription ; elles ont pu aussi vouloir écarter l'application de certains de ses principes, et si elles ont eu la prévoyance d'indiquer les règles selon lesquelles elles entendaient que leur prescription fût régie, il n'y a plus qu'à se conformer à leur volonté. Toute la tâche des tribunaux, en pareil cas, se bornera à rechercher, d'après les termes des clauses en litige, quelle est cette volonté, lorsque les parties, ce qui arrive le plus souvent, auront négligé de bien s'expliquer sur ce point. Cette appréciation devra se faire conformément aux règles de l'interprétation des conventions, mais surtout en partant de cette idée que la plus entière bonne foi doit régir les rapports des parties. Plus peut-être que tous les autres, le contrat d'assurances a besoin d'être exécuté avec une loyauté parfaite si l'on veut en tirer vraiment tous les avantages qu'on est légitimement en droit d'en attendre. Mais enfin, il est assez curieux de voir que ce sont les principes des obligations plus encore peut-être que ceux de la prescription qui se trouveront régir, dans bien des cas, les prescriptions conventionnelles.

La véritable difficulté ne naîtra véritablement que lorsque les parties, se bornant à fixer le délai à l'expiration duquel elles entendent que la prescription soit accomplie, auront négligé complètement de régler les autres points. Quelles règles suivre en pareil cas ? Seront-ce celles de la

prescription trentenaire, ou, au contraire, celles des courtes prescriptions légales dont la prescription qui nous occupe se rapproche par la durée du temps requis ? Nous opinons à penser que ce seront les principes de la prescription ordinaire, parce qu'elle constitue le droit commun et aussi parce qu'elle aurait été la seule applicable sans la stipulation des parties. Les courtes prescriptions sont des prescriptions exorbitantes fondées sur des motifs absolument spéciaux et différents et dont les principes ne sauraient être étendus en dehors des hypothèses pour lesquelles ils ont été édictés. Mais ces règles seront-elles applicables dans toute leur rigueur ou devront-elles être adoucies, transformées, pour mieux s'adapter à la nature de la prescription conventionnelle ?

Ce sont tous ces points que nous voudrions essayer de démêler un peu au milieu de la jurisprudence qu'on trouve sur la matière. Nous allons d'abord rechercher quel est le point de départ de la prescription conventionnelle, quelles sont ses causes d'interruption et quels sont ses effets ; puis nous nous demanderons enfin s'il y a des causes de suspension possibles.

Bien entendu nous ne nous occuperons ici que de la prescription conventionnelle qu'on trouve dans les polices d'assurances : c'est la seule que l'on rencontre vraiment fréquemment dans la pratique et au sujet de laquelle il y ait des décisions judiciaires nombreuses. Les règles que nous proposons seront du reste applicables, *mutatis mutandis*, aux autres clauses d'abréviation de prescription.

SECTION I. — Point de départ de la
prescription abrégée.

Aux termes du droit commun, la prescription d'un droit ou d'une action commence le jour où ce droit est né, où cette action est ouverte : et lorsqu'il s'agit d'une créance conditionnelle ou d'une créance à terme, le point de départ de la prescription se trouve retardé, d'après l'article 2257 du Code civil, jusqu'à la réalisation de cette condition ou l'arrivée de ce terme. Ces principes trouvent tout naturellement leur application en matière de prescription conventionnelle, mais il ne faut jamais oublier, qu'en cette matière plus que partout ailleurs, la convention fait la loi des parties, et qu'il est loisible aux contractants de modifier le point de départ fixé par la loi. Ainsi les Compagnies d'assurances ne manquent jamais dans leurs polices, après avoir indiqué le temps par lequel se prescrira le droit de l'assuré, de préciser le moment où cette prescription commencera son cours. En le faisant, elles se bornent souvent à appliquer les règles ordinaires de la prescription ; mais, d'autres fois, elles y dérogent gravement. C'est pour cela qu'il est intéressant de parcourir rapidement les principaux contrats d'assurances.

Les polices d'assurances sur la vie, lorsqu'elles réduisent conventionnellement la durée de la prescription de droit commun, qui éteindrait le droit de l'assuré ou du bénéficiaire aux sommes stipulées, lui assignent, comme point de départ, l'arrivée de la condition ou du terme aux-

quels était subordonnée soit la naissance de ce droit, soit seulement son exigibilité. Au cas de clause d'incontestabilité, la prescription court du jour de la souscription de l'assurance (1).

En matière d'assurances contre l'incendie, presque toutes les polices anciennes, et bon nombre encore à l'heure actuelle, indiquent comme point de départ de la prescription conventionnelle le jour « *du sinistre ou des dernières poursuites* ». En désignant le jour où le sinistre a éclaté comme le jour plus rapproché du contrat auquel la prescription abrégée puisse commencer son cours, les Compagnies ne font qu'appliquer strictement l'article 2257 du Code civil. Le droit de l'assuré à l'indemnité est en effet soumis à une condition suspensive : l'arrivée pendant la durée de la police d'un incendie, et ce n'est qu'une fois que le sinistre s'est produit, que la condition prévue s'est réalisée, que la prescription peut commencer à courir. L'inaction du créancier pendant un certain temps après le sinistre, voilà en effet le fondement sur lequel repose la prescription extinctive : or s'il est évident que du jour du contrat l'assuré a un droit contre la Compagnie, il n'est pas moins certain que ce n'est qu'une créance éventuelle dépourvue d'action et que, tant que l'incendie n'a pas eu lieu, il ne lui est pas possible de réclamer une indemnité à laquelle il n'est pas certain d'avoir jamais droit. Il est donc très rationnel de penser que jusqu'au sinistre la prescription

(1) Lefort, t. III, p. 96 et 99.

ne puisse courir puisque, jusqu'alors, l'inaction du créancier se justifie tout naturellement et que le débiteur n'a pu concevoir aucune espèce de doute sur les causes de cette inaction.

Mais quel est alors cet autre point de départ que les Compagnies assignent par ces mots « à dater... des dernières poursuites » ? On est obligé de reconnaître que c'est là une expression bien vague dont il est malaisé de déterminer le sens précis.

Il a été jugé (1) que ces mots faisaient allusion à l'hypothèse suivante : En principe, dit-on, c'est bien le sinistre qui sert de point de départ à la prescription conventionnelle, mais si après l'incendie, loin de rester inactif, l'assuré s'adresse à la Compagnie et lui fait des réclamations dans le but d'arriver au règlement amiable de son indemnité, ces actes auront pour résultat de retarder le moment où la prescription de son droit pourra commencer et le point de départ en sera fixé après la dernière de « ces réclamations ou poursuites extrajudiciaires qui suivent immédiatement le sinistre et qui aboutissent, ou à un règlement amiable, ou à la demande en justice ».

On avouera que si c'est cela que les Compagnies d'assurances ont voulu dire, elles auraient pu s'exprimer en termes plus clairs et que le mot « poursuites » n'est pas des mieux choisis. Cette interprétation a en outre, comme nous le verrons plus loin, l'inconvénient de ne pas se

(1) Lyon, 5 mars 1887 (D. P. 88.2.91, S. 90.2.77).

concilier avec les tendances nouvelles de la jurisprudence qui tend de plus en plus à considérer, lorsque les termes de la police le permettent, comme des causes d'interruption, ces mêmes faits qui seraient considérés ici seulement comme point de départ initial de la prescription. Il y aurait alors, croyons-nous, plus de vraisemblance à penser, ainsi que nous le reverrons encore, que les Compagnies ont envisagé l'hypothèse où la prescription, après avoir commencé au jour du sinistre, aurait été interrompue, et ont voulu dire, que dans ce cas, la prescription reprendrait immédiatement après l'acte interruptif, alors même que d'après le droit commun les effets de l'interruption eussent pu se prolonger pendant un certain temps (1).

Mais en dehors de cette signification qui, nous le répétons, nous paraît tout à fait probable, il est possible encore de donner une autre interprétation, très vraisemblable aussi de ces mots « dernières poursuites » et de prétendre qu'ils font allusion à un autre point de départ

(1) V. de Lalande et Couturier, n° 923 ; Grenoble, 18 février 1904 (*J. des Ass.*, 1905, p. 163). — On peut tirer aussi argument des modifications apportées par la loi du 22 mars 1902 à l'article 18 de la loi sur les accidents du travail. En fixant le point de départ de la prescription de l'action de l'ouvrier, non plus au jour de l'accident, mais encore à celui de la clôture de l'enquête devant le juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire, la loi n'aurait voulu que trancher dans le sens de l'interruption, les difficultés qui s'étaient soulevées dans la pratique sur le point de savoir si l'on devait reconnaître un effet interruptif à ces opérations. Elle aurait fixé alors non pas le point de départ de la prescription initiale qui est resté le jour de l'accident, mais le point de départ de la nouvelle prescription qui court après l'interruption.

initial de la prescription. Ces termes viseraient alors le cas où il s'agirait d'une assurance contre le risque locatif, ou contre le recours du voisin : en un mot, d'une assurance de responsabilité. Quand on s'assure contre l'incendie on peut poursuivre un double but : tout d'abord, et c'est le cas de beaucoup le plus fréquent, se garantir des dommages que peut causer le sinistre, et puis s'exonérer aussi des indemnités que l'on pourrait être tenu de verser, soit en qualité de locataire au propriétaire dont l'incendie a détruit l'immeuble, soit en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil aux voisins aux bâtiments desquels s'est étendu le sinistre. Dans tous ces cas d'assurance de responsabilité, il est évident que l'assuré ne saurait agir contre la Compagnie qu'autant qu'il se trouverait poursuivi lui-même aux fins de réparations civiles des dommages causés par l'incendie. Si donc on assignait en pareille matière comme point de départ de la prescription le jour du sinistre, il pourrait très bien se faire que le droit de l'assuré serait prescrit quand on agirait contre lui pour obtenir réparation, et c'est pour cela qu'il a paru équitable aux Compagnies de fixer un autre point de départ, qui est l'action en responsabilité. Comme ce sont les mêmes polices qui servent à l'assurance contre l'incendie, et aux assurances contre le risque locatif, ou le recours des voisins, les Compagnies ont jugé à propos d'indiquer, en même temps que la durée de la prescription, deux points de départ différents : le premier, « le sinistre » applicable à l'assurance contre l'incendie proprement dite,

c'est-à-dire l'assurance contractée par le propriétaire de l'immeuble ou des objets mobiliers pour se garantir de leur perte en cas de sinistre ; le second « les dernières poursuites » au cas d'assurances de responsabilité (1).

Très souvent, il arrive aussi que les polices, en même temps qu'elles déclarent que la prescription s'accomplira par six mois à compter du sinistre ou des dernières poursuites, insèrent dans un autre article de la police cette disposition que si les dommages ne sont pas réglés de gré à gré, ils doivent l'être ensuite d'une enquête ou expertise amiable, et ajoutent que : « tant que l'expertise amiable

(1) Mais il est à remarquer que l'action intentée, soit par le preneur, soit par l'auteur du sinistre, soit encore par le propriétaire (en cas d'assurance contre le recours du locataire) contre la Compagnie d'assurances pour se faire indemniser des sommes qu'il a dû payer, n'est pas comme l'ont jugé certains tribunaux (Trib. civ. Tulle, 19 déc. 1885, *Rec. pér. des Ass.*, 1887, p. 67 ; Trib. civ. Le Puy, 16 décembre 1886, *ibid.*, 1887 p. 141 ; Trib. civ. Lille, 18 avril 1887, *ibid.*, 1887, p. 418 ; Trib. civ. Clermont-Ferrand, 28 février 1902, *ibid.*, 1902 p. 465), une action en garantie à laquelle on puisse appliquer l'article 2257, lorsque la police assigne uniquement comme point de départ le jour du sinistre, mais bien une action directe et principale résultant du contrat d'assurance (V. Cass., ch. civ., 5 déc. 1899, D. P. 1901.1.457, *Rec. pér. des Ass.*, 1900, p. 10), et que, dès lors, c'est le point de départ fixé dans le contrat qui doit être appliqué strictement, quelques rigoureuses qu'en puissent être les conséquences. — Mais bien que la jurisprudence consacre d'une façon constante la possibilité de faire courir la prescription de l'action qui résulte d'une assurance de responsabilité, en matière d'incendie, du jour du sinistre et non de celui où la responsabilité du sinistré a été mise en cause, il est au moins douteux que cette solution soit en conformité avec les intentions de l'assuré qui, lors du contrat, songeait vraisemblablement à se faire indemniser de toutes les indemnités qu'il pourrait être tenu de payer à raison du sinistre.

n'a pas eu lieu, l'assuré n'est recevable à intenter aucune action en justice contre la Compagnie ». Certains tribunaux ont pensé que cette clause avait pour résultat de reporter le point de départ, au cas où cette expertise aurait eu lieu, au jour de la clôture de l'expertise (1), et bon nombre de polices nouvelles le disent expressément en stipulant que la prescription courra « du jour de l'incendie » ou « de la clôture des opérations de l'expertise ».

En ce qui concerne les contrats d'assurances contre les accidents, le point de départ de la prescription abrégée, qui au bout d'un laps de temps très restreint, six mois ou un an, éteint les droits à une indemnité qui résultent de ces contrats, est généralement fixé par la police au jour de l'accident. En l'absence d'une clause semblable cette prescrip-

(1) V. Trib. civ. La Roche-sur-Yon, 4 juin 1902, *Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 405, *J. des Ass.*, 1902, p. 40. — V. aussi : Douai, 4 décembre 1893, D. P. 94.2.554, S. 94.2.142 ; Chambéry, 5 août 1902, *Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 401. — Il est vrai que ces dernières décisions, en se basant sur ce principe que la prescription ne court pas contre celui dont un obstacle conventionnel paralyse l'action, semblent bien dire, non que le point de départ a été retardé, mais que la prescription a été suspendue jusqu'à la clôture de l'expertise.

Mais la théorie que nous avons indiquée nous paraît rigoureusement exacte lorsque les parties ont entendu se référer comme causes interruptives de la prescription à celles du droit commun. Dans le cas, au contraire, où les termes de la police (V. p. 425 et s.) feraient preuve de l'intention des parties d'admettre d'autres modes d'interruption, nous ne pensons plus que pareil effet doive être attribué à la clause dont il s'agit : l'obligation de faire procéder à une expertise amiable avant d'agir en justice, n'est plus qu'un moyen de contraindre l'assuré à réclamer d'abord amiablement l'indemnité et n'empêche plus la prescription de courir puisqu'il est loisible, comme nous le verrons, de l'interrompre autrement que par cette action en justice.

tion ne commencerait évidemment qu'une fois que les dommages résultant de cet accident viendraient à s'être produits, car enfin ce n'est pas précisément contre l'accident lui-même qu'on a voulu se garantir, mais bien contre les conséquences dommageables qui pourraient en résulter, et il serait très naturel d'attendre d'être fixé définitivement sur la gravité de celles-ci avant d'agir pour se faire indemniser, avant par conséquent que la prescription du droit ne put commencer (1). Ce serait même, croyons-nous, la solution à adopter en face d'une clause comme celle-ci, qui dirait que : « Toute indemnité due à raison de l'accident se prescrit par six mois à dater de son exigibilité. »

Mais que penser de la fixation du point de départ indiqué précédemment, de la clause qui fait partir la prescription du jour de l'accident ?

La question ne nous paraît pas offrir beaucoup de difficultés lorsqu'il s'agit d'une assurance directe. Il est très rationnel qu'une Compagnie qui assure un individu contre les accidents, professionnels ou non, dont il peut être la victime, stipule que l'indemnité devra être réclamée dans un bref délai. C'est une prétention qui n'a rien d'exorbitant ni de contraire à l'ordre public que de dire que la prescription commencera au jour de l'accident. Il est vrai qu'à ce moment, on peut ne pas savoir si l'accident a causé un préjudice, s'il en résultera des dommages ; mais ce n'est pas une raison pour conclure ainsi qu'on a voulu le faire

(1) V. Baudry et Tissier, n^{os} 98 et 384 ; Note de Labbé, sous S. 86.2.49.

que la prescription ne peut courir que du jour où il est possible d'être renseigné d'une façon précise sur les conséquences de l'accident (1). Rien n'empêche, en effet, l'assuré d'intenter son action avant l'expiration du délai : s'il ne peut le faire sous la forme définitive, il lui est loisible cependant d'engager l'instance de façon à interrompre la prescription, quitte ensuite à faire toutes les modifications ou additions qui seraient nécessaires. La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est venue du reste fournir un puissant argument d'analogie en faveur de la clause qui nous occupe : cette loi en accordant à l'ouvrier victime d'un accident une action en indemnité contre le patron, fixe la prescription de cette action à un an à partir de l'accident et refuse par le fait tout recours à l'ouvrier dont l'incapacité de travail ne se serait manifestée par aucun signe apparent dans l'année de l'accident, alors même qu'elle pourrait en être considérée comme une suite bien nette (2).

Mais la difficulté est beaucoup plus considérable quand il s'agit d'une assurance de responsabilité, et la Cour de cassation (Cass. civ., 25 octobre 1893, D. P. 97.1.7, S. 94.

(1) Nancy, 20 juin 1893 (D. P. 97.2.294).

(2) La loi du 22 mars 1902, en venant ajouter au jour de l'accident les deux autres points de départ déjà indiqués (la clôture de l'expertise devant le juge de paix, et la cessation du paiement de l'indemnité temporaire), n'a pas affaibli la valeur de cet argument : les modifications apportées à l'ancien article 18 de la loi du 9 avril 1898 n'ont eu pour but, nous le répétons, que de mettre fin à certaines difficultés pratiques sur lesquelles la jurisprudence était partagée en reconnaissant à l'expertise et au paiement de l'indemnité temporaire un effet interruptif.

1.361) a eu à se demander si les Compagnies pouvaient valablement stipuler, que le délai imparti au patron pour faire valoir ses droits à raison de l'accident arrivé à l'un de ses ouvriers, courrait du jour de l'accident, de telle façon que la prescription pourrait être accomplie avant qu'aucune action en responsabilité ait pu être intentée ? La clause qui porte que « toute action est prescrite après un an ou six mois à partir de l'accident » suppose le cas ordinaire, celui où l'ouvrier victime de l'accident intente très rapidement son action en responsabilité. Cette clause est-elle encore possible quand le fait générateur du droit de l'assuré, à savoir cette action de la victime, ne s'est pas encore produit ?

On l'a nié et pour les raisons suivantes : tout d'abord, a-t-on dit, l'action en responsabilité pouvait n'être intentée que plus d'un an après l'accident, car le patron peut n'être pas à même d'agir contre la Compagnie dans les délais prescrits. Or il y a en matière de prescription un principe indiscutable, c'est qu'une action n'est susceptible d'être prescrite qu'autant qu'elle a pris naissance, règle formulée dans cette maxime célèbre : *Contra non valentem agere non currit præscriptio*, et implicitement consacrée par l'article 2257 du Code civil et pour les créances conditionnelles et à terme, et pour les actions en garantie. L'assuré ne peut donc agir en garantie contre la Compagnie qu'une fois qu'il est actionné lui-même en responsabilité, et par conséquent la prescription de son droit ne peut courir avant ce jour. Tel avait été l'avis de la Cour de

Douai le 11 novembre 1889, et celui de la Cour de Paris le 25 juillet 1889 (1), Cours qui fixaient le point de départ de la prescription au jour où le patron avait été assigné en responsabilité.

Il est facile de faire raison de ces arguments. C'est commettre une inexactitude que de dire que l'action de l'assuré contre la Compagnie est prescrite avant d'être née : il ne s'agit pas ici, comme on semble le croire, d'une action en garantie, mais bien d'une action directe née du contrat d'assurances. Il est de jurisprudence certaine que l'action de l'ouvrier contre le patron et celle du patron contre l'assureur sont l'une et l'autre des actions directes et principales : qu'aucune d'elles ne peut être considérée comme l'accessoire et la dépendance de l'autre (2) et que l'article 2257 est inapplicable en la matière. Ce qui est vrai, c'est que l'action de l'assuré ne naît pas, parce que toutes les conditions requises pour qu'il y ait assurance ne se trouvent pas remplies. La Compagnie n'a pas, en effet, entendu garantir les risques de l'accident pour lesquels la victime attendrait plus d'un an à actionner son patron (3).

(1) Douai, 11 novembre 1889 et Paris, 25 juillet 1889, en note et sous l'arrêt de la Cour de cassation du 25 octobre 1893, précité. — V. aussi Tarbouriech, n° 401. Cet auteur va plus loin encore : il ne recule pas seulement le point de départ de la prescription au jour de l'assignation lancée par l'ouvrier au patron, mais jusqu'à la condamnation prononcée contre celui-ci.

(2) V. Req., 31 juillet 1893 (D. P. 94.1.146, S. 94.1.130) ; Cass., 7 août 1893 (D. P. 94.1.262, S. 94.1.131) ; Cass. civ., 22 décembre 1897 (D. P. 98.1.136) ; Cass. civ., 8 février 1899 (D. P. 99.1.191).

(3) Villetard de Prunières, *Assurances contre les accidents du travail*, n° 344.

Du reste l'article 2257 n'est pas une disposition tenant à l'ordre public et à laquelle il n'est pas possible de déroger : en matière de prescription il n'y a que l'article 2220 qui ait un caractère prohibitif et à tous autres égards les parties ont pleine liberté pour faire telles conventions que bon leur semble, et notamment fixer à une date antérieure à celle que désigne la loi le point de départ de la prescription. Le législateur lui-même n'a-t-il pas commis une dérogation semblable en matière d'assurances maritimes, où l'article 432 du Code de commerce fixe le point de départ au jour du contrat et non à celui du sinistre ?

On a objecté encore que la clause qui nous occupe était contraire à la nature des contrats synallagmatiques, dont l'essence est justement que les parties contractent l'une envers l'autre des engagements réciproques. Or, s'il est bien certain que le patron s'engage envers son assureur à lui payer les primes d'assurance, la Compagnie ne s'oblige envers le patron qu'à lui payer une indemnité que celui-ci ne sera pas à même de lui réclamer si l'ouvrier victime ne l'actionne en responsabilité que plus d'un an après l'accident. L'obligation de l'assureur n'est donc pas la contre-partie forcée de l'obligation du patron.

L'objection n'est évidemment pas sérieuse : dans le contrat d'assurances il y a bien des obligations réciproques à la charge des parties, seulement l'assurance est un contrat aléatoire et alors que les obligations de l'assuré sont certaines, celles de l'assureur ne sont que conditionnelles. La clause dont il s'agit n'a pour effet que d'augmenter cet aléa

des droits de l'assuré en imposant comme condition de leur naissance, non seulement l'arrivée d'un accident, mais encore l'exercice par la victime de ce dernier, d'une action en responsabilité dans un certain délai après cet accident.

Mais si, en droit, on est conduit à admettre avec la Cour de cassation (1) la validité de ces clauses fixant, même pour les assurances de responsabilité, le point de départ de la prescription conventionnelle au jour de l'accident, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce sont des clauses rigoureuses qui n'offrent que des avantages assez précaires à ceux qui souscrivent de telles polices, et qui portent atteinte à l'équité. En faisant un contrat d'assurance collective, un patron cherche à se garantir contre toutes les conséquences des accidents qui frappent son personnel, et notre clause vient réduire de sérieuse façon l'utilité qu'il pouvait penser retirer de ce contrat.

Seulement il est permis de se demander s'il n'est pas possible aux intéressés d'éviter ces conséquences rigoureuses en interrompant la prescription, s'il est vrai que toute action soit interdite à l'assuré tant qu'il n'est pas poursuivi lui-même par l'indemnitaire? De prime abord, il semblerait que la demande, que l'assuré pourrait tenter, devrait nécessairement être rejetée comme prématurée et qu'elle soit impuissante à produire effet interruptif; mais il n'en est pas ainsi. Si l'assuré ne peut évidemment réclamer une indemnité, il peut par contre agir

(1) Cass. civ., 25 octobre 1893 précité et 26 octobre 1896 (D. P. *id.*, et S. 98.1.330).

pour faire connaître les droits qu'il aura plus tard à faire valoir en justice ; et c'est chose possible puisqu'il a un intérêt né et actuel à obtenir cette reconnaissance. Ces raisons sont dès lors suffisantes pour lui permettre d'introduire une demande dont le résultat sera d'entraîner interruption de la prescription.

Nous verrons enfin plus loin si, en dehors de cette action et de la reconnaissance que la Compagnie peut faire des droits de l'assuré, celui-ci n'a aucun autre moyen d'empêcher la prescription de s'accomplir.

SECTION II. — Interruption de la prescription abrégée.

§ 1. — Des causes qui interrompent la prescription conventionnelle.

La prescription ordinaire ne peut être interrompue, aux termes des articles 2254 et suivants du Code civil, que par une interpellation du créancier ou par une reconnaissance du débiteur. Seulement, alors que l'interpellation du créancier doit nécessairement pour produire un effet interruptif, revêtir la forme d'une citation en justice, d'un commandement ou d'une saisie, la reconnaissance du débiteur peut, au contraire, être expresse ou tacite à la seule condition d'être certaine.

Ces principes sont-ils les mêmes en matière de prescription conventionnelle ? Bien souvent les tribunaux se sont posé cette question qui servait de base, de raison d'être à

une autre que nous avons discutée précédemment, celle de la nature des clauses qui renferment dans un court délai l'exercice des actions d'un créancier et spécialement les actions en indemnité d'un assuré contre la Compagnie avec laquelle il a contracté. Elle a été résolue de façons souvent bien différentes, mais nous n'hésitons pas à dire que, pour notre part, nous ne la croyons pas susceptible d'une solution catégorique, et que tout, ici encore, dépend de la volonté des parties.

Du moment, en effet, que s'appuyant sur les principes de l'article 1134, on déclare qu'il est licite de diminuer la durée du temps que la loi avait fixé pour l'accomplissement de la prescription, on ne voit pas pourquoi on ne pourrait pas non plus, en invoquant les mêmes principes, modifier les conditions ordinaires de son fonctionnement et en quoi l'ordre public en recevrait une plus grave atteinte. Le seul élément véritablement essentiel de la prescription extinctive, c'est l'inaction du créancier, inaction prolongée pendant un certain temps : rien d'autre dans cette institution d'ordre public, ne semble par sa nature seule devoir échapper à la possibilité d'une modification consentie par les parties, et il est permis d'affirmer que la prescription conventionnelle n'aura pas nécessairement de conventionnel que sa durée, mais qu'elle pourra avoir ses causes d'interruption propres, différentes de celles édictées par le Code, plus simples ou plus rigoureuses qu'elles au gré des parties.

C'est donc avant tout à l'intention des contractants qu'il

faut se reporter pour savoir quelles seront les causes d'interruption de la prescription conventionnelle. Comme l'a dit M. Labbé (1) : « Les causes d'interruption doivent être, en ce cas, fixées non rigoureusement par la loi, mais d'après la volonté probable des parties. » Mais justement toute la difficulté consiste à connaître d'une façon précise et certaine cette intention. Il arrive quelquefois que les contractants, ou plutôt l'un d'eux, les Compagnies d'assurances, qui font toujours à elles seules la loi du contrat, ont la précaution d'indiquer d'une façon catégorique les cas dans lesquels ils entendent que la prescription soit interrompue. Ces clauses qui allégeraient singulièrement la tâche des tribunaux sont malheureusement beaucoup trop rares, et presque toujours la volonté des parties au lieu de se manifester expressément doit s'induire par interprétation des termes employés, des expressions choisies. C'est l'examen minutieux de la clause de la police relative à la prescription qui seule, dans la plupart des cas, pourra renseigner sur cette volonté.

A. — Causes du droit civil.

Il semble pourtant qu'en cette matière, dont il est si difficile de donner les règles, puisque celles-ci dépendent tout d'abord du gré des parties, un principe certain puisse cependant être posé. Ce principe est celui-ci : En règle générale, la prescription conventionnelle sera toujours

(1) En note sous Paris, 30 octobre 1885, S. 86.249.

interrompue par les causes d'interruption de la prescription de droit commun, c'est-à-dire par toute interpellation du créancier faite dans les formes prévues par la loi ou par toute reconnaissance expresse ou tacite du débiteur.

Il est évident que de toutes les formes donnant à l'interpellation du créancier effet interruptif, celle qui sera de beaucoup la plus fréquente sera l'action en justice intentée par l'assuré contre la Compagnie débitrice de l'indemnité : la citation interrompra la prescription alors même qu'elle aurait été donnée devant un juge incompétent, et conformément à l'article 2245, la citation en conciliation devant le juge de paix adressée à la Compagnie, fera cesser le cours de la prescription qui se serait accomplie au profit de cette dernière, si cette citation est suivie d'ajournement dans le mois suivant la non-comparution de la défenderesse ou la date du procès-verbal de non-conciliation (art. 57, C. proc. civ.).

Mais il est remarquable, que la citation en justice faite par l'assuré n'interrompra vraiment et utilement la prescription qui courait contre lui qu'autant que l'assignation est valable en la forme, que l'assuré ne s'est pas désisté de sa demande ou n'a pas laissé périmer l'instance, que sa demande enfin n'a pas été rejetée. Il convient donc d'attendre la solution donnée à l'instance de l'assuré pour savoir si, oui ou non, il y a interruption valable. Sa prétention est-elle considérée par les tribunaux comme bien fondée et la Compagnie d'assurances condamnée à verser l'indemnité due ? Le tribunal devant lequel l'action avait été portée s'est-il déclaré incompétent ? L'assuré laisse-t-il

s'écouler trois ans depuis le dernier acte de procédure sans que son adversaire invoque la péremption ? Dans ces cas-là, mais dans ces cas-là seulement, la citation aura produit un effet interruptif complet et utile puisque, dans toutes les autres hypothèses, elle doit être considérée comme non avenue (art. 2247).

Quant aux deux autres formes de l'interpellation indiquées comme interruptives par l'article 2244, la saisie et le commandement, elles sont inapplicables au cas qui nous occupe. La raison en est bien simple. Pour faire un commandement ou une saisie, il faut un titre exécutoire, c'est-à-dire un acte notarié ou une grosse de jugement. Or toutes les polices d'assurances sont sous seing privé : les clauses en étant imprimées, l'enregistrement leur donnant date certaine, les parties estiment à juste titre absolument inutile de faire les frais d'un acte notarié et par conséquent l'acte qui constate les droits de l'assuré ne peut, en aucun cas, servir de titre exécutoire. Il semble par contre, qu'au cas où un jugement de condamnation aurait été prononcé contre la Compagnie d'assurances et où celle-ci ne se serait pas exécutée, il soit possible à l'assuré de se prévaloir de ce jugement pour se faire payer en faisant commandement à la Compagnie, et au besoin en la saisissant, et d'interrompre par ce moyen la nouvelle prescription qui aura recommencé à courir. Ce serait exact, si par ce seul fait qu'il y a eu jugement, condamnant l'assureur à payer la somme fixée, il ne pouvait plus être question de prescription conventionnelle. Les droits de l'assuré à

l'indemnité ont alors leur source dans le jugement et non plus dans le contrat d'assurances : la créance a été novée. Elle échappe désormais à une prescription qui avait été édictée pour les droits résultant de la police, et ne se trouve plus soumise qu'à la prescription de droit commun, à la prescription trentenaire. Une saisie, ou un commandement fait en vertu de ce jugement aura toujours effet interruptif, mais elle n'interrompra plus une prescription conventionnelle.

Il est pourtant un cas où une saisie se trouvera interrompre la prescription conventionnelle. Ce cas, assez fréquent dans la pratique, s'explique justement par ce fait qu'il importe peu dans cette hypothèse que l'assuré ait ou non un titre exécutoire : c'est lorsqu'un créancier de l'assuré fait saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie d'assurances et s'oppose ainsi au paiement de l'indemnité.

Il est de jurisprudence constante que la saisie-arrêt interrompt non seulement la prescription pour la créance du saisissant (1), mais aussi pour la créance saisie-arrêtée (2). Le saisissant exerce en effet l'action de son débi-

(1) Lyon, 7 janvier 1868, D. P. 68.2.62, S. 68.2.170 ; Cass., 25 mars 1874, D. P. 74.1.367, S. 75.1.86. — V. aussi : Troplong, n° 570 ; Laurent, t. XXXII, n° 115 ; Baudry et Tissier, n° 520.

(2) Toulouse, 24 décembre 1842, S. 43.2.589 ; Riom, 4 mars 1847, D. P. 47.2.113 ; Toulouse, 18 décembre 1874, S. 75.2.109 et la note ; Besançon, 28 avril 1875, D. P. 78.2.74 ; 28 mars 1884, en note sous Douai, 4 décembre 1893 ; 18 mars 1887, S. 90.2.77 ; Douai, 4 décembre 1893, D. P. 94.2.554, S. 94.2.142 ; Cass., 1^{er} mai 1897, D. P. 97.1.513, S. 98.1.291 ; Trib. civ. Laon, 6 mai 1902, *Rec. pér. des Ass.*,

teur — qui est censé avoir agi lui-même par l'intermédiaire de son représentant légal — et conserve ainsi les droits du saisi. Toutefois, pour que la saisie produise ses effets, il convient qu'elle soit valable (3), c'est à-dire avant tout qu'elle ait été signifiée au tiers saisi, dénoncée au saisi avec assignation en validité, et contre-dénoncée au tiers saisi dans les délais. Mais alors le bénéfice de l'interruption n'est pas restreint à la partie de la créance saisie qui équivaut au montant de la créance du saisissant : la saisie porte en effet sur la totalité de la créance du saisi qui se trouve par conséquent sauvegardée et soustraite à la prescription dans son intégralité (4).

Mais, encore une fois, le seul moyen qui soit à la disposition de l'assuré de faire une interpellation interruptive aux yeux de la loi, c'est l'action en justice, puisque les deux autres modes indiqués par l'article 2244, auquel tout le monde s'accorde à reconnaître un caractère limitatif, sont inutilisables ici.

Quant à la reconnaissance du débiteur elle peut être expresse ou tacite, peu importe, pourvu que dans ce dernier cas elle résulte de faits ou d'actes impliquant néces-

1902, p. 239. — V. Troplong, t. II, n° 646 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. II, § 215 et note 32, p. 512 ; Vazeilles, t. I, n° 205 ; Le Roux de Bretagne, t. I, n° 568 ; Baudry et Tissier, n° 520 ; Roger, *De la saisie-arrêt*, n° 451 ; Garsonnet, *Traité théor. et prat. de la procédure*, t. III, § 616.

(3) V. Cass., 1^{er} mai 1897, précité.

(4) V. Douai, 4 décembre 1893, précité. — V. Troplong, Vazeilles, Baudry et Tissier, *op. et loc. cit.* — *Contrà* : Aubry et Rau, *op. et loc. cit.*, note 32 ; Laurent, t. XXXII, n° 116.

sairement l'aveu de l'existence du droit du créancier. C'est aux tribunaux qu'appartient l'appréciation de ces faits ou de ces actes. Si la reconnaissance est expresse, elle peut affecter la forme d'une convention ou celle d'une déclaration purement unilatérale du débiteur.

Voilà donc les causes d'interruption qui, selon nous, interrompent en tous cas la prescription conventionnelle. A ce sujet, il est intéressant de se demander quelle serait la valeur d'une clause qui exclurait l'une ou l'autre de ces causes d'interruption, qui stipulerait formellement que la prescription serait de rigueur et s'accomplirait alors même qu'un des actes considérés par la loi comme interruptif, viendrait à se produire.

A première vue, on serait tenté de déclarer cette clause valable en invoquant le principe de l'omnipotence de la convention des parties. Seulement cette toute-puissance a cependant une limite : l'ordre public. Et, en approfondissant un peu la question, on s'aperçoit bien vite que, dans notre hypothèse, les restrictions au principe de la liberté des conventions étouffent à peu près complètement celui-ci.

Envisageons d'abord le premier groupe des causes d'interruption.

Serait-il possible à une Compagnie d'assurances d'insérer dans ses polices cette clause que la courte prescription, qu'elle stipule dans son intérêt exclusif, ne serait pas interrompue par la demande, que l'assuré ferait en justice, de l'indemnité à laquelle il a droit ? Nous ne le croyons

pas, et pour cette raison, que nous jugeons péremptoire, c'est que l'assuré n'aurait alors aucun moyen d'interruption à sa disposition. La prescription libératoire, c'est nous l'avons dit, l'extinction d'une obligation par l'expiration d'un certain temps durant tout lequel le créancier reste inactif. Si celui-ci veut empêcher la perte de son droit, il doit rompre avec son inaction et agir suivant des formes qui ont été soigneusement indiquées par le législateur, ou bien encore obtenir de son débiteur la reconnaissance, l'aveu de sa dette. Ce dernier mode d'interruption est un moyen extrêmement précaire et aléatoire, puisqu'il dépend exclusivement de la bonne volonté de la personne tenue de l'obligation, de la Compagnie d'assurances dans l'espèce. Quant à l'interpellation du créancier, il ne resterait plus à celui-ci que deux façons de la faire : le commandement et la saisie, pour lesquels un titre exécutoire est indispensable. Les polices étant toutes rédigées sous seing privé, il serait nécessaire à l'assuré qui voudrait empêcher la prescription de s'accomplir contre lui, d'obtenir un jugement de condamnation contre la Compagnie. Mais il suffira alors à la Compagnie d'assurances d'user des nombreux moyens dilatoires que le Code de procédure met à sa disposition, de faire traîner les expertises, de contester le principe de l'indemnité, de façon à empêcher les tribunaux de prononcer le jugement avant l'expiration des six mois et à pouvoir se prévaloir de la clause de prescription pour se soustraire à l'exécution de son obligation. — De tels procédés seraient trop

manifestement contraires à la bonne foi qui doit avant tout présider à l'exécution des contrats d'assurances, pour qu'il soit permis de reconnaître la validité d'une clause qui les rendrait si faciles.

Nous pensons, au contraire, qu'il serait possible de convenir que la saisie-arrêt, qu'un créancier de l'assuré pourrait faire entre les mains de la Compagnie d'assurances ne produirait pas interruption de la prescription conventionnelle courant contre la créance saisie-arrêtée. Les conditions sont en effet bien différentes de celles de l'hypothèse précédente. La saisie-arrêt a bien pour effet d'empêcher le débiteur d'exiger, au préjudice des droits du saisissant, le paiement de ses créances, comme du reste d'interdire au tiers saisi d'acquitter son obligation. Mais rien n'empêche l'assuré d'agir, aux fins du moins, d'interrompre la prescription (1). Le jugement rendu en suite de cette instance et condamnant la Compagnie au paiement

(1) V. Aubry et Rau, 5^e éd., t. II, § 215, note 32, p. 512. — Cette question n'a pas qu'un intérêt théorique. On rencontre, en effet, des polices, et ce sont des polices toutes récentes, qui stipulent expressément que la saisie-arrêt n'aura aucun effet interruptif. Tel est, par exemple, l'article 31 de la police de la Compagnie d'assurances « La France » (édit. 1902), article ainsi conçu : « § 1. — Toute action en paiement des dommages est prescrite après 6 mois à compter du jour de l'incendie, ou de la clôture des opérations d'expertise, ou enfin de tout acte interruptif de prescription. Il est formellement entendu que la prescription n'est interrompue ni *par une opposition*, ni par aucun acte signifié consécutivement à cette opposition. La Compagnie, le délai expiré, ne peut être tenue à aucune indemnité, aussi bien envers l'assuré qu'envers tous opposants, créanciers, cessionnaires ou bénéficiaires. »

de l'indemnité, réservera le paiement jusqu'au jour où l'issue de la saisie-arrêt sera connue.

Mais on ne saurait écarter l'autre cause d'interruption, celle qui résulte de la reconnaissance que pourrait faire l'assureur des droits de l'assuré. S'il était en effet loisible de convenir d'une telle clause, les Compagnies d'assurances pourraient, en faisant des reconnaissances successives, endormir la confiance de leurs assurés, les convaincre de l'inutilité d'agir en justice pour obtenir le paiement d'indemnités dont elles se reconnaîtraient ainsi débitrices et dans l'espoir du règlement amiable desquelles elles les entretiendraient jusqu'au jour où elles pourraient enfin leur opposer la prescription et se libérer ainsi à bon compte. Il est de toute évidence qu'une stipulation, qui permettrait d'abuser ainsi de ces clauses déjà léonines de prescription conventionnelle, ne saurait être validée et serait contraire à ce même article 1134, qui, s'il permet aux parties de faire telles conventions que bon leur semble, veut aussi que ces conventions ne soient pas contraires à l'ordre public, et soient exécutées avec la bonne foi la plus grande (1).

(1) V. Baudry et Tissier n° 485 ; De Lalande et Couturier n° 928 ; Tarbouriech, n° 98. — On trouve pourtant dans des polices récentes à la suite de la clause stipulant la prescription conventionnelle un alinéa où il est dit que « la prescription ne peut être interrompue que par une demande en justice » — V. par ex. la police de la Compagnie « La Confiance », art. 25 (éd. de 1904). Les tribunaux n'ont pas encore eu, que nous sachions, à se prononcer sur la validité de cette clause. S'il fallait lui donner un sens aussi absolu que celui qu'elle paraît comporter à première vue, nous n'hésiterions pas, pour notre part, à la déclarer nulle puis-

L'échec que la volonté des Compagnie d'assurances peut porter au principe général que nous avons formulé est donc bien peu considérable.

B. — Causes conventionnelles.

Seulement ce principe doit-il être seul à régir l'interruption de la prescription conventionnelle, ou y a-t-il à côté de ces causes légales, qui lorsqu'elles se produiront interrompront fatalement toute prescription, des causes spéciales propres à la matière qui nous occupe ?

Nous avons déjà répété que, pour nous, tout dépendait de l'accord des parties, et que la volonté de celles-ci, lorsqu'elle n'est pas manifestée d'une façon précise, doit se rechercher dans les termes de la police. On voit par là toute l'importance que peut avoir la rédaction des clauses établissant la prescription conventionnelle, clauses souvent conçues en termes différents, sur la portée desquels

qu'elle exclurait l'interruption résultant de la reconnaissance faite par la Compagnie du droit de l'assuré à une indemnité. Mais nous croyons qu'il est possible de lui donner un sens plus restreint et plus vrai. En édictant cette clause la Compagnie d'assurances n'a songé qu'aux interruptions provenant du fait de l'assuré et n'a eu d'autre but que de proscrire formellement les effets interruptifs qu'une jurisprudence récente tend, comme nous le verrons plus loin, à attacher, chaque fois que les termes de la police ne s'y opposent pas d'une façon précise, aux réclamations extrajudiciaires faites par l'assuré. Interprétée de cette façon, cette stipulation nous paraît devoir être respectée : elle aura pour effet d'obliger absolument l'assuré, qui voudra empêcher la prescription de s'accomplir contre lui, à faire une demande en justice. Toute autre réclamation serait sans effet aussi bien qu'une saisie-arrêt faite par un de ses créanciers. Mais cette prescription serait toujours interrompue par une reconnaissance de la Compagnie.

on est le e d'accord et qui ont donné lieu à des décisions p ent contradictoires.

Il semble bien pourtant que parmi ces clauses il en soit qui ne laissent pas grand'place à l'appréciation des tribunaux et dont la portée soit certaine, parce que les parties contractantes ont pris soin de dire presque catégoriquement quelles clauses d'interruption elles admettaient. N'est-ce pas exclusivement aux causes d'interruption de droit commun qu'entendent se référer les signataires d'une police qui dispose que : « L'indemnité due à la suite d'un sinistre doit, à défaut d'un règlement immédiat et amiable, être réclamée judiciairement par l'assuré dans un délai de six mois à compter du jour de l'incendie ? » N'est-ce pas encore les mêmes causes qui doivent seules interrompre la prescription établie par cette clause que l'on rencontre si fréquemment dans les polices : « Les dommages résultant de l'incendie doivent être réclamés en justice dans les six mois à dater du sinistre ou des dernières poursuites » (1) ? L'intention des Compagnies dans ces cas est bien nette : pour interrompre la prescription, il faut une action en justice (2). La formule : « Toute action en

(1) Plusieurs décisions judiciaires ont consacré cette manière de voir, et ont interprété ces clauses, ou d'autres conçues à peu près dans les mêmes termes, de la même façon. — V. notamment : Cass., req., 26 octobre 1896 (D. P. 97.1.5, S. 98.1.331) ; Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98.2.173) ; Dijon, 25 juillet 1902 (D. P. 1903.2.103). — V. aussi le rapport de M. le conseiller George-Lemaire sous Cass., 26 octobre 1896, précité.

(2) Sans préjudice bien entendu de l'interruption qui doit toujours pouvoir résulter d'une reconnaissance librement faite par l'assureur.

paiement des dommages doit être intentée dans les six mois du sinistre » ne laisse pas place non plus, croyons-nous, à aucune incertitude : les parties entendent bien dire que si dans la période assignée l'assuré n'a pas agi en justice pour obtenir le paiement de son indemnité, son action ne saurait être intentée après, parce qu'elle serait prescrite. Il faut donc une action en justice pour interrompre la prescription convenue, absolument comme s'il s'agissait de la prescription trentenaire (1).

La question est déjà plus douteuse quand, négligeant de préciser leurs intentions, les Compagnies d'assurances se bornent à dire que : « Toute action est prescrite par six mois à dater du sinistre ou des dernières poursuites. » Cette expression n'équivaut pas exactement à celle qui dirait que l'on devra exercer l'action dans les six mois. Elle dit bien qu'il ne sera plus possible à l'assuré d'agir après six mois, mais elle ne dit pas ce que celui-ci devra faire dans ce temps pour empêcher la prescription. En un mot, cette clause établit bien qu'il y aura prescription, mais elle n'indique pas comment on pourra l'interrompre, alors que les formules précédentes tranchaient cette question. Ne pourrait-on pas, dès lors, chercher ces causes d'interruption non seulement dans celles du Code civil, mais aussi en dehors, dans tous les moyens qui peuvent

(1) V. solutions conformes : Paris, 18 février 1897 (*Rec. pér. des Ass.*, 1897, p. 197), arrêt confirmé par rejet de la Chambre des requêtes, 14 novembre 1899 (S. 1901.1.289) et la note de M. Tissier; Orléans, 2 février 1899 (*J. des Ass.*, 1899, p. 480) ; Cass. req., 26 mars 1902 (D. P. 1903.1.248).

paraître suffisants eu égard au but que les parties se proposaient en stipulant la clause dont s'agit ? La Compagnie d'assurances, en établissant cette courte prescription à son profit, voulait simplement éviter les réclamations tardives qui ne lui auraient pas permis de constater d'une manière complète les causes et l'étendue du sinistre, lorsqu'il se serait écoulé depuis un temps un peu long. Mais justement ces raisons d'être n'existent plus, lorsque dans les six mois la Compagnie a été informée directement du sinistre par une réclamation quelconque de l'assuré, puisqu'il lui a été possible d'envoyer immédiatement un inspecteur ou un agent pour se rendre compte de l'importance et des circonstances de ce sinistre. Aucune induction précise ne pouvant être tirée des termes employés, ne serait-il pas très naturel de rechercher l'intention des parties dans les raisons qui les ont poussées à déroger ainsi au droit commun ?

Les tribunaux ne l'ont généralement pas pensé, et la plupart de ceux qui ont eu à interpréter cette clause, dont l'usage était plus fréquent autrefois que maintenant, ont considéré l'action en justice comme indispensable pour interrompre cette prescription (1). Une clause tout aussi

(1) V. Toulouse, 4 juin 1888, D. P. 89.2.269, S. 90.2.77 ; Paris, 19 novembre 1896, D. P. 97.2.70 ; Paris, 29 novembre 1900, *Le Droit*, 17-18 décembre 1900. — C'est encore la solution consacrée implicitement par : Trib. civ. Toulouse, 2 mai 1887, D.P.88.2.91 ; Lyon, 5 mars 1887, D. P. *id.*, S. 90.2.77 ; Aix, 20 janvier 1890, D. P. 90.2.169, S. 91.2.77 ; Douai, 4 décembre 1893, D. P. 94.2.554, S. 94.2.142. — V. Cependant : *contra*, Douai, 24 mars 1896, D.P. 97.2.255.

imprécise, à notre avis, au point de vue des actes susceptibles d'arrêter le cours de la prescription qu'elle établit, clause que l'on rencontre assez souvent et aux termes de laquelle « toute réclamation se prescrit par un délai de six mois à partir de son exigibilité », a été pourtant interprétée tout différemment et dans le sens que nous indiquions par la Cour de Nîmes, le 8 novembre 1901, et par la Chambre des requêtes qui a rejeté le 9 décembre 1903 (1) le pourvoi formé contre cet arrêt.

Si nous ne pouvons qu'approuver la solution de la Cour de cassation, nous regrettons de ne pouvoir admettre les motifs invoqués par elle à l'appui de sa décision : pour décider que, dans l'espèce qui lui était soumise, la prescription a pu être interrompue par une cause d'interruption non prévue par le Code, la Cour invoque le mot « réclamation » contenue dans la clause, mot qui n'est pas, dit-elle, « synonyme d'action judiciaire » et « doit s'entendre d'une demande en indemnité formulée officiellement après l'accident aux fins d'aboutir soit à un règlement amiable, soit à une demande en justice ». Nous ne croyons pas, en effet, qu'il soit possible de tirer argument du mot réclamation employé dans la police. Cette formule, comme la précédente, ne signifie qu'une chose : c'est qu'au bout de six mois le droit de l'assuré se trouve prescrit et qu'il ne lui est plus possible de demander en justice son indemnité, de la réclamer. Puisque la Cour voulait faire

(1) Cass. req., 9 décembre 1903, D. P. 1904.1.525.

de cette clause rigoureuse de la police une interprétation large et équitable, favorable au sinistré, il nous semble qu'elle eût pu trouver des arguments plus sérieux et peut-être aussi moins subtiles dans les considérations que nous venons d'indiquer, en recherchant l'intention des parties dans le but et la raison d'être de cette prescription abrégée, plutôt encore que dans les expressions vagues et obscures dont la Compagnie s'était servi pour la stipuler.

Bien différente est la clause qui porte que « les dommages résultant de l'incendie doivent être réclamés par l'assuré dans un délai de six mois à dater de l'incendie ou des dernières poursuites ». Ici, la Compagnie d'assurances ne se contente pas de stipuler une prescription abrégée : elle a soin de dire ce qu'il faut qu'on fasse pour empêcher cette prescription de s'accomplir. Il faut que l'indemnité soit réclamée par l'assuré. Mais quel sens donner à ce mot réclamation ? On voit de suite l'intérêt énorme que présente la question. Si l'on entend par réclamation, une réclamation judiciaire, une action en justice, on soumet par là même la prescription abrégée aux causes d'interruption du droit commun. Si au contraire on désigne par là, comme le faisait dans l'hypothèse précédente la Cour de cassation, tout acte par lequel l'assuré manifeste son intention de ne pas renoncer à son droit à l'indemnité, toute réclamation, même extrajudiciaire, sera suffisante à faire tomber la présomption d'abandon de droit qui sert de fondement à cette prescription, et par conséquent à l'interrompre.

Le second système nous paraît ici bien préférable (1) et pour des raisons multiples. Comme nous l'avons déjà dit, les clauses de prescription conventionnelle sont dictées aux Compagnies d'assurances par la nécessité dans laquelle elles se trouvent de savoir très rapidement si une indemnité leur sera réclamée, d'en déterminer et régler sans délai le montant et d'établir leurs écritures en conséquence, tous actes auxquels une réclamation extrajudiciaire de l'assuré les mettra aussi bien à même de procéder qu'une action en justice. Tout ce qu'il faut aux Compagnies, c'est que, dans un temps très bref après chaque sinistre, elles en soient informées afin de pouvoir se renseigner d'une façon très précise sur l'importance des dommages, et vérifier facilement si les conditions nécessaires à la naissance du droit de l'assuré à une indemnité se trouvent réalisées. Mais la possibilité d'interrompre la prescription abrégée par une simple réclamation officieuse n'est pas seulement conforme au but et à la raison d'être de cette prescription, elle l'est aussi à la fin que les contractants se proposaient en rédigeant une police. La minutieuse rédaction de ces clauses nombreuses, qui réglementent les contrats d'assurances jusque dans leurs points les plus secondaires et les plus accessoires, témoignent bien du désir réciproque des parties d'éviter le plus possible tout litige entre elles : n'est-ce pas du reste leur intérêt manifeste d'arriver à un règlement amiable au cas de sinistre ? Pourquoi dès lors

(1) V. dans ce sens, la dissertation de M. Koehler, sous Cass., 25 octobre 1893 et 26 octobre 1896 (D. P. 97.1.5).

ajouter encore à la rigueur du contrat et exiger pour interrompre la prescription une réclamation judiciaire quand la police ne parle que de « réclamation » ?

Enfin cette façon d'entendre la clause n'est-elle pas conforme aux règles sur l'interprétation des conventions ? L'article 1162 décide en effet que, « dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé ». Il n'est pas douteux que ce soit la Compagnie d'assurances qui fasse insérer la clause d'abréviation de prescription, puisque celle-ci est uniquement en sa faveur, n'éteignant que ses propres obligations. Il n'est, par conséquent, que très naturel d'interpréter le terme « réclamation » en faveur de l'assuré, en convenant qu'il s'appliquera à toute demande même formulée d'une façon officieuse.

La jurisprudence fournit des décisions en faveur de l'un et de l'autre système : il est des arrêts qui prétendent que l'expression réclamation « s'entend évidemment d'une réclamation judiciaire et non de simples démarches faites pour arriver au règlement amiable du sinistre » (1). Il en est d'autres plus nombreux qui adoptent la solution opposée (2) : il convient de remarquer que ce sont les décisions les plus récentes, et la dernière jurisprudence semble bien

(1) Nancy, 30 mai 1885 (D. P. 86.2.11) ; Paris, 8 juillet 1897 (*Rec. pér. des Ass.*, 1897, p. 467).

(2) Paris, 3 juillet 1889, et arrêt de rejet : Cass. req., 18 mars 1890 (D. P. 90.1.414) ; Alger, 18 mars 1895, sous Cass., 1^{er} mai 1897 (D. P. 97.1.513, S. 98.1.219) ; Cass., 22 février 1899 (D. P. 1902.1.153, S. 1901.1.165) et Nîmes, 11 décembre 1899 (sur renvoi de cet arrêt de cassation) (S. 1901.2.168) ; Grenoble, 18 février 1904 (*J. des Ass.*, 1905, p. 163).

entrée définitivement dans cette voie d'interprétation plus large et plus conforme à la volonté des parties. Tout récemment encore, le 18 février 1904, la Cour de Grenoble (1), dans un arrêt, dont les motifs valent la peine d'être cités, déclarait catégoriquement qu'une réclamation, sous quelque forme qu'elle ait lieu, interrompait la prescription de six mois édictée par la police, sans qu'il soit nécessaire de la formuler en justice du moment où la dite police ne l'exige pas expressément :

« Attendu, dit la Cour, qu'il faut bien reconnaître que « réclamer » et « réclamer en justice » ne sont pas des expressions synonymes ayant exactement le même sens, et que le système de la Compagnie ne tend rien moins qu'à ajouter aux termes du contrat pour restreindre encore dans une clause déjà exorbitante et qui déroge au droit commun, les conditions auxquelles les droits de l'assuré seront conservés ;

« Attendu que le mot « réclamer » n'ayant pas de signification précise et définie, il est vrai de dire au contraire, qu'en l'espèce, la réclamation de l'assuré n'est soumise par le contrat à aucune forme spéciale et que dès lors, toute réclamation de quelque manière qu'elle se produise prévient la déchéance stipulée au profit de l'assureur ;

« Attendu qu'à tort la Compagnie argumente, à l'appui de son système, des mots « les dernières poursuites » ; qu'au cas où des poursuites ont été exercées puis abandonnées

(1) Arrêt précité.

par l'assuré, le point de départ de la nouvelle prescription de six mois, qui recommence à courir est fixé par la date des dernières poursuites ; que ces mots n'ont pas d'autre portée ni d'autre sens et qu'on ne saurait en induire que les poursuites doivent nécessairement être entreprises dans les six mois pour parer aux effets de la prescription ; qu'un certain nombre des clauses de la police ont précisément pour objet de prévenir tout litige entre les parties et que ces clauses ne se comprendraient plus si, en toute hypothèse et dans tous les cas, l'assuré devait assigner dans les six mois pour éviter la forclusion édictée par l'article 27 ;

« Attendu que sans plus de raison, la Compagnie l'« Urbaine » fait valoir que s'agissant non d'une déchéance mais d'une prescription, cette prescription ne peut être utilement interrompue que par l'un des actes énumérés dans les articles 2244 et 2245 du Code civil ; que la prescription dont se prévaut la Compagnie est en effet une prescription abrégée non par la loi, mais par la convention des parties ; que celles-ci ont même pu déroger valablement au droit commun en ce qui touche les clauses interruptives de cette prescription, et qu'en conséquence pour décider s'il y a lieu ou non de l'appliquer c'est à l'intention commune des parties qu'il faut se reporter ;

« Attendu à cet égard, que la courte prescription édictée par l'article 27 de la police repose uniquement sur ce que l'inaction de l'assuré pendant six mois fait présumer l'abandon de son droit et qu'il est naturel de penser, que dans

l'esprit de ces parties, cette prescription devait être écartée lorsque, comme dans l'espèce, l'assuré loin de demeurer taisant, n'a cessé de réclamer l'indemnité qui lui est due, et que sur ces réclamations persistantes l'assureur est entré en voie d'arrangement pour le règlement de cette indemnité ;

« Attendu, d'autre part, que la prescription de six mois établie au profit de la Compagnie n'a point pour base une présomption de paiement et ne s'explique que par l'utilité qu'il y a pour elle à ne pas rester indéfiniment sous le coup de réclamations de la part de ses assurés ;

« Attendu que pour faire échec à une prescription qui n'a pas d'autres fondements, point n'est besoin de recourir aux moyens limitativement énumérés par le Code civil comme interruptifs de la prescription ; que ce qui importe en effet à la Compagnie, ce n'est pas qu'une demande soit formée en justice, c'est qu'une réclamation soit faite promptement pour que promptement aussi on arrive à l'évaluation des dommages, et qu'on ne saurait dès lors faire application de cette prescription à Puzin (l'assuré) qui dans le délai fixé par la police a demandé indemnité à son assureur et manifesté l'intention formelle de poursuivre le paiement de cette indemnité au cas où elle ne ferait pas l'objet d'un règlement amiable ;

« Attendu enfin, que la clause dont il s'agit doit, comme toutes les conventions, être exécutée de bonne foi, et qu'il est inadmissible que les parties aient entendu faire courir le délai de cette courte prescription tant que les pour-

parlers en vue d'une solution amiable suspendent toutes les hostilités, et que l'action judiciaire se trouve ainsi retardée par le fait de l'assureur autant que par le fait de l'assuré.... et que les pourparlers d'arrangement ont duré six mois moins huit jours ;

« Attendu qu'en de telles circonstances, appliquer strictement la forclusion de l'article 27, ce serait sans aucun doute décider contrairement à la commune intention des parties... »

Il nous a paru intéressant de reproduire presque dans son intégralité ce long arrêt, tant à cause de la façon absolument remarquable dont il est motivé, que parce qu'il reflète bien les tendances nouvelles de la jurisprudence (1),

(1) On trouve cependant bon nombre de décisions antérieures, spécialement du tribunal civil de la Seine, qui admettaient déjà cette interprétation libérale des clauses de prescription conventionnelle et se prononçaient contre les Compagnies d'assurances en admettant en faveur de l'assuré des causes d'interruption non prévues par la loi. — V. notamment : Trib. civ. Seine, 22 janvier 1895 (infirmé Paris, 18 fév. 1897), *Rec. pér. des Ass.*, 1895, p. 277 ; 6 mars 1895 (infirmé Paris, 19 nov. 1896), *Ibid.*, 1895, p. 274 ; 4 avril 1895, *Ibid.*, 1895, p. 499 ; 19 décembre 1895, *Ibid.*, 1896, p. 59 ; 23 avril 1896, *Ibid.*, 1896, p. 331 ; 11 juin 1896, *Ibid.*, 1896, p. 420 ; 29 mars 1897, *Ibid.*, 1897, p. 325 ; 1^{er} mars 1898, *Ibid.*, 1898, p. 483 ; 13 juin 1898, *Ibid.*, 1898, p. 444 ; 6 décembre 1899, *Ibid.*, 1900, p. 423 ; 12 février 1900 (infirmé Paris, 23 nov. 1901), *Ibid.*, 1900, p. 118. — V. aussi : Douai, 24 mars 1896 (D. P. 96.2.225).

Seulement toutes ces décisions ont ceci de particulier, c'est que toutes considéraient les forclusions édictées dans les polices comme une déchéance conventionnelle et non comme une prescription abrégée : elles en concluaient que dès lors les causes d'interruption du Code ne sont plus seules applicables et, sans s'occuper beaucoup de la rédaction même de la clause, cherchaient dans l'intention seule des contractants les causes d'interruption qui devaient empêcher cette déchéance de s'appliquer. La Cour de Paris au contraire, soit qu'elle considérât ces clauses

dont il constituera sans aucun doute un des monuments les plus importants. Nous pensons avoir reproduit le sens de cette jurisprudence aussi fidèlement que peut le permettre l'extrême variété de ses décisions. La fréquente divergence de celles-ci n'a d'ailleurs rien qui doive étonner, si l'on songe à la diversité considérable de rédaction que présentent les clauses de police établissant des abréviations de prescription.

Il est donc bien certain qu'il peut y avoir pour la prescription abrégée des causes d'interruption conventionnelle, c'est-à dire des actes qui sont capables d'interrompre cette prescription et qui pourtant n'auraient aucun effet pour arrêter le cours de la prescription ordinaire. Cet effet

comme constituant des prescriptions abrégées — ce qu'elle faisait très généralement — soit qu'elle les regardât comme des déchéances, les soumettait au contraire aux causes d'interruption du droit commun en se basant sur ce fait qu'en règle générale on applique aux déchéances, en ce qui concerne tout au moins les causes d'interruption, les règles ordinaires de la prescription (V. Cass. req., 26 octobre 1896, précité, et le rapport de M. George-Lemaire (D. P. 97.1.5, S. 98.1.331).

Nous espérons avoir fait justice de cette opinion qui consiste à croire qu'il suffit de qualifier la même clause de prescription ou de déchéance pour lui faire produire les effets différents, opinion que l'on serait peut-être tenté d'induire, mais à tort certainement, des termes de l'arrêt de rejet du 14 novembre 1899 déjà cité (S. 1901.1.289).

La prescription conventionnelle n'est pas en effet la prescription du droit commun, et les règles qui la régissent dépendent en première ligne de l'intention de ceux qui l'ont stipulée, volonté dont la manifestation doit tout naturellement et tout d'abord être recherchée dans les clauses même du contrat et au besoin partout ailleurs. Les principes de la prescription du droit commun ne seront applicables d'eux-mêmes que lorsque les parties auront négligé de manifester leur intention et qu'il ne sera pas possible de la découvrir.

interruptif n'est attribué à ces actes que par la volonté des parties.

Si l'on ne considérait la prescription conventionnelle qu'en soi, indépendamment de ses applications pratiques, il semble bien que l'on devrait décider qu'une manifestation expresse de cette volonté serait nécessaire pour donner à un acte force interruptive et qu'en dehors des modes d'interruption de la loi, il n'y aurait que les actes formellement prévus par les parties qui pourraient en arrêter le cours. Théoriquement, en effet, ce n'est pas parce qu'on écarte l'application du droit commun en ce qui concerne un des éléments de la prescription, à savoir la durée du temps requis pour prescrire, que cette institution cesse par le seul fait d'être soumise à toutes les autres règles qui la gouvernent. Si les parties veulent apporter à ces règles des modifications, elles le peuvent, à condition d'en avoir convenu entre elles.

Mais, au contraire, dans la matière qui nous occupe, dans les contrats d'assurances, qui sont le seul champ d'application vraiment important de la prescription conventionnelle, nous pensons qu'un principe différent doit être admis et que cette volonté des contractants de pouvoir recourir à des moyens d'interruption, plus simples et plus pratiques, doit être sous-entendue toutes les fois que les termes employés pour la stipulation de cette prescription abrégée ne viendront point faire preuve d'une intention opposée. Cette présomption est, comme nous l'avons démontré précédemment, éminemment conforme au but

que les parties se proposaient en dérogeant ainsi au droit commun. Toutes les fois donc que les termes de la police ne s'y opposeront pas, on devra considérer comme interruptifs toute démarche, tout acte par lequel l'assuré manifestera son intention de se prévaloir de ses droits et d'exiger de la Compagnie l'exécution de ses obligations (1).

Il n'est pas possible évidemment d'indiquer les actes qui constitueraient une cause d'interruption conventionnelle, d'en donner une énumération quelconque. C'est aux tribunaux qu'incombe la tâche de dire dans chaque espèce, et en s'inspirant des circonstances de la cause, si tel acte, de l'accomplissement duquel se prévaut l'assuré pour repousser la prescription invoquée contre lui, constitue bien une réclamation suffisante.

Parmi tous ces actes, il en est un notamment dont l'interprétation a déjà donné lieu à bien des difficultés et qui est de nature à en créer sans cesse. C'est l'expertise amiable qui a lieu postérieurement à un sinistre dans le but d'en constater les causes, de se rendre compte des conditions dans lesquelles il s'est produit et d'apprécier les dommages. Les décisions judiciaires (1) qui ont trait à cette opération

(1) V. Baudry et Tissier, nos 485 et 96 et la note si intéressante de M. Tissier sous Cass., 14 novembre 1899 (S.1901.1.289). — V. aussi les notes de M. Koehler sous Cass., 26 octobre 1896 (D. P. 97.1.5) et de M. Sarrut sous Cass., 1^{er} mai 1897 (D. P. 97.1.513).

(1) La jurisprudence relative aux effets de l'expertise n'est évidemment à rechercher que dans les décisions des tribunaux et des Cours d'appel. Il s'agit en effet de questions de fait sur lesquelles ces juridictions ont plein pouvoir d'appréciation et pour lesquelles la Cour de cassation n'a pas à intervenir.

lui attribuent les effets les plus différents, et sur ce point encore, on se heurte à un fouillis inextricable d'opinions contradictoires.

La difficulté de la question tient en grande partie, croyons-nous, à ce qu'on ne fait pas une distinction pourtant essentielle entre les démarches faites par l'assuré pour arriver à obtenir une expertise et cette expertise elle-même. Les démarches ne sauraient jamais constituer qu'une cause d'interruption conventionnelle, l'expertise au contraire peut contenir une cause d'interruption de droit commun.

Expliquons-nous : Lorsqu'un sinistre s'est produit, l'assuré en fait part à la Compagnie et des pourparlers tendant à son règlement s'engagent entre les parties. Si des difficultés surgissent, que la Compagnie prétende par exemple que l'assuré n'a droit à aucune indemnité parce que certaines des conditions énumérées dans la police pour son obtention ne se trouvent pas réalisées, qu'elle invoque une déchéance ou enfin qu'elle conteste seulement l'importance du sinistre, l'assuré n'a qu'un moyen de les faire trancher, c'est de provoquer une expertise. Eh bien, cette demande amiable d'expertise, ou cette assignation en référé tendant à la nomination d'experts, constitue, à notre sens, la « réclamation » suffisante à interrompre la prescription conventionnelle. On a prétendu que la question était au moins délicate. « Réclamer une indemnité, a-t-on dit, c'est affirmer le droit à cette indemnité. Or l'expertise est une opération purement préparatoire destinée à renseigner

les parties sur les causes du sinistre et sur l'importance des pertes » (1). Cette objection est au moins subtile. Ce qui importe, avons-nous dit, pour que la prescription soit interrompue c'est que, avant l'expiration du délai la Compagnie soit informée de l'intention de l'assuré de ne pas abandonner le droit que lui donne le contrat d'assurances, afin de pouvoir procéder à temps aux vérifications nécessaires. Comment alors une demande d'expertise qui tend justement à l'accomplissement de ces vérifications et à la fixation du montant des dommages pourrait-elle ne pas être suffisante et ne pas faire preuve de l'intention de l'assuré d'exiger le paiement de son indemnité (2)? Ce système a pour lui, du reste, un certain nombre de décisions judiciaires (3), mais il est constant que cette demande d'expertise serait impuissante à interrompre la prescription abrégée lorsque les parties ont entendu que celle-ci ne fût interrompue que par les causes de droit commun (4).

Quant à l'expertise elle-même, si elle est susceptible de produire un effet interruptif, c'est parce que dans la

(1) Note de M. Naquet, sous Cass., 22 février 1899 (S. 1901.1.265).

(2) Baudry et Tissier, n° 485. — V. aussi les notes précitées de MM. Tissier et Sarrut.

(3) Paris, 3 juillet 1889 (*J. des Ass.*, 1890, p. 84) sous arrêt de rejet Cass. req., 18 mars 1890 (D. P. 90.1.411, S. 93.1.139); Paris, 28 novembre 1889 (D. P. 90.2.191, S. 91.2.77); Trib. civ. Seine, 6 mars 1895 (*Rec. pér. des Ass.*, 1895, p. 274); 19 décembre 1895, *Ibid.*, 1896, p. 59.

(4) V. par exemple : Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98, 2.173).

nomination d'experts par l'assureur ou surtout dans son assistance aux opérations d'expertise, on peut voir une reconnaissance tacite des droits de l'assuré. Ce qui interrompt la prescription ce n'est donc pas précisément l'expertise, c'est la reconnaissance que peut contenir celle-ci, et c'est du reste pour cette raison que certaines décisions judiciaires lui ont reconnu effet interruptif (1).

Seulement l'assistance de l'assureur à une expertise amiable implique-t-elle toujours cet aveu nécessaire ? « Il est difficile de l'admettre, a-t-on dit (2). La Compagnie, quand elle accepte une expertise ne peut savoir si elle sera responsable du sinistre, puisque cela dépend de la façon dont s'est produit l'incendie.... Comment, par suite, voir dans son adhésion la preuve indubitable qu'elle se reconnaît débitrice ? Elle aurait été prudente sans doute de faire des réserves précises, mais son silence n'équivaut pas à l'aveu d'une obligation » (3). Nous serions pourtant

(1) Nancy, 30 mai 1856 (D. P. 56.2.252, S. 56.2.617) ; Riom, 5 juillet 1886 (*La Loi*, 26 juillet 1887) ; Besançon, 18 [mars 1887] (D. P. 88.2.91, S. 90.2.77) ; Trib. civ. Toulouse, 2 mai 1887 (D. P. 88.2.91) ; Aix, 20 janvier 1890 (D. P. 90.2.169, S. 91.2.77) ; Trib. civ. Lyon, 13 juin 1893, *J. des Ass.*, 1894, p. 132 ; Trib. civ. Seine, 20 mars 1896, *Rec. pér. des Ass.*, 1896, p. 299.

(2) Note précitée de M. Naquet.

(3) C'est la solution que semblent consacrer les décisions suivantes : Nancy, 30 mai 1885 (D. P. 86.2.11, S. 86.2.49) ; Trib. civ. Seine, 29 juin 1888, *Rec. pér. des Ass.*, 1888, p. 428, *J. des Ass.*, 1888, p. 519 ; Douai, 4 décembre 1893 (D. P. 94.2.554, S. 94.2.142) ; Trib. civ. Seine, 29 mars 1895, *Rec. pér. des Ass.*, 1895, p. 271, qui ne reconnaissent aucun effet interruptif à l'expertise.

Mais il est d'autres jugements et arrêts que l'on cite parfois comme refusant à l'expertise le pouvoir d'interrompre la prescription et qui

tenté d'admettre la solution inverse, moins juridique peut-être, mais plus conforme, croyons-nous, à la réalité. Une Compagnie d'assurances qui consent à une expertise et qui s'y fait représenter sans stipuler de réserves reconnaît implicitement les droits de l'assuré. Comment supposer, en effet, que des Compagnies rompues à la pratique des affaires, habituées aux procès, munies pour la plupart de contentieux à la tête desquels se trouvent des hommes d'une rare compétence, soient assez imprévoyantes pour ne pas faire des réserves, si elles avaient le moindre doute sur la valeur des prétentions de leurs adversaires. Un tel procédé qui constituerait une grave imprudence chez une personne étrangère aux affaires, serait une faute inexcusable de la part d'une Compagnie.

Dès lors, du moment que l'assureur aurait participé à une expertise sans réserver expressément ses droits (1), nous considérerions cet acte comme impliquant reconnaissance du bien fondé des prétentions de l'assuré et comme interruptif de la prescription. Mais, encore une fois, il n'y aurait pas là une cause d'interruption conventionnelle, mais bien un moyen du droit commun, celui de l'article 2248.

n'ont adopté cette solution qu'à raison des réserves qui avaient été faites.
— V. Toulouse, 4 juin 1888 (D. P. 89.2.269, S. 90.2.77) ; Alger, 18 mars 1895, sous Cass., 1^{er} mai 1897 (D. P. 97.1.513, S. 98.1.219) ; Paris, 19 novembre 1896 (D. P. 97.2.70) ; Nancy, 26 juin 1897 (D. P. 97.2.503, S. 98.2.173).

(1) Il convient du reste de remarquer, qu'à l'heure actuelle, il y a pas mal de polices qui déclarent formellement que l'assistance de la Compagnie à l'expertise n'emporte aucune espèce de reconnaissance de sa part.

Il est vrai que très souvent une autre clause de la police, en stipulant que « tant que l'expertise amiable n'a pas eu lieu, l'assuré n'est recevable à intenter aucune action en justice contre la Compagnie », vient enlever tout caractère de reconnaissance à la participation de la Compagnie aux opérations d'expertise. Mais nous avons vu qu'une telle clause avait, à notre avis, comme conséquence de retarder jusqu'à la clôture de l'expertise, le point de départ de la prescription, au moins quand les seuls modes d'interruption admis étaient ceux du droit civil. Nous verrons enfin, à propos de la suspension de la prescription conventionnelle, que l'existence de cette clause a permis à certains arrêts d'attribuer à l'expertise un autre effet, celui de suspendre le cours de la prescription pendant tout le temps de sa durée. C'est cette clause qui, mettant l'assuré dans l'impossibilité d'agir, serait « l'obstacle résultant de la convention » qui suspendrait la prescription à son profit (1).

On pourrait toutefois voir encore dans l'assistance de

(1) V. *infra*, p. 172, et Douai, 4 décembre 1893 (D. P. 94.2.554, S. 94.2.142); Paris, 20 juin 1894 (D. P. 95.2.72, S. 95.2.168); Chambéry, 5 août 1902, *Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 401. — Rappelons aussi que quelques décisions judiciaires donnent à l'expertise un effet encore différent : celui de substituer à la créance de l'assuré résultant du contrat, une créance nouvelle, une action en paiement de l'indemnité qui ne sera plus prescrite que par le délai de droit commun. — V. Trib. civ. Seine, 1^{er} décembre 1893, *Rec. pér. des Ass.*, 1894, p. 135; Riom, 7 décembre 1896, *Ibid.*, 1897, p. 18; Paris, 21 décembre 1889 (D. P. 90.2.192, S. 91.2.79). — M. Guillouard, t. I, n° 292, voit là une application intéressante de novation tacite contenue dans la reconnaissance résultant de l'expertise. N'y aurait-il pas plutôt un simple effet de l'interruption ? V. *infra*, p. 157.

l'assuré à l'expertise, et cela indépendamment des réserves que pourrait faire la Compagnie, la manifestation de son intention bien arrêtée d'exiger la réparation des dommages causés par le sinistre et la « réclamation » prévue par la police (1).

Une demande d'assistance judiciaire formulée par l'assuré constituerait aussi, croyons-nous, une réclamation suffisante, la Compagnie étant informée de cette demande qui ne lui laisse aucun doute sur les intentions de l'assuré (2). Cette opinion n'est pas condamnée par un arrêt contraire tout récent de la Cour de Dijon (3), car la police dont la Cour avait à appliquer les clauses portait que les dommages devaient être « réclamés en justice ». Il est bien certain que la demande d'assistance judiciaire ne pouvait constituer la demande en justice stipulée.

Enfin la correspondance et les pourparlers échangés entre la Compagnie et l'assuré pourront servir aussi de causes d'interruption : fréquemment on y trouvera des reconnaissances, et en tous cas on y verra la preuve que l'assuré compte bien se faire indemniser. Du reste, la jurisprudence est unanime à admettre que si l'assuré n'a laissé s'écouler le délai fixé par la police, sans faire la réclamation prescrite, que parce que son assureur lui avait

(1) C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation du 22 février 1899, confirmant *in parte quâ* un arrêt d'Aix du 27 mai 1896 (D. P. 1902.1.153, S. 1901.1.165), ainsi que l'arrêt de Nîmes du 11 décembre 1899 (S. 1901.2.168) rendu sur renvoi.

(2) V. Baudry et Tissier, n° 485.

(3) Dijon, 25 juillet 1902 (D. P. 1903.2.103).

donné clairement à entendre par ses agissements qu'une solution amiable était imminente ou au moins qu'il renonçait à se prévaloir de la forclusion, la Compagnie d'assurances ne serait pas recevable à invoquer la clause de prescription abrégée.

La jurisprudence voit dans ces pourparlers, dans ces agissements, soit une reconnaissance interruptive (1), soit une sorte de sursis de suspension tacite (2), ou bien encore elle ne considère cette clause de prescription comme valable qu'à la seule condition que les parties agissent avec la plus entière bonne foi (3) : le fait d'empêcher ou de retarder les poursuites par des manœuvres frauduleuses de façon à pouvoir invoquer la prescription contre l'assuré constitue un tel manquement à cette obligation, qu'il doit avoir comme conséquence d'empêcher la Compagnie de pouvoir invoquer une clause dont les effets si rigoureux et si exorbitants ne se seraient pas produits sans son fait et si elle n'avait pas surpris la bonne foi de l'assuré.

§ 2. — Effets de l'interruption.

Les causes d'interruption, qu'elles dérivent de la loi ou

(1) Paris, 30 octobre 1885 (D. P. 88.2.25, S. 86.2.49) ; 28 novembre 1889 (D. P. 90.2.191, S. 91.2.77) ; 26 février 1894 (D. P. 94.2.507, S. 91.2.79) ; 2 mai 1894 (D. P. 94.2.314) ; 22 décembre 1894 (D. P. 95.2.502) ; Nancy, 20 juin 1896 (D. P. 97.2.94) ; Douai, 4 décembre 1902 (S. 1903.2.68).

(2) Trib. civ. Seine, 17 novembre 1902 (*Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 541). — V. note de Labbé sous Paris, 30 octobre 1885 (S. 86.2.49).

(3) Paris, 2 décembre 1898 (D. P. 1900.2.299) ; 11 juillet 1902 (*Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 482).

de la convention des parties, entraînent lorsqu'elles se produisent les mêmes effets : elles mettent à néant tout le temps de la prescription qui avait déjà couru et contraignent le débiteur à recommencer une nouvelle prescription. L'interruption n'a donc d'effet que sur le passé et n'a aucune influence sur l'avenir.

Deux questions dès lors vont se poser. Quel sera exactement le point de départ de la nouvelle prescription ? Quels seront la nature et le caractère de celle-ci.

I. — *Point de départ de la prescription nouvelle.*

Il convient tout d'abord de distinguer les causes d'interruption du droit commun de celles qui découlent de la volonté des parties.

L'interruption civile susceptible de s'appliquer à la prescription abrégée des polices d'assurances ne peut résulter que d'une demande en justice, d'une saisie-arrêt ou d'une reconnaissance.

Celle qui résulte d'une demande en justice dure autant que l'instance elle-même (1), mais il est de toute évidence qu'au cas où celle-ci se serait terminée par un désistement accepté par la Compagnie, par une péremption prononcée en justice ou bien encore par un jugement rejetant la demande de l'assuré comme mal fondée, l'interruption serait considérée comme ne s'étant jamais produite et

(1) V. Baudry et Tissier, n° 542 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. II, § 245, p. 526 ; Laurent, t. XXXII, n° 162 ; Le Roux de Bretagne, n° 507 ; Cass., 17 décembre 1849 (D. P. 50.1.80, S. 50.1.122).

par suite la prescription aurait continué son cours. Si au contraire un jugement est intervenu, qui a consacré en tout ou en partie la prétention du demandeur, c'est une action nouvelle qui prend naissance, action ayant sa source non plus dans le contrat mais dans le jugement lui-même et ne s'éteignant que par la prescription trentenaire (1). Dans ce cas encore, il ne s'agit donc pas de rechercher le point de départ de la nouvelle prescription, puisque l'action qu'elle pourrait éteindre n'existe plus, a été novée par le jugement.

La question ne peut donc se présenter que dans deux hypothèses : lorsque le créancier ayant cité son débiteur en justice a interrompu ses poursuites sans que pour autant la péremption ait été prononcée, ou bien lorsque la demande a été portée devant un tribunal qui s'est reconnu incompétent.

Au premier cas, l'interruption produira ses effets tant que l'instance ne sera pas prescrite. En effet, si la péremption n'a pas été demandée, il n'y a que la prescription de 30 ans, prescription qui commencera à courir à dater du dernier acte de poursuite, qui sera susceptible d'éteindre l'instance.

Mais si cette prescription de l'instance vient à se produire quelles en seront les conséquences ? La question est extrêmement embarrassante, et du reste l'hypothèse ne doit se présenter que bien rarement en pratique. En doctrine,

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 528, texte et note 81 ; Laurent, t. XXXII, n° 163.

on rencontre sur ce point deux opinions bien différentes. D'après la première, la prescription de cette instance aurait pour résultat de faire cesser l'effet de l'interruption qui en résultait et de permettre dès lors à la prescription qui avait été interrompue de recommencer à courir (1). La seconde assimilant la prescription de l'instance à sa péremption, considère au contraire que l'interruption doit être considérée comme non avenue et que la prescription du droit a continué son cours (2).

On voit de suite la différence profonde qui séparerait les deux systèmes. Tous deux regardent bien l'interruption comme se prolongeant tant que l'instance subsiste, mais tandis que la prescription de cette dernière marquerait pour le premier système la fin de l'interruption et le point de départ de la nouvelle prescription, elle aurait pour effet, dans le second, non seulement de faire cesser mais aussi d'anéantir l'interruption qui serait censée ne s'être jamais produite.

Il est inutile de rechercher chez les auteurs de ces théories les raisons qui les ont poussés à adopter l'une ou l'autre. M. Laurent est le seul qui ait tenté de s'expliquer (3), mais il l'a fait d'une façon si confuse que son autorité a

(1) V. Baudry et Tissier, n° 542. — V. aussi n° 576, *in fine* ; Guilouard, n° 282.

(2) V. Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, § 245, p. 508, texte et note 14, p. 526, texte et note 75 ; Le Roux de Bretagne, n°s 491 et 510. — Les quelques décisions judiciaires qu'on trouve sur ce point sembleraient plutôt tendre vers ce système. — V. Aubry et Rau, note 14, précitée.

(3) Laurent, t. XXXII, n°s 100 et 162.

pu être invoquée par les deux partis adverses et qu'il est impossible de connaître au juste son avis. C'est pour cela qu'on peut vraiment se demander s'il ne serait pas aussi logique d'admettre que l'interruption, qui subsiste tant que dure l'instance, sera censée, lorsque cette instance viendra à être prescrite, avoir cessé ses effets au jour où le dernier acte de poursuite aurait eu lieu. En effet, quand on dit que l'instance est prescrite, on dit simplement qu'à ce moment le demandeur ne peut plus la reprendre utilement, ne peut plus faire valablement de nouveaux actes judiciaires : mais nous ne croyons pas que cela veuille dire que les actes d'instance auxquels il a procédé valablement se trouvent par le fait dénués d'effet. On s'accorde bien, il est vrai, à reconnaître à la prescription accomplie un effet rétroactif : soit, mais cette rétroactivité ne peut s'entendre qu'en ce sens, que l'extinction du droit éteint par prescription est censée s'être produite au jour où l'inaction du demandeur, qui sert de base à cette prescription, a commencé. Il n'y a aucune raison pour la faire remonter plus loin dans le passé. — L'article 401 du Code de procédure dit bien que la présomption « emporte extinction de la procédure, sans qu'on puisse dans aucun cas, opposer aucun des actes de la procédure éteinte, ni s'en prévaloir », absolument comme si l'instance n'avait jamais été introduite. Mais péremption et prescription sont deux choses bien différentes : l'une est un mode d'extinction de la procédure, l'autre de l'action en justice. Pourquoi, dès lors, appliquer à la prescription les règles de la

péremption, surtout lorsqu'elles sont en opposition avec un caractère ? — Mais ce n'est pas une raison pour adopter alors le premier système : on comprend fort bien que l'on reconnaisse à toute la durée de l'instance l'effet interruptif que la loi donne seulement à la citation. Comme le dit Laurent, « la prescription est interrompue parce que la prescription étant fondée sur l'inaction, elle ne peut courir lorsqu'il y a action ». Or l'action en justice ne résulte pas d'un fait isolé, de la citation seule : elle se compose de toute une procédure, de toute une série d'actes dont chacun manifeste aussi clairement l'intention du demandeur d'obtenir le paiement de ce qui lui est dû. On comprend encore, que, s'il y a eu discontinuation des poursuites pendant un certain temps, l'interruption continue ses effets et les continue tant que l'instance n'est pas prescrite, parce que, jusqu'à ce moment, il est possible au demandeur de reprendre les poursuites et de renouer la chaîne des actes interruptifs dont l'ensemble constitue la demande judiciaire. Mais quand il est acquis qu'aucun nouvel acte interruptif ne pourra être fait, parce que l'instance est prescrite, pourquoi faire continuer l'interruption après le dernier acte judiciaire par lequel le demandeur a manifesté son intention de se prévaloir de son droit ? L'instance est arrêtée là, pour quelle raison ses effets continueraient-ils plus longtemps ?

Mais quel que soit le parti que l'on prenne sur ce point, il est un fait bien certain, c'est que tant que la prescription de l'instance n'a pas eu lieu, l'interruption continue

à produire ses effets et qu'il ne peut être question à ce moment là de point de départ de nouvelle prescription. Ce principe reçoit-il son application en matière de prescription conventionnelle ?

Bien qu'il puisse peut-être paraître au premier abord en opposition avec le but que poursuivaient les parties en stipulant une prescription abrégée, il nous semble absolument certain qu'il doit être appliqué en l'absence d'une clause contraire de la police. C'est ce qu'a décidé le 5 mars 1887, un arrêt de la Cour de Lyon (1). Considérant, dit la Cour, « que dès que cette demande en justice sera intentée, l'assuré n'en sera déchu que conformément au droit commun, soit par l'accomplissement de la prescription trentenaire, soit par la péremption ; que si les parties avaient entendu que, l'assuré ayant intenté son action, toute interruption de six mois dans la procédure entraînerait la déchéance de cette action, elles l'auraient exprimé en termes clairs et décisifs ». Le pourvoi intenté contre cet arrêt fut rejeté le 26 avril 1892 par la Chambre des requêtes (2), qui confirmait ainsi la décision de la Cour de Lyon.

Il est seulement permis de se demander si les motifs invoqués par cette dernière étaient bien applicables en l'espèce. Il s'agissait d'une clause de police d'assurances contre l'incendie qui, comme toutes les polices semblables, faisait courir la prescription de six mois stipulée à partir « du sinistre ou des dernières poursuites ». Or, par

(1) Lyon, 5 mars 1887 (D. P. 88.2.91, S. 90.2.77).

(2) Cass. req., 26 avril 1892 (D. P. 92.1.548, S. 92.1.304).

dernières poursuites, la Cour entendait, comme nous l'avons déjà vu (1), ces réclamations ou poursuites extrajudiciaires qui suivent immédiatement le sinistre et qui aboutissent ou à un règlement amiable, ou à la demande en justice.

Est-ce bien là le sens de ces mots ? La jurisprudence, en général, a toujours évité soigneusement de s'expliquer sur la portée de cette expression, mais nous avons dit qu'on pourrait penser, avec quelque vraisemblance, que la signification attachée par la Cour à ces mots n'est pas celle à laquelle songeaient les Compagnies d'assurances. Ne pourrait-on pas penser plutôt que ces dernières, après avoir assigné comme point de départ à la courte prescription le jour où le sinistre s'est produit, ont voulu en ajoutant ces termes : « ou des dernières poursuites », faire allusion au cas où un acte interruptif viendrait à se produire et fixer par le fait d'une façon très nette le moment où la prescription recommencera son cours ? C'est en tous cas ce qu'a fait l'arrêt de la Cour de Grenoble que nous avons cité précédemment (2) ; «au cas, dit-il, où des poursuites ont été exercées, puis abandonnées par l'assuré, le point de départ de la nouvelle prescription de six mois qui recommencera à courir, est fixé par la date des dernières poursuites... Ces mots n'ont pas d'autre portée ni d'autre sens ».

Cette interprétation nous paraît beaucoup plus vraisem-

(1) V. *suprà*, p. 104.

(2) Grenoble, 18 février 1904, *J. des Ass.*, 1905, p. 163.

blable, et nous estimons que la Cour de Lyon eût pu trouver dans ces mots « dernières poursuites » la clause de la police nécessaire pour pouvoir déroger au droit commun. Nous serions conduit par le fait à penser que les contrats d'assurances contre l'incendie se trouveraient tous, ou à peu près tous, soustraits à la règle que nous avons indiquée, puisque la clause « à dater du sinistre ou des dernières poursuites » y est de style. Mais tous les contrats où cette clause ou une autre plus formelle encore ne se rencontrerait pas, resteraient soumis aux principes ordinaires de la prescription, et par conséquent l'interruption se prolongerait jusqu'à ce que l'instance soit prescrite. La situation des Compagnies d'assurances n'est d'ailleurs, en pareil cas, aucunement digne d'intérêt. Pourquoi ne pas avoir fait statuer sur la demande ou ne pas avoir invoqué la péremption ?

En ce qui concerne le deuxième cas, celui d'une assignation devant un juge incompétent, l'effet de l'interruption se prolonge tant qu'il n'est pas intervenu un jugement prononçant l'incompétence, à moins que l'assuré ne se désiste auparavant, auquel cas l'interruption serait non avenue (1). C'est alors du jour de ce jugement que court la nouvelle prescription (2).

(1) Néanmoins l'interruption subsisterait malgré le désistement si celui-ci n'avait pour motif que l'incompétence du juge saisi. — V. Baudry et Tissier, n° 502 ; Aubry et Rau, 5^e édit., § 215, p. 507, texte et note 12 ; Caen, 8 février 1843, S. 43.2.242 ; Rouen, 27 mars 1858, S. 59.2.337 ; Cass. req., 21 juillet 1903 (D. P. 1903.1.536).

(2) V. Baudry et Tissier, n° 546. — En matière d'assurances : V. Pa-

Des difficultés se sont pourtant présentées sur ce point : un jugement du tribunal civil de la Seine du 12 février 1900 (1), qui du reste a été réformé par la Cour de Paris, prétendait que la nouvelle prescription partait non du jour du jugement d'incompétence, mais seulement de celui où ce jugement était signifié, si bien qu'au cas où la signification n'aurait pas été faite « la déchéance ne saurait être invoquée par la Compagnie, car en ne faisant pas de mise en demeure et en s'abstenant de toute procédure elle a donné lieu de croire à l'assuré qu'il pouvait attendre avant d'engager une autre instance ». Cette doctrine est condamnée formellement par un arrêt de cassation de 1849 (2) ; la signification n'est en effet requise que

ris, 18 février 1897, *Rec. pér. des Ass.*, 1897, p. 197, confirmé par arrêt de rejet par Cass. req., 14 novembre 1899 (S. 1901.1.289) et la note de M. Tissier, *in fine* ; Paris, 25 novembre 1901 (S. 1903.2.229).

(1) Trib. civ. Seine, 12 février 1900, *Rec. pér. des Ass.*, 1900, p. 118, réformé par arrêt de la Cour de Paris, 23 novembre 1901, précité. — V. aussi : Trib. civ. Seine, 11 juin 1896, *Rec. pér. des Ass.*, 1896, p. 428.

(2) Cass., 17 décembre 1849 (D. P. 50.1.80, S. 50.1.122. — V. aussi : Le Roux de Bretagne, n° 508.

Une autre théorie a été émise par un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 17 décembre 1892 (*Rec. pér. des Ass.*, 1893, p. 273). Faisant l'application à la matière qui nous occupe d'une jurisprudence très assise, aux termes de laquelle la règle formulée par l'article 2247 *in fine*, à savoir que lorsque la demande est rejetée, l'interruption doit être considérée comme non avenue, est une règle absolue, qui ne comporte pas de distinctions entre le cas où la demande est rejetée pour un moyen de fond et celui où elle l'est par un moyen de forme ou une fin de non-recevoir laissant subsister l'action (Cass., 8 janvier 1877, D. P. 77.1.81, S. 77.1.147), le tribunal a décidé qu'au cas où l'action en indemnité se trouverait prescrite pour avoir été intentée après l'expiration du délai, l'assuré ne pourrait se prévaloir de l'instance devant un

lorsqu'on veut exécuter un jugement : or le jugement d'incompétence est rendu en faveur de l'assureur, de celui-là même qui prescrit et auquel la loi ne demande aucun fait positif, aucune preuve. Pour quel motif obliger la Compagnie à cette signification ? Ce serait, au contraire, à l'assuré qui invoquerait l'interruption résultant d'une citation devant un juge incompétent, à en fournir la preuve.

Quant à l'interruption qui résulte de la saisie-arrêt faite entre les mains de la Compagnie par un créancier de l'assuré, elle produit ses effets tant que « la saisie-arrêt et la demande en validité qui en est la suite sont une véritable contestation en cause » (1). La prescription ne pourra donc recommencer qu'une fois que toute la procédure à laquelle aura donné lieu la saisie-arrêt et qui a pour but l'emport des deniers se trouvera terminée.

Au contraire, lorsque l'interruption provient d'une reconnaissance expresse ou tacite des droits du créancier par le débiteur, la prescription recommence aussitôt. Seulement, comme nous le verrons tout à l'heure, il peut

tribunal, si celui-ci s'était déclaré incompétent, puisque l'instance ayant été rejetée, celle-ci est non avenue.

Cette théorie repose, à notre sens, sur une erreur, erreur qui consiste à considérer la demande comme rejetée parce que le juge se déclare incompétent. N'est-ce pas une contradiction de dire qu'un juge rejette une demande alors qu'il déclare justement n'en pas connaître. — V. Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, § 215, p. 506, note 8 *bis*.

(1) Riom, 18 juin 1852 (D. P. 52.2.285). — V. Baudry et Tissier, n° 548 ; Laurent, t. XXXII, n° 166 ; Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, § 215, p. 525, texte et note 73 ; Guillouard, n° 289.

se faire que cette reconnaissance contienne en même temps novation et que la durée de la prescription s'en trouve changée (1).

En ce qui concerne les causes d'interruption conventionnelle, la nouvelle prescription recommencera à courir aussitôt après la réclamation interruptive, c'est-à-dire après l'acte ou l'ensemble d'opérations par lesquels l'assuré aura fait preuve de son intention de se prévaloir du droit, que lui donne le contrat, d'exiger une indemnité. Ce sera aux juges du fait qu'appartiendra en cas de contestation le droit de déterminer si tel acte constitue bien une réclamation suffisante et de dire à quel moment, lorsqu'elle résulte de toute une série d'opérations, l'interruption cesse de produire ses effets : il est du reste fréquent dans les nouvelles polices, que les parties règlent elles-mêmes quelques-uns de ces points. C'est ainsi qu'on convient presque toujours qu'au cas où il faudrait recourir à des experts, la prescription ne courrait qu'à dater de la « clôture de l'expertise ».

II. — *Durée de la nouvelle prescription.*

Maintenant que nous avons indiqué l'instant où les effets de l'interruption cessent de se produire et où la prescription recommence, c'est le moment de se demander si ces effets se bornent bien au passé, si, au contraire, ils ne sont pas susceptibles d'exercer une certaine influence

(1) V. Baudry et Tissier, nos 552 et 553 ; Guillouard, n° 292 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 528 ; Laurent, t. XXXII, n° 171.

sur l'avenir. La question se pose donc de savoir si l'interruption ne change pas la nature et le caractère de la prescription, ne modifie pas la durée du délai nécessaire à son accomplissement, ou, d'une façon peut-être plus précise, de savoir quelle sera la prescription qui courra après l'interruption, si ce sera encore la prescription conventionnelle ou la prescription de droit commun ?

Cette question ne saurait évidemment se poser que dans le cas où les parties n'auraient pas prévu l'hypothèse, et n'auraient pas elles-mêmes tranché d'avance la difficulté en indiquant, lors du contrat, la prescription qui courrait après interruption. Il faut supposer par conséquent une police muette sur ce point.

Mais avant d'aborder la difficulté qui ne laisse pas d'être assez sérieuse, — car en pareille matière, ainsi que le fait remarquer fort justement M. Tissier (1), il y a toujours à tenir compte de la volonté probable des parties, du but et de la nature du contrat, ainsi que de la raison d'être de la prescription conventionnelle, — écartons d'abord une hypothèse où elle ne peut se présenter.

Il ne saurait être douteux que le délai de la prescription abrégée se trouvera modifié après interruption, quand la cause qui a arrêté le cours de cette prescription a été une reconnaissance et que cette reconnaissance impliquait novation. Ce sera évidemment alors la prescription trentenaire qui se trouvera substituée à la courte prescrip-

(1) En note sous Cass., 14 novembre 1899 (S. 1901.1.289).

tion stipulée dans la police, et ce seront les règles du droit commun, qui seules seront désormais applicables.

Seulement la difficulté consiste justement à savoir quand la reconnaissance implique novation. On a soutenu que pour que la novation existe il fallait que la reconnaissance fût faite par acte exprès et spécial, et qu'une reconnaissance tacite et indirecte n'était pas suffisante (1). La jurisprudence semble bien se prononcer dans ce sens (2), mais des auteurs considérables soutiennent, et avec raison semble-t-il, que la novation pouvant être tacite, il n'y a pas impossibilité à ce qu'elle résulte d'une reconnaissance tacite (3). La question de savoir s'il y a ou non novation est donc une question de fait, d'appréciation et tout dépend des circonstances de la cause. M. Guillouard a voulu voir une application de la novation qui résulte d'une reconnaissance, dans un arrêt de la Cour de Paris du 21 décembre 1889 (4), qui décide que la prescription de six mois est interrompue par la reconnaissance faite par la Compagnie des droits de l'assuré et que la prescription ne peut plus s'accomplir dès lors que par les délais de droit commun. Nous ne croyons pas que ce soient ces motifs

(1) V. Troplong, nos 697 et 698 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. II, § 215, p. 101.

(2) V. Grenoble, 6 mai 1854 (D. P. 56.2.124) ; Toulouse, 18 décembre 1874, en note sous *Prescription civile, Supplément au Répertoire de Dalloz*, p. 177 et S. 75.2.109.

(3) Laurent, t. XXXII, n° 471 ; Baudry et Tissier, n° 553 ; Guillouard, n° 292.

(4) Paris, 21 décembre 1889 (D. P. 90.2.191, S. 91.2.79).

qui aient décidé les juges. La Cour a pensé que les parties, quand elles dérogent au droit commun en stipulant une clause exorbitante comme une prescription de six mois, ne sont censées y déroger que dans la mesure où elles le disent. Elles avaient convenu simplement en l'espèce que l'indemnité due en cas d'accident serait prescrite si les six mois s'écoulaient depuis cet accident sans diligences judiciaires : dès lors, du moment qu'indépendamment de la reconnaissance de la Compagnie, l'assuré avait encore agi, bien que devant un tribunal incompétent, il ne devait plus pouvoir être question de prescription conventionnelle, puisqu'on n'était plus dans les conditions requises. La Cour l'a du reste dit formellement : « Considérant... que la clause dont il s'agit constitue d'ailleurs une exception au droit commun et ne doit pas être étendue au delà de ses termes... »

Mais en dehors de l'hypothèse où il y aurait reconnaissance avec effet novateur, quelle serait la durée de la nouvelle prescription ? Encore une fois, sera-ce la prescription de droit commun, ou au contraire une prescription de même durée que celle qui a été interrompue ? On voit que si la question est embarrassante, elle présente au moins un intérêt très considérable.

A ne considérer que les règles ordinaires de la prescription, on serait tenté de se prononcer dans le second sens et d'admettre que ce sera la même prescription. En principe, l'interruption ne modifie pas la nature, ni la durée de la prescription : elle fait seulement disparaître tout le

temps qui avait déjà couru, mais dès que ses effets ont cessé, c'est la même prescription qui recommence. Cela est vrai, non seulement de la prescription de droit commun, mais aussi des prescriptions spéciales (1), et la doctrine comme la jurisprudence sont d'accord sur ce point (2). Il semble bien qu'il doive en être de même pour les prescriptions conventionnelles et que celles-ci, une fois l'interruption terminée, recommencent à courir avec la même durée (3).

Mais un examen moins superficiel de la question fait voir qu'il n'en doit pas être ainsi. Comme le faisait remarquer l'arrêt de la Cour de Paris, dont nous parlions, il y a un instant, la prescription dont il s'agit ici n'est pas une prescription de droit commun ; ce n'est pas une prescription légale. C'est une disposition absolument exceptionnelle, une clause exorbitante, dont l'effet doit être strictement limité à l'hypothèse déterminée, et qui, en dehors de ce cas précis, doit s'effacer pour faire place aux principes ordinaires de la prescription.

Il y a une raison encore beaucoup plus décisive. Après l'interruption, la courte prescription n'a plus sa raison d'être. Les parties ont voulu que dans un court délai après

(1) Sauf l'application de l'article 2274.

(2) V. Baudry et Tissier, n° 551 ; Guillouard, t. I, n° 250 ; Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, § 215, p. 364 ; Toulouse, 18 décembre 1874, précité (S. 75.2.109) ; Cass., 4 mars 1878 (D. P. 78.1.168, S. 78.1.469) ; Paris, 14 juin 1899 (S. 1900.2.15).

(3) C'est la solution consacrée par arrêt de Paris du 18 février 1897, confirmé par Ch. req., 14 novembre 1889, précité (S. 1901.1.289) et Paris, 23 novembre 1901, précité (S. 1903.2.229).

l'événement qui donne naissance au droit à l'indemnité, celle-ci fut réclamée : cette clause avait pour objet de permettre à la Compagnie de ne pas rester indéfiniment sous le coup d'une demande en indemnité et de couper court en même temps à toutes les fraudes qui ne manqueraient pas de se produire si l'assuré jouissait d'un trop long délai pour faire sa réclamation.

Or cette réclamation a été faite. Pourquoi alors vouloir appliquer à une hypothèse toute différente de celle qui avait été prévue, la prescription qui n'avait été établie que pour elle ? Les motifs qui avaient fait insérer cette clause ont disparu : du moment que la réclamation a eu lieu, la Compagnie a pu faire vérifier l'importance du dommage et les circonstances dans lesquelles il s'est produit : il lui a été possible d'établir ses comptes, de faire son budget. Quelle utilité peut-il y avoir alors à ce que ce soit cette même courte prescription qui recommence à courir, et n'est-il pas tout naturel de rentrer dans l'application du droit commun ?

Ne pourrait-on pas encore tirer un argument d'analogie, comme le fait remarquer M. Tissier dans la note remarquable qu'il a consacrée aux clauses abréviatives de prescription, de ce qui a lieu pour les courtes prescriptions de six mois, d'un an ou de deux ans établies par les articles 2271 à 2273 ? Ces prescriptions spéciales sont fondées sur cette considération que les dettes qu'elles éteignent sont généralement payées dans un très bref délai et le plus souvent sans que le débiteur retire une quittance,

pour cette excellente raison qu'il considère comme inutile d'avoir son paiement constaté par un écrit du moment que la créance ne l'était pas elle-même par un titre. Or, lorsqu'il y a eu reconnaissance de ces dettes par « compte arrêté, cédula ou obligation », ou encore « citation en justice non périmée », c'est-à-dire interruption de ces prescriptions conformément à l'article 2274, la prescription qui recommence n'est plus la courte prescription qui a été interrompue, mais la prescription trentenaire. Il y a non seulement interruption, mais interversion de la prescription, et cela parce que les motifs pour lesquels la courte prescription avait été établie, ne se retrouvent plus, parce que, lorsque le débiteur paiera sa dette, il ne manquera pas de demander une quittance puisque son créancier a maintenant un titre contre lui.

Toutes ces raisons portent à admettre que ce sera la prescription trentenaire qui recommencera à courir après interruption, toutes les fois au moins que les parties auront négligé de préciser leurs intentions sur ce point, et cette solution a été consacrée plusieurs fois par les tribunaux (1).

Seulement nous sommes obligé de reconnaître que le champ d'application du principe que nous venons de formuler est assez restreint, parce que très fréquents sont les

(1) Lyon, 5 mars 1887 (D. P. 88.2.91, S. 90.2.77), confirmé Cass., req., 26 avril 1892 (D. P. 92.1.548) ; Paris, 21 décembre 1889, précité ; Nîmes, 8 novembre 1901, sous Cass. req., 9 décembre 1903 (D. P. 1904.1.525).

cas où les Compagnies d'assurances manifestent dans leurs polices, d'une façon expresse ou tacite, leur volonté relative à la durée de la nouvelle prescription. Aussi bon nombre de polices récentes d'assurances contre l'incendie, qui, pour mettre fin aux difficultés d'interprétation auxquelles a donné lieu la rédaction un peu trop sommaire des polices anciennes, ont réglé minutieusement plusieurs des questions abandonnées auparavant à l'appréciation des tribunaux, n'ont eu garde naturellement de laisser de côté cette question de la prescription nouvelle. Beaucoup disposent que : « Toute action en paiement de dommages est prescrite après six mois à compter du jour de l'incendie, de la clôture des opérations d'expertise ou enfin de tout acte interruptif de prescription. » N'est-ce pas là dire de la façon la plus formelle que la prescription qu'il commence après « tout acte interruptif » doit s'accomplir par le même délai ?

Du reste, les autres polices d'assurances contre l'incendie, si elles ne contiennent pas de formules aussi précises que la précédente, ne montrent pas moins nettement, à notre avis, que les parties entendent que l'interruption ne change rien à la nature et à la durée de la prescription. Toutes en effet, à quelques rares exceptions près, assignent comme point de départ à la prescription abrégée la date du « sinistre ou des dernières poursuites ». Nous avons vu les difficultés d'interprétation auxquelles ont donné naissance ces derniers mots, et nous avons dit qu'on pouvait les considérer comme destinés à fixer le point de départ de

la nouvelle prescription au cas où celle qui aurait commencé au jour du sinistre aurait été interrompue. Cette interprétation nous paraît exacte, surtout parce qu'elle est susceptible d'expliquer ces mots « dernières poursuites », devenus de style dans les polices, quelles que soient les causes d'interruption admises par les parties, qu'elles se réfèrent simplement aux dispositions du Code ou qu'elles reconnaissent au contraire à la simple « réclamation » un effet interruptif.

Si l'on accepte cette interprétation, il n'est plus douteux que les Compagnies aient entendu que la nouvelle prescription soit de même durée que celle qui a été interrompue, puisque la clause de prescription abrégée revient à dire que cette dernière commence à courir du jour du sinistre ou du dernier acte interruptif lorsqu'elle aurait été interrompue (1).

Mais si le principe que nous avons posé, et d'après lequel en matière d'assurances ce serait la prescription trentenaire qui courrait après tout acte interruptif de la prescription conventionnelle, ne saurait s'appliquer que rarement dans les assurances contre l'incendie, il n'en serait pas de même dans les autres contrats d'assurances et notamment dans les polices contre les accidents. On y

(1) V. Grenoble, 18 février 1904, précité. — Il n'y a pas lieu de s'étonner de voir que les Compagnies d'assurances, lorsqu'elles parlent d'interruption, se servent toujours du mot « poursuite ». Cela tient à ce qu'elles songent uniquement à l'interruption faite par celui contre lequel la prescription était en train de courir. Un de nos anciens auteurs ne traitait-il pas la reconnaissance d'interruption fictive ?

stipule simplement que l'indemnité se prescrira par six mois à dater « de l'accident » ou, suivant une autre formule, à partir de son « exigibilité ». Aucune allusion, on le voit, n'est faite au cas d'interruption.

Cependant la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel est venue diminuer singulièrement le nombre des cas où en matière d'assurances contre les accidents on pouvait avoir à se demander quelle serait la prescription qui courrait après interruption. En établissant une prescription légale d'un an, après laquelle la victime d'un accident du travail ne pourra réclamer d'indemnité ni à son patron, ni par le fait à la Compagnie qui avait assuré celui-ci, et en déclarant que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit », elle s'oppose à toute clause de prescription conventionnelle.

Mais il reste les cas où l'assurance a été faite pour garantir soit d'un accident du travail ne tombant pas sous le coup de la loi, soit d'un accident autre qu'un accident du travail. Il y a aussi toutes les hypothèses où une prescription conventionnelle aurait été stipulée en dehors d'un contrat d'assurances.

SECTION III. — Suspension de la prescription abrégée.

Pour en finir avec les règles applicables à la prescription conventionnelle, il reste à traiter une dernière question, délicate et particulièrement embarrassante : celle de la *suspension*.

En principe, une prescription légale, une fois qu'elle a

commencé son cours, le continue, si elle ne se trouve pas soumise à une cause d'interruption, jusqu'au jour où le temps requis étant accompli, son bénéfice est acquis au débiteur, qui se trouve par le fait libéré de son obligation. Seulement il peut se faire que pendant une période plus ou moins longue, le cours de cette prescription se trouve arrêté, soit suspendu ; puis, qu'il reprenne ensuite et s'achève comme si rien ne s'était produit. C'est cet arrêt, ce sommeil de la prescription qui constitue la suspension, mesure de faveur accordée par le législateur au créancier dont le droit est en train de se prescrire et qui se trouve dans l'impossibilité de le faire valoir, soit à raison de sa condition personnelle (art. 2252), soit à raison des rapports qui l'unissent à celui au profit de qui court la prescription (art. 2253), ou contre qui serait susceptible de rejaillir l'action en interruption (art. 2255 et 2256). Pour qu'il y ait suspension, il faut donc que le créancier se trouve dans une situation bien déterminée, et c'est ce que dit l'article 2251 : « La prescription court contre toute personne, à moins qu'elle ne soit dans quelque exception établie par la loi. » Mais une fois que cette situation exceptionnelle viendra à se réaliser, tant qu'elle durera, la prescription, quelle qu'elle soit, se trouvera suspendue.

Il n'y a à ce principe qu'une exception : celle formulée par l'article 2252. Après avoir posé la règle que l'état de minorité ou d'interdiction du créancier est une cause de suspension de la prescription, cet article ajoute que cet état ne la suspendrait pourtant pas dans le cas de l'article 2278, ni dans les « autres cas déterminés par la loi ».

Voilà l'exception à la règle de la suspension. Voyons quelle en est au juste l'étendue, et si le cas de la prescription conventionnelle est susceptible d'y rentrer.

L'article 2278 dit simplement : « Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits : sauf leur recours contre leurs tuteurs. » Or, la section dont il s'agit est relative aux courtes prescriptions, c'est-à-dire aux prescriptions de cinq ans, de deux ans, d'un an et de six mois, établies par le Code. Les autres cas déterminés par la loi, — que l'on adopte la théorie qui veut que ce soit seulement ceux où le législateur a dit d'une façon formelle que la prescription courrait contre les mineurs(1), ou que l'on admette des exceptions virtuelles résultant de l'esprit de la loi et des motifs qui ont inspiré au législateur les courtes prescriptions que l'on veut soustraire à la suspension (2), — sont tous des cas de prescription légale.

On voit dès lors comment se pose la question. La prescription conventionnelle qui court contre un créancier se trouvant en mesure d'invoquer une cause de suspension sera-t-elle soumise à la suspension ; ou, au contraire, assimilant la prescription abrégée par la volonté des parties aux courtes prescriptions établies par la loi, dira-t-on qu'elles échappent à cette suspension ?

Au point de vue du droit, et en faisant une application

(1) Laurent, t. XXXII, n° 48.

(2) Baudry et Tissier, n° 425 ; Aubry et Rau, t. II, 5^e éd., § 214, p. 491 ; Le Roux de Bretagne, n° 620.

stricte des textes qui précèdent, il semble bien que l'on doive consacrer la première solution et déclarer par conséquent que la prescription conventionnelle se trouve suspendue par toutes les causes de suspension du Code, et en particulier par l'état de minorité et l'interdiction du créancier. Nous ne sommes évidemment, ni dans le cas de l'article 2278, ni dans aucun des autres cas déterminés par la loi, et, dès lors, la qualité d'interdit ou de mineur doit continuer à produire un effet suspensif. Il s'agit ici d'une prescription conventionnelle, c'est-à-dire d'une prescription qui, aux termes du droit commun, aurait dû durer trente ans, et qui, par la volonté des parties, se trouve réduite à un laps de temps de quelques années ou même de quelques mois..., d'une hypothèse par le fait bien différente de celle prévue par la loi. On retombe alors dans la règle commune qui est que la prescription ne court jamais contre les mineurs.

Il est encore un argument en faveur de la suspension. C'est que la prescription conventionnelle est généralement fort courte et que, dès lors, il convient pendant le temps extrêmement restreint laissé au créancier pour pouvoir faire valoir ses droits ou interrompre la prescription, que celui-ci ait pleine possibilité d'agir. Enfin, si l'on envisage la prescription abrégée par la convention des parties, dans son cas d'application de beaucoup le plus fréquent, nous voulons dire en matière d'assurances, on voit que les sommes dont le créancier est en droit d'exiger le versement, n'ont généralement rien de commun, avec les

créances ordinairement très modiques qu'éteignent les prescriptions des articles 2271 à 2273, et que les considérations d'ordre public, de tout premier ordre, sur lesquelles est fondée la prescription de l'article 2277 ne se rencontrent pas non plus dans cette hypothèse.

Une seule chose permet d'hésiter : c'est le but même que les parties se sont proposé en faisant une clause de prescription abrégée : elles ont voulu soustraire l'extinction de leurs obligations aux longueurs de la prescription ordinaire. Au cas d'assurances, elles ont voulu éviter les réclamations tardives, non seulement parce qu'elles rendaient impossibles les constatations du sinistre et des dommages causés par lui, mais aussi parce que la nécessité, chaque année, de procéder à un inventaire, d'établir un bilan, de répartir des dividendes, de remplir enfin toutes les formalités qui incombent à une société financière, comme une Compagnie d'assurances, n'est pas compatible avec la longue période d'indécision à laquelle les Compagnies seraient exposées au cas de prescription ordinaire. Ce but n'est-il pas en opposition avec le principe même de la suspension qui a pour résultat de prolonger la durée de la prescription pendant une période souvent considérable ? En bonne logique, cela ne nous paraît guère contestable ; mais les textes sont là, et ils sont trop formels, à notre avis, pour que la volonté tacite des parties, puisse leur faire échec. A supposer même que les parties eussent manifesté d'une façon tout à fait catégorique leur intention d'écarter toute cause de suspension, nous ne

pensons pas qu'une telle convention pût être valable. Le seul cas de suspension qui soit susceptible de se rencontrer en matière d'assurances, est évidemment celui qui résulte de la minorité ou de l'interdiction de l'assuré : la suspension est alors, pour ce dernier, une garantie de la loi, à laquelle il ne peut certainement pas renoncer parce qu'il est incapable, et il n'est pas davantage possible à son représentant légal de le faire pour lui.

Cette manière de voir doit forcément être en conformité avec les tendances de la jurisprudence qui n'a pourtant jamais eu, à notre connaissance du moins, à s'expliquer sur ce point. Nous avons vu, en parlant des causes extensives de la prescription, que la jurisprudence ne se borne pas à appliquer purement et simplement les cas de suspension indiqués par le Code ; qu'à côté de ces causes de suspension légale elle en admet d'autres qui n'ont pas été prévues par le législateur et qui ne sont que la mise en pratique d'une vieille maxime traditionnelle, la règle *contra non valentem agere, non currit præscriptio*. La jurisprudence n'a pu rompre avec cette règle de notre ancien droit, qu'elle estime consacrée par le Code dans les cas de suspension qu'il a établis, et par le fait admise tacitement par lui. Elle admet que « la prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement quelconque résultant, soit de la loi, soit de la convention, ou de la force majeure » (1).

(1) Cass. req., 21 mai 1900 (D. P. 1900.1.422, S. 1902.1.133).

Le cadre restreint de cette étude ne nous permet pas de discuter cette théorie jurisprudentielle, qui si elle est inspirée par des sentiments d'équité fort louables, ne nous paraît pas moins contraire au texte de la loi qu'aux principes qui servent de fondement à la prescription ; mais il est intéressant de voir les applications que les tribunaux en ont fait à la prescription conventionnelle et spécialement en matière d'assurances.

La prescription ne courra donc pas, d'après les tribunaux, quand le créancier ne peut agir par suite d'un cas de force majeure. La Cour de Toulouse a cru trouver une application de ce principe dans la poursuite criminelle intentée contre l'assuré, inculpé d'incendie volontaire. Dans un arrêt du 4 juin 1888 (1), elle déclare que la prescription s'est trouvée suspendue pendant toute la durée de l'information ouverte contre l'assuré et qu'elle « n'a pu courir à cause d'une sorte de force majeure dépendant de son état de détention, de son impossibilité plus ou moins longue de communiquer ».

Le jugement attaqué du tribunal de Toulouse, en date du 2 mai 1887 (2), avait admis lui-même la suspension, mais pour des motifs tout différents. Pour lui, la prescription avait été suspendue parce que le créancier s'était trouvé empêché d'agir par un obstacle dérivant, non plus de la force majeure, mais de la loi, et il invoquait l'article 3 du Code d'instruction criminelle qui dit que lorsque

(1) Toulouse, 4 juin 1888 (D. P. 89.2.269, S. 90.2.77).

(2) Trib. Toulouse, 2 mai 1887 (D. P. 88.2.91).

l'action civile est intentée séparément, elle est suspendue tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant elle ou pendant sa durée. C'était là une application erronée.

L'action en paiement de l'indemnité intentée par l'assuré contre la Compagnie n'a rien de commun avec l'action civile donnée au sinistré contre l'auteur du crime d'incendie pour obtenir réparation du dommage causé : la première résulte d'un contrat et s'exerce contre la Compagnie d'assurances débitrice en vertu de ce contrat ; la seconde découle d'un délit et s'intente contre son auteur. Il ne pouvait donc, à notre sens, être question de ce principe de droit pénal dans l'espèce : l'information pouvait bien avoir comme conséquence d'obliger le juge civil à surseoir à statuer sur l'action en paiement de l'indemnité intentée contre la Compagnie par le sinistré, puisque, dans le cas où celui-ci eût été convaincu d'avoir causé volontairement l'incendie, il eût été déchu, aux termes de la police, de tout droit à une indemnité, mais elle ne pouvait empêcher l'assuré d'engager cette action. Il y avait lieu à une question préjudicielle, mais non à application de la règle que la prescription ne court pas contre celui qui ne peut agir. C'est l'observation que l'on peut faire encore à un arrêt de la Cour de Paris (1) du 20 juin 1894, qui attribue effet suspensif à l'information criminelle qui avait été ouverte contre l'assuré, parce que, si la plainte

(1) Paris, 20 juin 1894 (D. P. 95.2.72, S. 95.3.168).

déposée avait été fondée et avait produit effet, l'assuré eût été déchu de toute action contre la Compagnie.

La prescription est suspendue aussi lorsque l'obstacle à l'action du créancier résulte de la convention des parties. Il convient d'observer que la jurisprudence ne juge pas nécessaire pour qu'il y ait suspension conventionnelle que les parties aient convenu expressément que pendant un certain délai, la prescription aurait son cours arrêté (1). Elle voit une cause de suspension dans ce seul fait que, par l'effet d'une convention, un créancier se trouve pendant un certain temps dans l'impossibilité d'agir. C'est ainsi qu'il a été jugé que la prescription conventionnelle se trouverait suspendue, au profit de l'assuré, pendant toute la durée d'une expertise, quand une clause de la police déclarait que l'assuré ne serait recevable à intenter aucune action contre la Compagnie, tant qu'il n'aurait pas été procédé à une expertise amiable (2). « Attendu, disait la Cour de Douai, qu'il suit de là que, pendant la durée de l'expertise amiable, l'assuré est dans l'impuissance ab-

(1) Ces clauses expresses, nous en avons parlé à propos de l'extension de la durée de la prescription ; nous en avons dit ce que nous en pensions et en quoi elles peuvent, au fond, s'analyser : nous ne reviendrons pas sur ce point. La Cour de Paris en a encore consacré récemment la validité par un arrêt du 10 avril 1902 (V. le journal *Le Droit* du 6 juillet 1902), en décidant que les parties avaient pu suspendre la prescription établie par la loi du 9 avril 1898, à la seule condition que la durée du délai de suspension ne fût pas supérieure à la durée de la prescription fixée par la loi.

(2) Douai, 4 décembre 1893, précité (D. P. 94.2.554, S. 94.1.142). — Voir aussi : Paris, 20 juin 1894, précité, et Chambéry, 5 août 1902 (*Rec. pér. des Ass.*, 1902, p. 401).

solue d'agir, de faire valoir ses droits devant les tribunaux et de réclamer ce qui lui est dû ; — attendu que loin de contester, la Compagnie « l'Abeille » (la défenderesse) en conclut que cette clause aura pour conséquence de réduire à cinq mois, peut-être à un délai moindre, le temps nécessaire pour l'acquisition de la prescription conventionnelle de six mois, qui sera raccourcie de toute la durée de l'expertise amiable, de telle sorte que, si celle-ci se prolongeait pendant cinq mois, et au delà, le temps accordé à l'assuré pour agir serait réduit à un mois et même à moins ; — attendu qu'une prétention aussi exorbitante aurait pour résultat d'annihiler et même d'anéantir, le cas échéant, le droit de l'assuré, au mépris de l'article 26 de la police qui lui accorde, en tout état de cause, six mois pour intenter une action ; qu'elle est une violation manifeste du principe que nul ne peut prescrire contre celui qui ne peut agir. »

Dans une affaire identique, M. l'avocat général Desjardins, concluait en ces termes devant la Cour de cassation : «.... Il est de l'essence du contrat d'assurance que l'assuré soit à même de toucher son indemnité en cas de sinistre. Or si, par l'antinomie volontaire qu'on établit entre deux dispositions de la police, on met l'assuré dans l'impossibilité d'exercer son action, cette convention *uberrimæ fidei* doit néanmoins obliger les assureurs à toutes les suites que l'équité, l'usage, la loi lui donnent d'après sa nature propre (art. 1135, C. civ.). Toute clause ou partie d'une clause — qui permet au pacte de produire son effet essen-

tiel, — devra dominer les combinaisons qui le vicieraient, et s'exécuter.... » Et après avoir approuvé la solution de la Cour de Douai que nous venons de citer, cet éminent magistrat ajoutait : « La maxime *Contra non valentem agere non currit præscriptio* a été traduite une première fois par MM. Aubry et Rau : « Nul ne peut prescrire contre celui qui ne peut agir », une seconde fois par la Cour de cassation, chambre civile (rapp. M. Larombière) : « En droit, la prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité absolue d'agir par suite d'un empêchement quelconque résultant soit de la loi, soit de la convention, soit de la force majeure (28 juin 1870, D. P. 70. 1.310). Ces deux traductions sont excellentes..... « Une Compagnie d'assurances ne peut pas dire à ses assurés : « Vous êtes déchus de tout droit à l'indemnité si vous ne m'actionnez pas dans les six mois », et s'arranger pour qu'ils ne puissent pas l'actionner dans les six mois. Voilà l'empêchement résultant de la convention qui fait que la prescription ne peut pas courir » (1).

Il n'est pas possible d'indiquer d'une façon plus nette, les raisons qui ont dicté aux tribunaux les décisions dont nous parlons ; mais ces décisions font voir aussi que toutes les questions qui se posent, en matière d'assurances, sont dominées par cette idée que l'assurance est un contrat, qui, plus que tout autre, doit être interprété avec la

(1) Cass. req., 2 février 1897 (D. P. 98.1.561).

bonne foi la plus entière, et on voit quel palliatif puissant cette théorie de la suspension conventionnelle peut être aux clauses souvent exorbitantes des polices d'assurances.

CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de la tâche que nous nous étions tracée. C'est le moment de jeter un coup d'œil en arrière et d'embrasser dans son ensemble la question étudiée. Négligeant les détails, dans lesquels, au cours de cette étude, il nous a fallu entrer, abandonnant les conceptions de la jurisprudence, et d'une bonne part de la doctrine, sur le fondement de la prescription, conceptions avec lesquelles jusqu'ici nous avons dû compter, nous allons pouvoir nous demander si vraiment, en droit pur, la prescription conventionnelle est chose possible et si en législation elle est désirable. Mais avant, il convient encore de rechercher rapidement le sort réservé à cette prescription dans la législation prochaine.

I

Il faut avouer que cet avenir paraît bien sombre et bien menaçant !

Déjà la loi du 9 avril 1898 est venu restreindre d'assez sérieuse façon le champ d'application de la prescription conventionnelle. En créant le risque professionnel à la charge du patron et en accordant à l'ouvrier victime d'un accident du travail une action pour se faire indemniser de l'incapacité qui pouvait en résulter, la loi qui aggravait

singulièrement la situation des chefs d'entreprise a été obligée de mettre un terme autre que la prescription trentenaire aux revendications des ouvriers et a déclaré que l'action en indemnité se prescrirait par un an. Le point de départ de cette prescription était fixé d'une façon immuable au jour de l'accident : la loi du 22 mars 1902, qui complétait l'œuvre du législateur de 1898, vint assigner comme point de départ, non plus seulement le jour de l'accident, mais celui de la clôture de l'enquête du juge de paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire, mettant fin ainsi à des difficultés qui s'étaient soulevées dans la pratique. Tout dernièrement, la loi du 31 mars 1905 est venue faire partir d'un autre moment encore, dans certains cas, cette prescription annale : le nouvel article 30, après avoir posé le principe que toute convention contraire aux dispositions de la loi de 1898 est nulle de plein droit, déclare que, lorsqu'une telle clause aurait été faite, la prescription du droit à l'indemnité ne courrait que du jour où cette nullité aurait été prononcée.

Mais l'application de cette loi suppose le patron affilié soit à un syndicat de garantie, soit à une société d'assurances mutuelles, ou assuré à une Compagnie à primes fixes. L'obligation pour un patron de supporter définitivement les indemnités mises à sa charge par la loi aurait entraîné la ruine des chefs d'industrie. C'est évidemment aux Compagnies d'assurances à primes contre les accidents, qui étaient en plein développement et déjà parfaitement organisées lors de la mise en vigueur de la loi, que les patrons

ont eu tout d'abord recours : mais ces Compagnies ont dû modifier leurs polices pour les mettre en harmonie avec la loi nouvelle. L'ouvrier victime a le droit d'agir pour obtenir le paiement de son indemnité, non seulement contre le chef d'industrie débiteur, mais aussi, à son défaut, contre les Compagnies d'assurances à primes fixes ou mutuelles, les syndicats de garantie et enfin la Caisse nationale des retraites. Il fallait dès lors que ces Compagnies ne pussent opposer à l'indemnitaire d'autre prescription que celle qu'eut pu invoquer le patron assuré, c'est-à-dire la prescription d'un an établie par l'article 18. Avec la disposition de l'article 30 qui déclare nulle toute convention contraire aux dispositions de la loi, c'était la suppression des clauses qui auraient pu modifier soit la durée, soit le point de départ de cette prescription.

Toutefois, jusqu'à l'heure actuelle, il n'y a que les contrats d'assurances contre les accidents du travail, et seulement encore contre ceux protégés par la loi du 9 avril 1898 et celle du 30 juin 1899, où il soit impossible de stipuler une prescription conventionnelle. Dans tous les autres contrats d'assurances, la clause de prescription abrégée continue à être de style.

Seulement ce vaste champ d'application, qu'est aujourd'hui encore le contrat d'assurances, va être ravi à la prescription conventionnelle. En effet, le 12 juillet 1904, M. Trouillot, ministre du commerce, déposait sur le bureau de la Chambre au nom du gouvernement un projet de loi

sur le « contrat d'assurance » (1). Dans ce projet, œuvre de la commission extraparlamentaire instituée par arrêté ministériel du 2 mai 1902, il est une section consacrée à la prescription des actions qui dérivent du contrat d'assurances et dont voici le texte :

TITRE PREMIER. — Des assurances en général.

SECTION IV. — *De la prescription.*

ART. 38. — Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par un an à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois ce délai ne court :

1° En cas de réticence ou de fausse déclaration, que du jour où elle a été découverte par l'assureur ;

2° En cas de sinistre, que du jour où l'assuré en a eu connaissance, s'il prouve qu'il l'a ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

ART. 39. — La durée de la prescription ne peut être abrégée par une clause de la police.

Toutefois il peut être convenu, en matière d'assurances sur la vie, que l'assureur renonce à se prévaloir absolument ou après le paiement d'un certain nombre de primes,

(1) *Journal officiel*, 1904, Chambre des députés, *Documents parlementaires*, annexe 1918, p. 918 et s.

des omissions ou des déclarations inexactes provenant d'une simple négligence de la part de l'assuré.

ART. 40. — La prescription annale court même contre les mineurs, les interdits et tous autres incapables.

Elle peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription. L'interruption de la prescription de l'action en paiement de la prime peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée adressée par l'assureur à l'assuré.

Toutes les actions dérivant du contrat d'assurances se prescrivent donc par un an, et « la durée de la prescription ne peut être abrégée par une clause de la police ». C'est la prohibition de la façon la plus formelle et la plus absolue, de toute clause abrégative de prescription.

« En cette matière, disait M. Lyon-Caen (1) dans le rapport remarquable qu'il avait fait pour la Commission et qui servit du reste d'exposé des motifs devant la Chambre, il est indispensable que la loi formule quelques dispositions prohibitives ou impératives. La raison en est simple. En fait, les assurés et les assureurs ne contractent pas dans une situation de complète égalité. Les principales clauses des polices imprimées d'avance sont arrêtées par les Compagnies elles-mêmes et les assurés sont d'ordinaire obligés de les accepter telles quelles sans être admis à les discuter. Parmi ces clauses, il peut y en avoir, il y en a parfois d'exorbitantes qui sont à la fois très favorables à l'assureur

(1) Exposé des motifs du projet de loi sur le contrat d'assurances. — V. *Journal officiel*, *loc. cit.*

et très préjudiciables à l'assuré, en ce qu'elles restreignent beaucoup pour ce dernier les avantages de l'assurance. » Et précisant davantage lorsqu'il s'explique sous l'article 39, celui-là même qui prohibe la prescription conventionnelle, M. Lyon-Caen ajoute : «...dès l'instant où la loi assigne à la prescription des actions dérivant de l'assurance la durée d'un an, c'est-à-dire une durée courte, il importe, dans l'intérêt de l'assuré, d'empêcher que la durée de la prescription des actions qui lui appartiennent contre l'assureur, ne puisse être abrégée par une clause de la police. L'assureur n'a pas besoin d'être protégé par la loi et l'on concevrait que les abréviations conventionnelles de la prescription soient admises pour les actions de l'assureur contre l'assuré. Mais dans un but d'égalité, l'article 39, alinéa 1, a écarté toute distinction et déclare nulles les clauses qui abrègent la prescription de toutes les actions, soit de l'assuré, soit même de l'assureur. »

Le projet de loi n'établit d'exception qu'en ce qui concerne les clauses d'incontestabilité, en matière d'assurances sur la vie. « On désigne sous ce nom, dit M. Lyon-Caen, les clauses par lesquelles il est stipulé, soit que l'assureur n'aura pas le droit de demander la nullité pour réticence ou fausse déclaration (provenant d'une simple négligence), soit qu'il sera privé de ce droit quand les primes auront été payées pendant un certain nombre d'années. L'art. 39, alinéa 2 admet la validité de ces clauses, spécialement de la deuxième qui peut abréger la durée de la prescription dont au cas de réticence ou de fausse déclaration, le point

de départ est fixé conformément aux règles du droit commun (art. 1304) au jour où la découverte en a été faite par l'assureur. » Il n'y a donc plus que les actions en nullité du contrat d'assurances fondées sur une réticence ou une fausse déclaration, et en matière d'assurances sur la vie seulement, dont la prescription puisse être abrégée conventionnellement.

Mais les dispositions du projet qui ont trait à la prescription ne se bornent pas à fixer la durée de celle-ci, et à prohiber la prescription conventionnelle : elles réglementent aussi, et avec un soin minutieux, le point de départ, la suspension et l'interruption de cette prescription annuelle. Bien que ces dispositions ne rentrent pas dans le cadre de notre étude, puisqu'elles auraient trait, non plus à la prescription conventionnelle, mais à une prescription légale destinée à remplacer celle-ci en matière d'assurances, il nous paraît intéressant de les parcourir rapidement afin de voir comment seraient solutionnées sous la législation nouvelle bon nombre de difficultés auxquelles les clauses de prescription abrégée ont donné lieu devant les tribunaux, et que nous avons examinées.

En principe, le point de départ de la prescription de toute action résultant du contrat d'assurances serait, dans ce projet, l'événement qui y donne naissance : par conséquent l'action en indemnité se prescrirait du jour du sinistre, l'action en paiement de la prime du jour de l'échéance. Toutefois, la prescription de l'action en nullité du contrat pour réticence ou fausse déclaration ne cour-

rait que du jour où celle-ci a été découverte, et celle de l'action en indemnité, du jour seulement où l'assuré a eu connaissance du sinistre, s'il prouve l'avoir ignoré jusque-là. S'il s'agit d'une assurance de responsabilité, du jour où le tiers a exercé une action en justice contre l'assuré, ou a été indemnisé par ce dernier (art. 38).

La commission de la Société d'études législatives, qui a étudié minutieusement le projet article par article propose une addition à ce texte : suivant elle, il conviendrait d'insérer avant le dernier alinéa de l'article 38 un nouvel alinéa ainsi conçu : « 3° Dans le cas d'assurances contre les accidents, que du jour où l'assuré a eu connaissance du dommage, s'il prouve qu'il l'a ignoré jusque-là », afin que l'assuré ne se trouve pas forcé, lorsque le dommage, qui primitivement était peu important, viendrait à s'aggraver de lui-même dans la suite des temps. Puis, pour que la garantie accordée à l'assuré ne soit pas illusoire, la commission pense qu'il serait bon d'ajouter à la suite de l'alinéa 1^{er} de l'article 39 qui déclare que « la durée de la prescription ne peut être abrégée par une clause de la police », cette phrase : « Il ne peut non plus être dérogé, au préjudice de l'assuré, aux dispositions de l'article précédent sur le point de départ de la prescription » (1).

Le projet après avoir déclaré que la prescription annale ne serait pas suspendue au profit des mineurs, interdits

(1) V. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, n° 5, p. 401 et 402.

et autres incapables, la soumet aux causes d'interruption du droit commun. Seule la prescription de l'action en paiement de la prime peut être interrompue par l'envoi d'une lettre recommandée par l'assureur à l'assuré (art. 40).

La commission de la Société d'études législative, a proposé, avec beaucoup de raison à notre avis, de remplacer l'alinéa 2 de l'article 40 par la disposition suivante : « elle (la prescription) peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription. Elle peut l'être aussi par une simple sommation, par une assignation en référé, par l'envoi d'une lettre recommandée. Toute clause contraire est nulle et de nul effet ». C'est une disposition excellente ! on peut regretter seulement que la commission n'ait pas cru devoir assigner le même caractère interruptif, comme il en avait été question aux nominations d'experts faites à l'amiable par les parties intéressées pour toutes opérations d'expertise contradictoire. « On a fait observer, dit M. Darras dans son rapport, que les textes actuellement en vigueur pouvaient être interprétés de manière à comprendre la désignation amiable d'experts parmi les causes interruptives de la prescription en la considérant comme la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrit » (art. 2248, C. civ.) (1). Il n'en est pas moins vrai, que sur ce point les solutions les plus contradictoires ont été admises par les tribunaux et qu'il serait désirable de voir une disposition législative les empêcher de renaître.

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, n° 5, p. 402 et 403.

Ainsi donc, le jour prochain peut-être, où ce projet de loi sur les assurances viendra à être voté par les Chambres, on pourra dire que le temps de la prescription conventionnelle est fini. C'était en matière d'assurances que l'on rencontrait à peu près exclusivement, en fait, de telles clauses et la raison en est facile à comprendre. Le contrat d'assurances n'avait pu être prévu par le législateur du Code puisqu'en 1804 les assurances terrestres n'existaient pas, et il n'y avait pour éteindre les différentes actions qui en résultaient que les prescriptions de droit commun, notoirement trop longues eu égard au but et à la nature de ce contrat.

Bien rares sont aujourd'hui les contrats importants qui se trouvent dans ce cas : pour la plupart d'entre eux, ainsi que nous l'avons vu à propos du contrat de transport, le législateur est intervenu et a créé une courte prescription en rapport avec les besoins et les situations engendrés par eux. Quelle utilité peut alors présenter pour les parties la stipulation d'une prescription plus courte ? Il sera donc rare, après le vote de la loi sur le contrat d'assurances, de rencontrer des clauses de prescription conventionnelle : celles-ci supposent forcément une certaine inégalité de situation entre les contractants. Il n'y a que des Compagnies puissantes qui soient capables d'imposer au public de telles dérogations au droit commun. Entre particuliers la possibilité de faire de telles clauses n'est guère que théorique : jamais un créancier, s'il est absolument libre, ne consentira à voir son droit s'éteindre par

une prescription abrégée, à voir diminuer le temps pendant lequel il peut se prévaloir de ses droits : il n'acceptera une telle clause que si l'autre partie met comme condition à la conclusion du contrat l'adoption d'une prescription abrégée, mais il sera infiniment rare de rencontrer de pareilles exigences.

II

Que faut-il penser de cette disparition prochaine de la prescription conventionnelle, ou plus exactement de la disparition à brève échéance de son cas d'application le plus usuel ? Y a-t-il lieu de regretter cet affaiblissement de sa vitalité, doit-on au contraire s'en réjouir ? Pour notre part, nous n'hésitons pas à dire que le vote d'une loi qui aurait pour résultat de substituer, dans un contrat de l'importance et de la fréquence du contrat d'assurances, une prescription légale aux clauses de prescription conventionnelle, doit être considérée comme un événement désirable.

Sans doute, la prescription conventionnelle a ses avantages. Nous dirons même plus : dans une législation comme notre législation actuelle où la durée ordinaire de la prescription ne cadre plus avec les besoins de l'époque, où la longueur de ses délais est incompatible avec la nature même et le but des actions qui résultaient de certains contrats que le législateur n'a pas réglementés et pour lesquels il n'a pas établi de prescriptions particulières appropriées aux nécessités des situations et des rapports

créés par ces contrats, la prescription conventionnelle était d'une utilité incontestable. Elle était presque indispensable. Elle permet en effet aux parties de suppléer à la pénurie des dispositions législatives, d'adapter mieux la prescription légale à toutes les hypothèses, à corriger en les réduisant à une durée convenable ce que les délais de cette institution pourraient avoir de trop manifestement contraire au but que se proposent les parties.

Mais à côté de ces avantages, la prescription conventionnelle offre de graves inconvénients. Au cours de cette étude, nous avons vu, qu'en pratique, les clauses de prescription abrégée n'étaient jamais stipulées que par des débiteurs assez forts pour faire la loi du contrat, par de puissantes Compagnies jouissant en fait d'un véritable monopole, et capables d'imposer leur volonté à ceux qui contractent avec elles. Nous avons vu aussi que si les délais de cette prescription conventionnelle en matière d'assurances sont généralement d'un an ou de six mois, on trouve des polices qui leur assignent une durée moins longue, quatre ou trois mois et que les tribunaux sont allés jusqu'à valider une clause fixant à un mois le délai pendant lequel le créancier pouvait réclamer le paiement de ce qui lui était dû. Ne sont-ce pas là des clauses absolument exorbitantes, dont la rigueur, augmentée souvent encore par celle d'autres clauses de la convention, est susceptible d'enlever au contrat une bonne part de son utilité. Certes, en principe, la situation des débiteurs est intéressante, mais, ici, celle des créanciers l'est bien davantage,

puisque'ils sont, au rebours de ce qui a lieu généralement, à la discrétion de leurs débiteurs et qu'aucune disposition de la loi ne vient fixer le temps minimum qui leur sera accordé pour faire valoir leurs droits.

Rationnellement du reste, les clauses restrictives de la durée de la prescription ne devraient pas être admises. Comme le disait Bigot-Préameneu (1): « De toutes les institutions du droit civil, la prescription est la plus nécessaire à l'ordre social. » Son fondement est avant tout une question d'ordre public : tous les droits, toutes les actions s'éteignent par trente ans parce qu'il ne faut pas que des droits, qui n'ont pas été exercés pendant un nombre d'années considérable, puissent être invoqués au bout d'un temps indéfini. « Mais y aurait-il une société possible, s'écrie M. Laurent (2), si les droits pouvaient être exercés sans limite aucune de temps ? Que l'on se représente un instant l'état d'une société où l'on pourrait faire valoir des droits qui datent de dix mille ans ! Ce serait une cause universelle de trouble et de perturbation dans l'état des fortunes : il n'y aurait pas une famille, pas une personne qui serait à l'abri d'une action par laquelle sa position sociale serait remise en question. Une incertitude permanente et universelle aurait pour suite un trouble général et incessant : comment les individus et la société pourraient-ils subsister dans une pareille anarchie ! »

C'est l'ordre public qui est donc bien la base de la pres-

(1) Bigot-Préameneu, Exposé des motifs, Loqué, t. VIII, p. 344.

(2) Laurent, t. XXXII, n° 6,

cription, et son organisation est dès lors chose d'intérêt général. Il ne devrait pas être possible à la seule volonté des parties, et dans un intérêt privé, de modifier la durée des délais, ni de changer le mode de fonctionnement d'une institution créée dans un but social. Quand le législateur établit de toutes pièces un mode légal d'extinction des obligations, il serait logique que la convention des parties ne pût avoir plus de prise sur elle pour en modifier les conditions que pour en écarter d'avance l'application. Que deviendrait la prescription si tous les débiteurs se mettaient à faire preuve de la même exigence que les Compagnies d'assurances et à stipuler des clauses de prescription abrégées en leur faveur ? La société ne serait-elle pas aussi troublée par cet ordre de choses, que par l'exercice d'une action après plus de 30 ans ? N'est-il pas utile aussi à la paix sociale que les créanciers aient le temps, avant de faire valoir leurs droits en justice, d'essayer d'obtenir un règlement amiable qui les dispenserait de recourir aux voies judiciaires ? La prescription a été instituée dans le but de mettre fin aux procès ; souvent, au contraire, le résultat de la prescription conventionnelle sera de contraindre le créancier à en intenter un, s'il ne veut pas être déchu de son droit. Voilà autant de raisons pour lesquelles les modifications conventionnelles à la durée de la prescription sont contraires à la notion même de celle-ci.

C'est pourquoi, lorsque le législateur songe à combler les lacunes de la loi, à adapter lui-même la prescription aux exigences d'un contrat qu'il va réglementer par ail-

leurs dans tous ses détails, quand en un mot il va substituer partout des dispositions légales à la convention des parties et supprimer par le fait toutes les difficultés d'interprétation auxquelles celle-ci donnait naissance, on ne peut qu'approuver son initiative.

Nous pensons même que, tout compte fait, il serait avantageux de voir disparaître la prescription conventionnelle d'une façon complète. On va reviser l'œuvre du législateur de 1804, y apporter les modifications qu'une expérience d'un siècle a montrées nécessaires. Discutant devant la Société d'études législatives et la Société de législation comparée réunies à l'occasion du centenaire du Code civil, la question de l'opportunité de cette révision, le savant rapporteur, M. Thaller, disait (1) : «... Il ne manque pas de points défectueux, c'est vrai. La matière de la prescription prête à des redressements. La durée de trente ans nécessaire pour prescrire est devenue trop longue. La simple sommation devrait suffire pour interrompre la prescription. *La clause limitant le temps de la prescription devrait être prohibée, comme celle qui le prolonge.* »

Ce sont des projets de réforme auxquels nous ne pouvons que nous associer. Le jour où le titre de la prescription aura été remanié, où les délais auront été ramenés à un temps plus court et plus en harmonie avec les nécessités actuelles, où le contrat d'assurances aura fait l'objet d'une loi et que les actions qui en dérivent seront sou-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, n° 1, p. 53.

mises à une prescription convenable, on ne peut que souhaiter voir la commission de revision émettre le vœu que toute clause modificative fût prohibée. L'utilité de la prescription conventionnelle aura disparu, au moins en grande partie, et les inconvénients qui résultent de son adoption sont assez grands pour faire oublier les quelques avantages qu'elle pourrait offrir à l'avenir, dans certains cas tout à fait spéciaux, dans certaines situations absolument exceptionnelles et problématiques. En prohibant la prescription conventionnelle, on couperait court à bien des difficultés et on mettrait fin à des clauses le plus souvent exorbitantes et contraires à l'équité.

Une légère modification, ou mieux une simple addition au texte actuel de l'article 2220 permettait de réaliser cette utile réforme. Il suffirait d'adopter une formule comme celle-ci : « On ne peut par convention modifier les délais de la prescription, ni renoncer, d'avance, à son bénéfice : on peut seulement renoncer à la prescription acquise » et désormais aucune clause restrictive, ni aucune des quelques rares clauses extensives qui sont possibles dans notre système actuel, ne pourraient plus être stipulées.

Vu :

J. HÉMARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,
E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 21 juin 1905,

Le Recteur,

E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

- Agnel.** — Manuel général des assurances.
- Alauzet.** — Traité général des assurances.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, 4^e et 5^e édit.
- Baudry-Lacantinerie et Tissier.** — De la prescription.
- Boudousquié.** — Traité de l'assurance contre l'incendie.
Bulletin de la Société d'études législatives, 1905.
- Cauvin.** — La prescription en matière d'assurances terrestres, *Journal des assurances*, 1895, p. 51.
- Chavegrin.** — Note dans Sirey.
- Colmet de Santerre.** — Cours analytique du Code civil.
- Dalloz.** — *Recueil périodique, Répertoire et Supplément au Répertoire.*
- De Lalande et Couturier.** — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance contre l'incendie.
- Duhail.** — De l'assurance contre l'incendie. Thèse Paris, 1883.
- Duranton.** — Cours de droit français.
- Fenet.** — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil.*
- Grün et Joliat.** — Assurances terrestres.
- Guillouard.** — Traité de la prescription.
- Huc.** — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
Journal des assurances.
- Journal officiel. Débats parlementaires et documents parlementaires.*
- Köhler.** — Note dans Dalloz.
- Labbé.** — Note dans Sirey.
- Laurent.** — Principes de droit civil français.
- Lefort.** — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie.
- Le Roux de Bretagne.** — Nouveau traité de la prescription en matière civile.
- Lyon-Caen.** — Note dans Sirey.
- Merlin.** — *Répertoire de la jurisprudence.* De la prescription.
- Naquet.** — Note dans Sirey.
- Persil.** — Traité des assurances terrestres.

- Planiol.** — Traité élémentaire de droit civil, 2^e édit.
Pouget. — *Dictionnaire des assurances*. Prescription.
Quenault. — Traité des assurances terrestres.
Recueil périodique des assurances.
Répertoire général du droit français.
Sarrut. — Note dans Dalloz.
Sirey. — *Recueil périodique.*
Tarbouriech. — De l'assurance contre les accidents.
Thaller. — Traité du droit commercial. 3^e édit.
Tissier. — Notes dans Sirey.
Troplong. — Le droit civil expliqué. De la prescription.
Vazeilles. — Traité de prescription.
Villetard de Prunières. — De l'assurance contre les accidents du travail.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Définition de la prescription conventionnelle. —	
Fondement de la prescription. — La prescription convention-	
nelle ne s'applique qu'à la prescription extinctive.	1

PREMIÈRE PARTIE

Des clauses qui allongent la durée de la prescription.

I. — Nullité de ces clauses	41
II-III. — Moyens indirects d'arriver à augmenter cette durée . .	46
IV. — La prohibition des clauses extensives est-elle absolue ?.	28

DEUXIÈME PARTIE

Des clauses qui abrègent la durée de la prescription.

CHAPITRE I. — Validité et champ d'application des clau-	
ses abrégatives.	37
SECTION I. — <i>La validité de ces clauses</i>	37
SECTION II. — <i>Leur champ d'application</i>	44
Principe.	44
I. — Sociétés financières	47
II. — Contrats de transport	48
III. — Contrats d'assurances	53
CHAPITRE II. — Nature des clauses abrégatives. — Pres-	
cription abrégée ou déchéance con-	
ventionnelle ?	73
SECTION I. — <i>Y-a-t-il des différences entre la prescription</i>	
<i>et la déchéance.</i>	74
I. — Déchéances légales et prescriptions	75

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
